

UNIVERSITÉ DE PARIS -- FACULTÉ DE DROIT

**LA POLITIQUE
DU
CONTINGENTEMENT
DES
IMPORTATIONS**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 15 Décembre 1932, à 14 heures

PAR

PIERRE ANGELINI

Diplômé des Hautes Études Commerciales

Président : M. Roger PICARD, Professeur

Suffragants : M. RIST, Professeur

M. ALLIX, Professeur

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL (v°)

1932

**La Politique
du Contingentement des Importations**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS -- FACULTÉ DE DROIT

**LA POLITIQUE
DU
CONTINGENTEMENT
DES
IMPORTATIONS**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 15 Décembre 1932, à 14 heures

PAR

PIERRE ANGELINI

Diplômé des Hautes Études Commerciales

Président : M. Roger PICARD, Professeur

Suffragants : M. RIST, Professeur

M. ALLIX, Professeur

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL (V°)

1932

UNIVERSITEIT DE PARIS - FACULTE DE DROIT

LA POLITIQUE

DE

CONTINGENTEMENT

DE

TRIBUTATIONS



INTRODUCTION

On a beaucoup parlé, ces derniers mois, du contingentement des importations. Cette question met en présence des intérêts en apparence si contradictoires qu'elle n'a pu manquer de soulever des discussions assez passionnées. D'autre part, du point de vue purement doctrinal, elle n'est au fond qu'un épisode de la lutte toujours ouverte entre les partisans des deux théories traditionnelles du libre-échange et de la protection. Il n'est point besoin d'insister sur l'intérêt d'actualité qu'elle présente, à une heure où la crise qui sévit met plus que jamais au premier plan de nos préoccupations les problèmes économiques, et particulièrement, parmi ceux-ci, les problèmes douaniers.

Mais d'abord qu'est-ce que le contingentement des importations ? En vain chercherait-on cette expression dans le dictionnaire. Elle fait partie de cette flore abondante des néologismes que la guerre et l'après-guerre ont fait éclore. On l'a tirée du mot « contingent » qui est pris ici dans le sens de « quantité déterminée », de « quantum ».

Ainsi donc le contingentement est l'opération qui consiste à fixer des « contingents » de marchandises, et voici la définition qu'en donne M. Georges de LEENER, professeur à l'Université de Bruxelles¹ :

(1) DE LEENER : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, 10 février 1932.

« Le contingentement douanier s'entend en principe d'une limitation des quantités d'importation ou d'exportation de marchandises décrétée par l'Etat dans le but de restreindre la concurrence se manifestant à l'importation des marchandises étrangères ou à l'exportation des produits du pays ».

Voici encore une autre définition, sans doute plus précise, et qui présente l'avantage de ne pas faire état du but poursuivi par le contingentement, ce qui lui confère incontestablement une plus grande impartialité. Elle est donnée par M. Jean PROIX, l'éminent directeur du comité d'Action Economique et douanière ¹ :

« Le contingentement est le régime qui limite pour une durée donnée les importations de marchandises à une certaine quantité ou à une certaine valeur au delà de laquelle ces importations sont prohibées jusqu'à l'expiration de la durée prévue, ou jusqu'à nouvel ordre ».

De ces définitions il ressort nettement que le contingentement est avant tout une mesure de limitation des importations. Nous le voyons donc prendre place dans la catégorie de ces procédés qu'on peut qualifier « d'obstacles à la pratique des échanges internationaux » ². Cela n'est pas fait pour étonner si l'on veut bien considérer la vague de protectionnisme qui vient de déferler sur le monde, conséquence inévitable de la crise économique.

(1) Rapport général du Congrès du Commerce des Produits Contingents, 29 juin 1932 (Page 1).

(2) DE LEENER : article cité.

Ce procédé a, de toutes façons, rencontré une faveur certaine. Apparaissant au début comme un expédient, on a cru y trouver par la suite une panacée universelle aux maux dont nous souffrons. Les décrets établissant des contingents se sont multipliés à une cadence rapide et le contingentement a été érigé en véritable système. C'est ainsi qu'en France on a pu compter 61 décrets ou arrêtés dans une période qui va du 16 juillet au 3 juin 1932. C'est surtout de janvier à juin 1932 que le nombre en a été important.

La France n'a d'ailleurs pas été la seule à s'engager dans cette voie. De très nombreux pays, entraînés comme elle dans le « tourbillon protectionniste » ont contingenté. Parmi ces pays, il en est chez qui ce contingentement correspondait à une véritable nécessité; chez d'autres au contraire, il apparaît plutôt comme une mesure de représailles.

Mais le contingentement se présente comme un procédé de protection assez particulier : après avoir examiné son origine juridique, qui n'est pas d'une orthodoxie très rigoureuse, il nous faudra le situer parmi l'ensemble des mesures protectionnistes et voir s'il n'est pas contraire à notre politique contractuelle. Nous étudierons ses modalités particulières ainsi que la variété de ses aspects.

Ensuite nous essaierons de déterminer quelles ont été ses conséquences, ses résultats et ses répercussions tant au point de vue national qu'international, et s'il a répondu aux espoirs que l'on fondait sur lui.

Après cet examen objectif, nous ferons dans une sorte de débat contradictoire, le procès du contingentement et nous verrons si l'on peut rendre à son égard un jugement favorable. Pour conclure, nous « ferons le point », et nous dirons quelles sont les mesures transitoires d'assouplissement et d'adaptation du système prises en attendant les jours meilleurs, qu'il faut espérer proches, où de tels procédés apparaîtront comme inutiles et n'auront plus l'intérêt que de souvenirs historiques.

Cette étude sera donc divisée de la façon suivante :

CHAPITRE LIMINAIRE	{	1. Evolution de la politique douanière de la France. 2. La crise mondiale et l'avènement du contingentement.
CHAPITRE PREMIER	{	1. Les premières applications du système : contingentement unilatéral. 2. Le développement et l'évolution du système. Les perfectionnements : contingentement avec licences, par pays. Le contingentement amiable et le régime des certificats.
CHAPITRE DEUXIÈME	{	Section 1. Conséquences nationales du contingentement 1. Influence sur notre commerce extérieur. 2. Influence sur la production, le chômage, les faillites. 3. Influence sur les prix de gros et de détail. 4. Répercussions budgétaires. Section 2. Répercussions du contingentement au point de vue international.

- | | | |
|-----------------------|---|---|
| CHAPITRE
TROISIÈME | { | 1. Critique juridique du système. |
| | | 2. Arguments invoqués en faveur du
contingentement. Avantages du sys-
tème. Critique. |
| | | 3. Inconvénients du système. Critique. |
| CONCLUSION | { | 1. La situation en octobre 1932. Mesures
d'assouplissement et d'adaptation. |
| | | 2. La nouvelle orientation de la politi-
que commerciale. |

CHAPITRE LIMINAIRE

I. — Evolution de la politique douanière de la France.

Il est difficile d'étudier une mesure douanière sans retracer auparavant en quelques mots l'histoire de la politique commerciale de la France : si on a eu recours au contingentement, c'est qu'en effet dans notre arsenal douanier, on n'avait pas trouvé de procédé permettant comme lui de mettre un frein à une importation pléthorique. D'autre part, nous serons obligés de nous reporter à cet historique quand nous voudrons situer exactement le contingentement parmi l'ensemble des mesures protectionnistes.

Sans vouloir remonter très loin dans le temps et sans prétendre décrire l'évolution de la politique douanière française, nous allons rappeler quelques dates marquantes et quelques faits importants qui ont précédé l'avènement du contingentement dans notre pays.

Nous étudions avec le contingentement une mesure qui se présente évidemment comme exceptionnelle : la politique commerciale est étroitement liée aux mouvements économiques et lorsqu'on se trouve dans des circonstances d'une gravité particulière où, comme

actuellement, la crise agricole entremêle et combine ses causes et ses effets avec ceux de la crise industrielle, on voit le protectionniste relever la tête et marquer à chaque fois de nouveaux progrès. Il n'est que de se rappeler les lois de 1819 et 1821 qui, sous la Restauration, ont institué d'une part le système critiqué et critiquable de l'échelle mobile, et d'autre part tout un régime de prohibitions; événement d'autant plus remarquable qu'à cette époque le gouvernement était inspiré d'idées libérales : il n'avait cédé qu'à la pression des circonstances et à l'opposition des Chambres que le régime censitaire avait composées en majeure partie d'industriels et de gros propriétaires fonciers.

— L'évolution de la politique douanière s'est faite en France, comme d'ailleurs dans presque toutes les nations du monde, dans le sens de la protection.

— Il n'y eut de la Restauration à la guerre de 1914 qu'une seule éclipse libérale : c'est celle du Second Empire, la période des grands traités de commerce, inaugurée par le traité franco-anglais de 1860, contenant tous la clause de la nation la plus favorisée et un tarif annexé, incorporé au traité.

— C'est la loi du 11 janvier 1892 qui est, malgré tout, comme le dit M. Paul NAUDIN¹ « demeurée, per fas et ne fas, le gros œuvre de la législation douanière de la France, et l'assise fondamentale de ses accords commerciaux ». Cette loi, que fit voter

(1) *Europe Nouvelle*, 9 janvier 1932. « Où va la politique commerciale de la France. »

M. MELINE, n'est que la conséquence de la poussée protectionniste qui se faisait sentir à ce moment en Europe et hors d'Europe.. Comme actuellement pour le contingentement, elle fut adoptée à la suite de doléances très vives des agriculteurs auxquels ne tardèrent pas à se joindre les industriels. M. MELINE employait d'ailleurs une heureuse formule qu'il est particulièrement intéressant de relire à l'heure présente « Le producteur français, écrivait-il, demande que les pouvoirs publics mesurent exactement l'écart qui le sépare de son concurrent étranger et que le chiffre inscrit au tarif soit la représentation de cet écart... »

« Il importe avant tout de fixer le minimum des droits qui lui seront assurés, quoi qu'il arrive et au-dessous desquels il ne sera pas permis de descendre (c'était le tarif minimum) »...

M. MELINE parlait encore des causes d'infériorité du producteur français, dont celui-ci demandait qu'on lui tint compte, causes « qu'il ne dépend pas de lui de supprimer ».

Parmi ces causes d'infériorité, on signalait que le Français paie plus d'impôts que l'étranger, conséquence en partie de la fatale guerre de 1870. 40 ans ont passé, et les doléances des producteurs de 1932 ressemblent singulièrement à celles de 1892 ! Seuls les procédés destinés à leur donner satisfaction, changeant : nous verrons pourquoi.

Par la suite, cette loi qui comportait tarif général et tarif minimum, reçut des atteintes : de nombreuses conventions internationales furent conclues, si bien

que le tarif minimum finit par constituer le droit commun vis-à-vis des autres Etats.

Peu de modifications furent apportées à ce régime jusqu'à la grande guerre. Il faut signaler la loi, dite du cadenas, du 13 décembre 1897, pour la protection des produits agricoles, dont nous aurons à reparler, et la loi du 29 mars 1910 qui relève les droits du tarif minimum devenus insuffisamment protecteurs par suite des progrès de la technique industrielle, et qui d'autre part, augmente l'écart entre les deux tarifs minimum et maximum, afin de faciliter pour l'avenir la tâche aux négociateurs français.

Il est remarquable que dans toute cette longue période qui s'étend de la Restauration à 1914, la France n'a fait la plupart du temps que suivre l'exemple protectionniste donné par les autres nations. Il n'est que de citer, entre autres, le relèvement des tarifs généraux effectué par l'Autriche, l'Allemagne, l'Italie, la Suisse, l'Espagne et la Russie, de 1877 à 1891, et auquel nous avons répondu par la loi de 1892, les fameux tarifs Américains, comme le tarif Payne-Aldrich de 1909 auquel nous avons répondu par la loi de 1910.

Il est bon de rappeler ces faits à un moment où notre politique douanière, et particulièrement le contingentement, soulève d'assez violentes protestations et nous fait taxer de protectionnistes à outrance. Nous pensons à la résolution de la Chambre de Commerce Américaine du 30 mars 1932 à propos des contingentements français.

« Attendu que le gouvernement de la République Française a mis l'embargo sur les importations sous forme de contingentement général qui restreint et dans maintes circonstances empêche l'importation des produits des Etats-Unis »...¹.

On voit que la Chambre de Commerce américaine de Paris ne modère guère ses expressions. Seulement, elle paraît oublier que la première attaque vient du congrès de Washington et du tarif Hawley-Smoot...

Toujours est-il qu'en 1914, l'économie de notre système douanier et contractuel subsiste intacte. Mais arrive la guerre. La question de l'approvisionnement national, le souci de diminuer la consommation pour l'adapter à la production et aux possibilités de ravitaillement, l'interdiction de commercer avec l'ennemi, les mesures destinées à rendre effectif le blocus de l'Allemagne, tout cela a apporté des atteintes profondes à notre régime douanier.

C'est pendant cette guerre qu'on a vu une première application d'un système de contingents, d'ailleurs assez différent de celui que nous étudions. Nous allons en dire quelques mots.

Dès le début de la guerre la production se révèle insuffisante dans toutes les branches de la consommation. Il faut donc importer à doses massives. C'est ce qu'on fait, mais sans plan établi à l'avance, et la spéculation s'en mêle. Conséquences :

— menaces sur notre change.

(1) Voir le texte de cette résolution dans la *Journée Industrielle* des 3-4 avril 1932.

- élévation anormale des prix d'achat à l'étranger.
- mauvaise utilisation du frêt, embouteillage de certains ports et inutilisation d'autres ports.
- difficulté de faire parvenir à leur destination les matières importées, et mauvais emploi de celles-ci.

— élévation de tous les prix à l'intérieur du pays.

Toute une série de mesures durent alors être prises.

On s'attacha d'abord à discriminer les besoins à satisfaire :

- besoins directs des armées en poudre, projectiles, armes.
- besoins indirects des armées en métaux, bois, produits chimiques, outillage et machines.
- besoins en vivres.
- besoins de la population civile en produits alimentaires, matières premières, etc.

D'autre part on établit une collaboration étroite entre le ministère de la guerre chargé d'assurer les besoins des armées, et le ministère du commerce, chargé de satisfaire ceux de la population civile.

Une loi du 6 mai 1916, met à la disposition du gouvernement des pouvoirs discrétionnaires. Elle lui donne l'arme de la prohibition d'importation en l'autorisant à interdire provisoirement par décret l'entrée des marchandises étrangères, et à augmenter, également par décret, à titre provisoire, les droits inscrits à notre tarif douanier.

C'est le décret de prohibition du 22 mars 1927 qui pose le principe de la prohibition des importations

et crée, par son article 3, un comité de dérogations près le ministère du commerce.

Le décret n'entra en application que lorsque le comité eut achevé la classification des marchandises étrangères importées. Cette classification distinguait :

— 1^{re} *Catégorie* : marchandises jouissant d'une dérogation générale à la prohibition d'importation;

— 2^e *Catégorie* : marchandises prohibées sauf dérogations individuelles accordées sur avis du comité;

— 3^e *Catégorie* : marchandises dont l'importation était simplement contingentée, c'est-à-dire limitée à une certaine quantité par trimestre fixée après avis du comité.

Toute une série de comités furent établis par le gouvernement.

Ils rassemblaient les commandes, donnaient des directives et des ordres aux missions d'achat à l'étranger, fixaient les quantités dont l'achat était nécessaire et dont l'introduction serait permise, accordaient les licences d'importation, limitaient les débours à faire, prenaient soin que sur les marchés étrangers les différents services français ne se fassent concurrence à l'achat, enfin assuraient la liaison avec les organismes similaires des alliées. Pour l'utilisation intérieure, les comités, après avoir étudié les besoins des parties prenantes, répartissaient les ressources suivant leur meilleur emploi.

Parmi ces comités, la Commission Interministérielle des métaux et fabrications de guerre fixait au cours d'une séance mensuelle les quantités que chaque par-

tie prenante était autorisée à importer. A partir de ce moment, tous les services devenaient responsables de la gestion de leur contingent qui ne pouvait être dépassé, et ne donnaient d'autorisation d'importation qu'aux utilisateurs réels, eux-mêmes surveillés par les services de contrôle des fabrications en usine. Ces autorisations étaient établies sur des imprimés spéciaux dont un exemplaire était envoyé, le jour même de l'accord de l'autorisation, au service des douanes du port d'arrivée, lequel ne laissait rien sortir des entrepôts sans présentation du duplicata de l'imprimé qu'il avait en mains.

Des mesures très énergiques (amendes, retraits d'autorisation) assuraient le bon fonctionnement du système.

Ce contingentement atteignit son but en ce sens que, grâce à lui, on arriva :

— à une limitation des dépenses par suite du maintien des prix à un niveau raisonnable; (les produits métallurgiques ainsi contingentés n'étaient pas plus chers en 1918 qu'en 1916).

— à une stabilité avantageuse du change.

— à des facilités de transport et d'utilisation.

Aujourd'hui, nous avons de nouveau recours au contingentement : comme en 1916 il a pour but de mettre une limite aux importations. Mais en 1916, il se présentait comme une mesure destinée à adapter judicieusement les importations aux besoins très considérables de la défense nationale, et à éviter une hausse trop forte des prix. En 1932, il se présente

comme une mesure de défense de la production française contre une concurrence étrangère envahissante, et a pour résultat de maintenir les prix à un niveau plutôt élevé. De plus, il n'est pas soumis au contrôle très sévère de la période de guerre. Néanmoins, il est curieux de constater qu'il a fallu des événements vraiment exceptionnels, une crise économique très grave, pour qu'on fasse appel à des procédés employés pour la première fois en France à l'occasion de circonstances aussi extraordinaires qu'une guerre¹. Cela ne fait que mettre mieux en lumière l'aspect particulièrement ardent, et même tragique, de la bataille économique qui se livre en ce moment sur les marchés du monde.

A partir de 1918, la politique commerciale de la France comme des autres Etats d'ailleurs, s'oriente dans le sens d'une protection douanière rigoureuse. Nous allons voir comment d'étapes en étapes on est arrivé à élever de plus en plus la muraille douanière, et comment, poussé à bout par les événements, il a fallu avoir recours à l'expédient du contingentement.

La première mesure prise par la France, vers la fin des hostilités, fut le décret du 23 avril 1918 comportant la dénonciation de « toutes les conventions commerciales contenant la clause de la nation la plus favorisée ou des consolidations tarifaires, les traités et conventions concernant la navigation commer-

(1) Toutefois des contingents avaient déjà joué avant-guerre, hors du droit commun, pour des denrées provenant de colonies françaises ou des pays de protectorat, (vins tunisiens, produits marocains).

ciale, la réglementation douanière... ainsi que tous les accords de nature à entraver la mise en vigueur du nouveau statut commercial, maritime ou douanier sous lequel la France entendra se placer ».

Il fallait évidemment réadapter les tarifs d'avant-guerre si l'on voulait reprendre les relations d'affaires avec l'étranger. D'ailleurs cette dénonciation ne se présenta pas comme une rupture brusque : les accords dénoncés étaient prorogés de 3 mois en 3 mois.

La seconde mesure importante fut la loi du 29 juillet 1919 qui dispose : « Le Gouvernement est autorisé à négocier avec les pays étrangers, pour une durée déterminée, la concession de réduction de droits sur le tarif général, calculées en pourcentage sur l'écart existant entre le tarif de droit commun et le tarif minimum. »

En application de cette loi, pas moins de cinquante accords furent conclus, généralement pour un an.

Entre temps on avait majoré les droits de douane en application de la loi de 1916 : 65 décrets, jusqu'au 1^{er} janvier 1923, date d'abrogation de la loi, modifient 3.294 positions du tarif au moyen de coefficients de majoration. D'autre part la loi du 28 mars 1921 majore le tarif général de 400 %. De nombreuses prohibitions visant surtout les exportations vont subsister jusqu'en 1927.

Citons encore la loi du 6 avril 1926 majorant de 30 % les droits spécifiques à l'importation dans un but fiscal, et nous arrivons à 1927 : une réforme

d'ensemble paraissait s'imposer. Elle fait l'objet du fameux projet de la loi n° 3352. On sait comment le projet fut rejeté et comment la loi du 27 juillet 1927, votée d'urgence, permit au gouvernement de relever par décret, le 30 août, les droits de douane de produits correspondant à environ 1.700 postes du tarif : cette majoration avait été adoptée pour parer à la concurrence industrielle allemande, à l'occasion des négociations franco-allemandes. Le décret du 30 août ne fait que reproduire d'ailleurs la liste B de l'accord conclu avec le Reich quelques jours plus tôt, ce fameux accord, dans lequel certains voient la cause de nos maux actuels : « Si l'on veut atténuer les contingentements, il faut commencer par le commencement : modification du traité franco-allemand de 1927. » ¹.

Mais l'agriculture et certaines industries n'étaient pas encore satisfaites. La loi du 2 mars 1928 marque l'aboutissement de leurs revendications. Cette loi forme aujourd'hui la base de la législation douanière de la France, et de son système contractuel. Elle ratifie d'abord l'accord franco-allemand, puis deux accords conclus l'un avec la Suisse le 21 janvier, l'autre avec la Belgique, le 23 février 1928, diminuant certains droits de l'accord franco-allemand, et relevant quelques autres; elle consacre le retour de la clause de la nation la plus favorisée qui réapparaît pour la première fois depuis la guerre dans l'accord franco-allemand. Elle révisé également le reste du

(1) LOUIS FOREST : *Le Matin*, 18 juillet 1932.

tarif : révision purement intérieure. Elle est complétée par l'accord franco-italien du 7 mars et l'avenant franco-suisse du 11 mars 1918.

Depuis 1928, on note une série de relèvements sur les blés et farines, produits sucrés, bestiaux, et viandes, bois, poissons, vins, etc.

Un grand nombre de ces relèvements ont été opérés par décret suivant la procédure dite de cadenas.

En 1897, quand fut votée la loi du cadenas, le législateur désirait que pour certains produits agricoles, la porte pût être brusquement ouverte ou fermée suivant que se révélait pléthore ou disette sur le marché national.

Elle ne devait être utilisée que dans des circonstances extraordinaires. Jusqu'à la fin de 1929, elle s'applique à 46 postes de notre tarif. A partir de ce moment elle va voir son domaine s'accroître d'une façon remarquable. C'est que la crise commence à faire sentir ses effets et la France, comme tous les autres pays du monde, va se voir entraînée dans la course au protectionnisme.

II. — La crise et l'avènement du contingentement.

« L'extension énorme et inconsidérée de l'agriculture et de l'industrie née de la guerre, du machinisme et de l'abus du crédit, et développée par les égoïsmes nationaux, a provoqué un tel déséquilibre entre la

production et la consommation qu'une crise économique d'une gravité exceptionnelle a éclaté et s'est rapidement et universellement étendue au point d'ébranler le monde.

Il faut poser en principe que c'est l'anarchie de la production aggravée par une restriction de la consommation qui est la cause de la crise, et que les mesures protectionnistes prises par les Etats n'en sont que les conséquences » ¹.

Devant cette terrible crise, chaque pays par une réaction instinctive, quasi-animale, telle la tortue rentrant sous sa carapace, n'a songé qu'à s'abriter dans un château-fort de murailles douanières, sans penser évidemment qu'ainsi la rupture d'équilibre entre production et consommation ne faisait que s'accroître et la crise se prolonger. M. ANTONELLI ² compare les nations à des naufragés qui, s'entr'aidant, pourraient se sauver, mais dont chacun ne songe qu'à se débarrasser des autres qui s'accrochent à lui : « la responsabilité du naufrage n'est pas à celui qui surnage le dernier mais à tous ».

Dès 1928, certains Etats en avaient ressenti les prémices : la Chine et la Perse établissent leurs premiers tarifs autonomes, pendant que l'Espagne, le Pérou, le Chili procèdent à une révision générale. En 1929-1930, introduction de nouveaux tarifs dans les pays suivants : Brésil, Egypte, Finlande, Mexique, Portugal, Roumanie, Turquie.

(1) Délibération de la Chambre de Commerce de Lille, juillet 1932.

(2) *Exportateur Français*, 26 novembre 1932.

Le protectionnisme agricole en Allemagne s'est aggravé en avril 1930 par l'établissement de nouveaux droits plus prohibitifs encore que ceux de 1929.

Tout ce mouvement fut encore accentué par l'inquiétude et le ressentiment éprouvés dans de nombreux pays à la suite de la discussion prolongée du nouveau tarif Hawley-Smoot au Congrès des Etats-Unis (mai 1929, juin 1930) et par les répercussions effectives de ce tarif après son entrée en vigueur. Il fut évidemment suivi de l'introduction de nouveaux tarifs dans un grand nombre de pays parmi lesquels on peut citer : le Canada, Cuba, le Mexique, l'Italie, l'Espagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande.

A partir de milieu de 1931, le mouvement protectionniste est absolument déchaîné. Tous les procédés qui affectent le commerce international et la balance des paiements sont mis à contribution¹. Les mesures restrictives prennent même des formes imprévues : c'est ainsi qu'on contrôle les opérations de change. La réglementation du commerce des devises à laquelle nombre de pays ont eu recours — citons de septembre à décembre 1931, Danemark, Grèce, Hongrie, Perse, Argentine, Autriche, Brésil, Bulgarie, Estonie, Finlande, Lettonie, Tchécoslovaquie, Turquie, Yougoslavie, Chili, Italie, Norvège, Vénézuëla, — finit par avoir sa répercussion sur les échanges commerciaux et par aboutir à « un contingentement

(1) Voir le tableau de ces mesures à l'Appendice page 157 et suivantes.

effectif qui porte sur la contre-partie monétaire de chaque importation, et qui, pratiquement, avec le jeu des formalités administratives peut atteindre plus particulièrement certaines catégories de marchandises (de luxe, notamment) » ¹.

L'Angleterre, dernier bastion du libre échangeisme, se voit à son tour obligée de céder. En novembre et décembre 1931, établissement de droits temporaires de 50 % sur une longue série de marchandises dont les importations ont été jugées anormales et de 33 ½ % en moyenne sur de nombreux produits agricoles, horticoles et maraîchers, pour aboutir au mois de mars dernier à une élévation générale des droits sur tous les articles.

En France, la crise s'est manifestée par un double phénomène :

1° envahissement du marché intérieur par les marchandises de provenance étrangère, grâce à l'avalissement des prix mondiaux des produits de grande consommation, par suite d'une surproduction intense et de la dévalorisation de certaines monnaies.

2° ralentissement marqué et continu de nos exportations par suite de la réduction du pouvoir d'achat de certains pays consommateurs.

L'envahissement de notre marché a été facilité d'abord par notre politique douanière d'accords commerciaux qui ont consolidé 72 % des postes de notre tarif et fait un usage très large de la clause de la nation la plus favorisée, puis par les procédés de

(1) J. WEILLER : *Revue Economique Internationale*, juin 1932.

dumping de toutes sortes employés par les gouvernements étrangers, et enfin par la convoitise légitime qu'inspirait aux producteurs de tous pays la vue d'un marché suffisamment ouvert et encore bon payeur.

La crise n'a pas épargné notre agriculture. On peut même dire que c'est par là qu'elle a commencé à se faire sentir le plus vivement. Elle y fut d'autant sensible qu'elle avait été précédée d'un âge d'or, où les bestiaux, céréales, et autres produits alimentaires trouvaient des débouchés très faciles et se vendaient à bon prix. On peut donner ici quelques chiffres pour illustrer ces propositions en comparant les statistiques du commerce extérieur en 1929 et en 1931 :

<i>Fromages</i>	: en 1929	excédent	d'exportation..	47.457 qx
	en 1931	—	d'importation..	224.764 —
<i>Beurre</i>	: en 1929	—	d'exportation..	31.612 —
	en 1931	—	d'importation..	135.172 —
<i>Œufs</i>	: en 1929	—	d'exportation..	72.585 —
	en 1931	—	d'importation..	320.481 —
<i>Bestiaux</i>	: en 1929	—	d'exportation..	262.818 —
	en 1930	—	d'importation..	1.490.833 —
<i>Légumes</i>	en 1929	—	d'exportation..	81.562 —
<i>frais</i>	: en 1931	—	d'importation..	299.486 —

Bornons là cette énumération. Il faut avouer que ces chiffres ne peuvent laisser indifférent.

Les associations agricoles ne tardèrent pas à demander aux pouvoirs publics d'intervenir. « Elles firent ressortir la nécessité de sauvegarder le capital investi dans l'exploitation du sol et l'intérêt que pré-

sente pour le pays la stabilité de la population rurale » ¹.

On ne pouvait plus « laisser faire » ; un renforcement de la protection s'imposait. D'autre part, l'industrie souffrait elle aussi. M. Jules HAYAUX, Secrétaire général du groupe de défense économique du Sénat, constate que sa décadence coïncide avec l'envahissement des produits agricoles étrangers : nos cultivateurs, écrasés par ces importations, ont vu leur faculté d'achat diminuer : ils n'ont plus été pour nos industriels les excellents clients qu'ils étaient à l'époque des vaches grasses. Ajoutons à cela une main-d'œuvre chère, un fisc exigeant, un taux de rémunération des capitaux assez élevé, tout cela donnant des prix de revient supérieurs à ceux de l'étranger, et nous comprendrons pourquoi les industriels n'ont pas tardé à se joindre aux agriculteurs pour demander protection. Aussi, depuis 1929, les mesures douanières se sont-elles succédées avec rapidité. Les procédés employés présentent une grande variété. Nous allons en donner un aperçu. En voici la liste :

- 1° relèvement pur et simple des droits de douane en vigueur ; majoration par voie de déconsolidation de droits qui avaient été inscrits dans nos accords commerciaux.
- 2° institution de taxes spéciales à l'entrée de divers produits exotiques, tels que caoutchouc, café, ma-

(1) MERVEILLEUX DU VIGNAUX : La réforme de la loi du Cadenas en France. Poitiers 1931.

nioc, sisal, ananas, etc., dont le produit est ris-
tournée aux producteurs coloniaux.

3° relèvement de la taxe à l'importation.

4° institution des surtaxes de change.

5° extension de la loi du cadenas.

6° contingentement des importations.

Disons d'abord quelques mots de la taxe à l'im-
portation et des surtaxes de change.

La taxe à l'importation a été relevée par la loi
du 31 mars 1932. Elle est ainsi fixée à l'heure ac-
tuelle :

2 %	pour produits bruts	soit une augmentat. de	0 %
4 %	— semi-ouvrés	—	2 %
6 %	pour objets finis	—	4 %
7 %	— objets de luxe (y compris savons et denti- frices) à raison de leur prix	—	3 %
12 %	pour objets de luxe (autres que parfumerie) à raison de leur nature	—	6 %
16 %	pour Parfumerie et toi- lette (sauf savons et den- tifrice)	—	4 %

Elle a évidemment comme résultat de ralentir les
importations, mais ce relèvement a été en grande
partie inspiré par des préoccupations fiscales.

Les surtaxes de changes représentent un moyen
de rétablir (d'une façon plus ou moins parfaite et
un peu empirique) l'incidence des droits de douane
rompue par la dévalorisation de certaines monnaies.
Le décret du 1^{er} août 1931 a autorisé le gouvernement

à les établir par décret. Le décret du 12 novembre 1931 mis en vigueur le 16 novembre frappe d'une surtaxe de 15 % les produits provenant d'Australie, Danemark, Grande-Bretagne, Mexique et Suède, de 10 % ceux provenant de la République Argentine, et de l'Uruguay, 8 % ceux de la Norvège, 7 % ceux des Indes Anglaises et Etats Indigènes assimilés. Un autre décret du 9 décembre relève la surtaxe pour certains de ces pays et l'instaure pour d'autres tels que Canada, Egypte, Finlande et Islande.

Laissons de côté ces deux mesures protectionnistes et occupons-nous des relèvements et majorations. Celles-ci ont atteint dans l'ensemble entre mai 1929 et juillet 1931, 225 postes de notre tarif, postes des plus variés où les bestiaux voisinent avec les vins, la bonneterie ou les automobiles. Elles vont de 4 % (chocolats en plaques) à 420 % (papiers). Lorsqu'on en parcourt la liste, on a l'impression que ces modifications... « ne sont pas l'effet d'une politique économique réfléchie et concertée par avance, mais qu'elles ont été adoptées sur les instances de tels ou tels intéressés » et sous la pression des circonstances, « politique douanière à la petite semaine » dit M. Jean PROIX ¹.

Avec le développement de la crise, elles se sont succédées de plus en plus vite : de février à décembre 1931, on ne compte pas moins de 15 lois ou dé-

(1) JEAN PROIX : La politique douanière de la France, 1927-1931. Publication du comité d'Action Economique et Douanière.

crets relevant les droits, surtout pour les produits alimentaires.

Un grand nombre de ces relèvements ont été opérés par la loi du cadenas : sa procédure expéditive, qui n'est pas sans soulever des critiques justifiées — contrôle parlementaire insuffisant, fonctionnement dans un sens unique qui est celui du relèvement — a été étendu d'une façon considérable : la loi du 31 décembre 1929 fait passer le nombre des postes qui y étaient soumis de 46 à 81 celle du 14 mars, de 81 à 125 (viandes, produits animaux). La loi du 19 avril 1931 y soumet 37 postes nouveaux (produits sucrés). A la fin de juillet 1931 : 201 postes y sont soumis.

C'est à cette époque qu'une autre formule est intervenue : celle des contingentements.

L'avalanche des produits étrangers s'était faite de plus en plus forte. Voici quelques exemples :

— Les importations de conserves de légumes sont passées de 1928 à 1931 de 19.702 quintaux métriques à 37.811 quintaux métriques, — celles de vêtement, confection, lingerie ont fait de 1926 à 1931 un bond en valeur de 40.407.000 francs à 124.552.000 soit 208 % d'augmentation et en poids de 573.000 kgs à 4.036.200 kgs soit 604 % d'augmentation.

Pour les bois on note 30 % d'accroissement des importations en 1931 par rapport à la moyenne des 5 dernières années. Enfin pour les charbons, la part de l'étranger est passée, par rapport aux années précédentes, de 32 % à 37 % dans le 1^{er} semestre de 1931.

On ne pouvait envisager de nouveau tarif douanier car nos traités de commerce consolidaient 72 % de nos positions tarifaires. Négocier la déconsolidation était long, difficile et coûteux. Le jeu de la clause de la nation la plus favorisée aurait rendu ces tractations plus délicates encore.

Quant à dénoncer les traités de commerce, « c'était vraiment le saut dans l'inconnu. Le délai de préavis aurait d'ailleurs provoqué immédiatement un terrifiant accroissement des achats à l'étranger »¹. On ne pouvait y songer.

D'autre part les relèvements des droits présentent un certain nombre d'inconvénients :

D'abord ils paraissent assez inefficaces ou inopérants; inefficaces devant la masse des produits vendus « sans considération de prix de revient », à des cours de liquidation² et devant le dumping, inopérants, car la répercussion du droit de douane sur les prix de revient finit par aboutir à un résultat opposé à celui qu'on recherche, c'est-à-dire par ne plus mettre du tout le producteur à l'abri de la concurrence étrangère. De plus ces élévations sont dangereuses car elles font courir le risque d'une protection exagérée, et inadaptée en cas d'une reprise rapide des affaires.

Enfin à supposer que le Parlement s'y montrât fa-

(1) M. AUGE LARIBE : Observations sur le système des contingents d'importation. *Europe Nouvelle*, 16 avril 1932.

(2) Déclaration de M. DUCHEMIN à l'Assemblée Générale de la confédération générale de la Production française. *Réforme Economique* du 31 mars 1932.

vorable, les relèvements nécessitent le vote d'une loi avec toutes ses discussions et ses lenteurs qui paraissent insupportables aux producteurs touchés réclamant des mesures d'urgence. Seuls les produits inscrits à la loi du cadenas échappent à ces lenteurs. Mais cette loi ne pouvait être indéfiniment étendue. Ses frontières avaient déjà été reculées à l'extrême puisqu'on y avait fait rentrer le bois et le liège, et que par exemple on appliquait aux saindoux le décret du 18 juillet 1930 pour la viande de porc, alors qu'on eut pu valablement soutenir que la loi ne jouait que pour les viandes proprement dites.

Il fallait trouver de prompts remèdes au moment où le monde précipitait sur la France des masses considérables de marchandises, ce qui se traduisit par près de 10 milliards d'importations excédentaires pour les six premiers mois de 1931.

Si la même cadence avait continué, la balance commerciale aurait présenté un excédent d'importation de 18 milliards pour l'année. Il est inutile d'insister sur l'influence que ce phénomène aurait fini par avoir sur notre balance des comptes et sur notre change.

Dans l'impossibilité d'agir autrement, on songea à imiter ce que l'Allemagne avait fait pour le blé lorsqu'en juillet 1929 elle avait, d'ailleurs indirectement, limité les quantités de blés étrangers à utiliser dans la fabrication des farines, ou mieux à suivre l'exemple de l'Espagne qui en octobre 1929 avait fixé un contingent à l'entrée des pommes de terre de semences.

Le procédé du contingentement en lui-même était d'ailleurs assez ancien : la loi douanière belge du 6 juin 1839, qui accorda certaines réductions de droits d'entrée en faveur des produits de la partie du Luxembourg dont elle venait d'être séparée, en limitait le bénéfice à des contingents, des quantums déterminés (par exemple, pour la fonte, le contingent était de 4.000 tonnes). C'est sans doute la première utilisation du système ¹, dans un but bien différent de celui qu'on poursuit actuellement.

— « Nous avons vu ainsi comment la poussée des événements a conduit le gouvernement à une politique d'exception caractérisée par le régime des contingentements.

Les causes qui se sont précipitées l'année dernière ont des sources plus lointaines tenant aux phénomènes que la crise a engendrés dans de nombreux pays et aux dispositions de nos accords commerciaux eux-mêmes » ².

De 1892 à 1928 il n'était, sauf la période extraordinaire de la guerre, survenu que peu de changement dans notre politique tarifaire. Elle avait été orientée dans le sens d'un protectionnisme assez modéré, suivant en cela l'exemple de la plupart des nations du globe. La muraille douanière avait été à plusieurs reprises surélevée, étayée, restaurée, comme nous l'avons montré.

(1) Voir d'autres applications de contingentement à l'Appendice, page n° 165 et suivantes.

(2) Rapport de M. BOYER dans le Bulletin de la Chambre de Commerce de Paris, du 9 juillet 1932.

En 1927-1928, période d'enthousiasme où l'on déclarait à Genève, à la Conférence Economique Internationale que « le commerce international allait se dégager progressivement des obstacles qui le contraignent indûment » et que « l'année 1930 verrait la réalisation effective de l'abolition des prohibitions » la France adopta une politique contractuelle que d'aucune rapprochent de celle d'avant 1892¹ et qui, n'a pas correspondu, il faut bien le dire à des nécessités évidemment imprévues.

Mais la crise est arrivée, et à des circonstances exceptionnelles, le gouvernement a dû répondre par un régime d'exception et des mesures extraordinaires dont le contingentement est un exemple caractérisé.

(1) Rapport de M. BOYER dans le Bulletin de la Chambre de Commerce de Paris, du 9 juillet 1932.

CHAPITRE PREMIER

I. — Les premières applications du contingentement. Contingentement unilatéral et global.

Nous venons de voir au chapitre précédent comment la crise a fait sentir ses effets en France et comment le déficit de la balance commerciale s'est accru d'une façon vertigineuse dans les premiers mois de 1931. C'est au printemps de cette dernière année qu'un mouvement d'opinion assez vif s'est fait sentir parmi les producteurs intéressés et le gouvernement dut avoir recours à de nouvelles mesures protectrices pour y donner satisfaction.

C'est le 5 mai 1931 qu'il s'est décidé à recourir à un régime de licences d'importation, réminiscence des années de guerre et d'immédiate après-guerre, pour les engrais azotés.

Voici, après un exposé des motifs assez longs, en quels termes s'exprime le Journal Officiel du 7 mai :

« La loi du 29 mars 1910 (article 3) donne au gouvernement les pouvoirs de prescrire par décret les mesures nécessaires sous réserve du dépôt d'un projet de la loi portant ratification des dispositions ainsi prises.

En conséquence, nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation le présent projet de décret subordonnant l'entrée en France des engrais azotés à une auto-

risation qui sera délivrée par le Ministre du Budget (direction générale des douanes) sur la proposition du Ministre de l'Agriculture (direction générale de l'Agriculture).

« Article 1^{er}. — En vue d'assurer la sauvegarde des intérêts vitaux du pays et à titre temporaire, l'importation des engrais azotés est subordonnée à la délivrance d'autorisation lesquelles seront accordées par le ministre du Budget (Direction générale des douanes) après avis du ministère de l'Agriculture (Direction générale de l'Agriculture) ».

Ce décret appelle peu de commentaires. Il présente surtout l'intérêt de nous faire savoir sur quel texte le gouvernement a entendu s'appuyer pour mettre en vigueur un pareil système. C'est l'article 3 de la loi du 29 mars 1910 qui est devenu l'article 17 des lois de douanes codifiées par le décret du 28 décembre 1926. Désormais tous les décrets de contingentement vont s'y référer. Nous verrons par la suite si ce texte lui conférerait vraiment les pouvoirs qu'il a cru y trouver.

Le décret fut suivi d'un arrêté au Journal Officiel du 14 mai qui institue à la direction de l'Agriculture une commission chargée de donner son avis sur les demandes d'autorisation d'importation des engrais azotés qui lui seront soumises par le ministre de l'Agriculture. L'article deuxième de cet arrêté fixe la composition de cette commission :

Le directeur de l'Agriculture, président.

Le directeur de l'Institut des recherches agronomiques, vice-président.

Un représentant de chacun des ministères du Budget, du commerce et de l'Industrie, des Travaux Publics, de la Guerre, 5 représentants des Associations Agricoles (dont suivent les noms).

3 représentants du commerce et de l'industrie des engrais azotés désignés par le Ministre de l'Agriculture.

On voit qu'elle est de nature à donner toutes garanties. Les importateurs cependant ont pu regretter de ne pas y être plus largement représentés.

Deux mois après, le 10 juillet 1931, un décret de forme identique à celui que nous venons d'étudier intervient, soumettant à des autorisations délivrées par le Ministre du Budget sur avis du Ministre des Travaux Publics les importations de houille, agglomérés, briquettes, lignites, coke. Un arrêté du 15 publié au Journal Officiel du 16 juillet fixe la composition de la commission chargée de donner son avis sur les demandes :

Le conseiller d'Etat, directeur des Mines, président.

2 représentants du Parlement.

2 représentants de l'industrie houillère.

2 représentants des ouvriers mineurs.

1 représentant des importateurs.

1 représentant des chambres de commerce et 1 représentant des chambres maritimes.

3 représentants de la grande industrie.

1 représentant de chacun des ministères des Affaires étrangères, de l'Intérieur, du budget, du commerce et de l'industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale, des Travaux Publics.

Ici encore, les importateurs ont pu faire la même observation que précédemment.

Mais le premier véritable décret de contingentement¹ est celui ayant trait aux importations de lin

(1) D'après M. Gaston JAPY, sénateur, l'idée de continger les importations aurait été émise, au cours d'une interpellation au Sénat sur la crise, en juin 1931, par M. le sénateur REYNALDY qui

(17 juillet) bientôt suivi par celui, beaucoup plus intéressant, des vins et des bois du 27 août 1931 auquel nous allons nous arrêter.

Ce décret donne la formule initiale du contingentement : un chiffre limitatif des importations totales d'une marchandise donnée est fixé d'autorité par le gouvernement pour un certain laps de temps. C'est le contingentement d'autorité, global, sans octroi de licences, et sans répartition entre les différents pays exportateurs.

Nous allons reproduire « in extenso » le rapport adressé par les ministres au Président de la République en vue d'obtenir son approbation au décret, ainsi que le texte de celui-ci et des arrêtés subséquents.

Ce rapport est particulièrement suggestif en ce sens qu'il nous montre d'une façon très claire dans quel esprit le gouvernement a recouru à l'expédient du contingentement, quelles raisons lui ont fait adopter ces mesures, comment il a entendu les fonder juridiquement, et quels résultats il semblait en attendre :

Rapport au Président de la République Française.

Paris, le 27 août 1931

Monsieur le Président,

« L'examen des statistiques douanières de la France démontre pour les sept premiers mois de l'année 1931 que

se serait écrié « Contingentez les entrées de produits étrangers, c'est possible. »

En tout cas, c'est dans les services des ministères de l'Agriculture et du Commerce, qu'on a élaboré sa réalisation pratique.

« le déficit de notre balance commerciale ne s'atténue pas.

« Depuis le début de l'année, l'excédent des importations « s'élève à 8 milliards 183 millions de francs. En suppo-
« sant que cette cadence se maintienne pendant les mois
« qui restent à courir jusqu'à la fin de l'année 1931, le dé-
« ficit de la balance commerciale pour l'année entière dé-
« passera 14 milliards ¹.

« Une économie saine ne peut s'accommoder longtemps
« d'une situation semblable. Si un remède n'est pas apporté
« à bref délai à la situation, on peut redouter que la ba-
« lance des comptes ne soit affectée défavorablement par
« les sommes de plus en plus considérables que nous con-
« sacrons à nos achats à l'étranger.

« De nombreuses mesures ont été prises, depuis le début
« de la crise, pour parer autant que possible, aux consé-
« quences qu'elle fait peser sur nos productions et indus-
« tries. Malheureusement, ces mesures ne peuvent avoir
« qu'une efficacité réduite, on ne peut pas dire qu'elles aient
« atteint, jusqu'ici le résultat envisagé.

« Dans cette situation, le Gouvernement est conduit à
« poursuivre la tâche qu'il s'est assignée, c'est-à-dire d'éviter
« un déséquilibre trop considérable entre les deux éléments
« de la balance commerciale. Etant donné que la crise ac-
« tuelle, quelle que soit son acuité, n'aura qu'une durée li-
« mitée, il serait dangereux d'essayer dans tous les cas d'en
« pallier les effets par une surélévation des droits de
« douanes. Des mesures de cette nature, qu'il serait diffi-
« cile de rapporter par la suite, auraient pour conséquences
« d'accroître les charges générales de la production, le prix
« de la vie, et le coût de la main d'œuvre. Elles constitue-
« raient d'ailleurs un nouvel appel à la hausse des prix,
« n'apporteraient qu'un remède momentané à la crise.

« Nos lois douanières permettent de disposer de moyens
« efficaces pour limiter à un quantum raisonnable les im-
« portations de produits étrangers lorsque les intérêts vi-
« taux du pays sont en cause. L'article 17 des lois douanières
« codifiées donne, à cet égard, les pouvoirs nécessaires au
« Gouvernement.

(1) Ces chiffres sont un peu inférieurs à ceux donnés page
et qui sont ceux de M. FIGHIERA, Directeur des Affaires commer-
ciales et industrielles au ministère du Commerce.

« A deux reprises depuis le début de l'année 1931, il a été
« fait application de ce texte, d'une part par le décret du
« 5 mai 1931 qui a subordonné l'importation des engrais
« azotés à la délivrance d'autorisation; d'autre part, par le
« décret du 10 juillet 1931 qui a appliqué une mesure sem-
« blable à l'importation de la houille et des combustibles
« qui en dérivent.

« Nous vous proposons d'établir une disposition ana-
« logue à l'égard de deux produits qui en raison de la si-
« tuation anormale créée par un excédent d'importation, se
« trouvent aujourd'hui dans une situation particulière : les
« bois et les vins.

« Pour les bois, les droits actuellement inscrits au tarif
« représentent une incidence protectrice notablement infé-
« rieure à celle d'avant-guerre. Or les importations de bois
« stabilisées de 1908 à 1929 à une moyenne annuelle à peu
« près constante ont brusquement augmenté en 1930 de plus
« de 50 %.

« Un pareil afflux de marchandises sur un marché subis-
« sant déjà les effets de la crise économique mondiale a
« provoqué l'avilissement des prix. C'est ainsi que les di-
« verses catégories de bois qui valaient en janvier 1929,
« 390 frs le mètre cube, trouvaient difficilement preneur en
« juillet 1931 à 225 fs.

« Ce dernier chiffre est à peine supérieur aux prix de
« transport, de transformation, et de livraison des grumes
« prises en forêt, prix qui sont d'ailleurs peu compressibles.
« La valeur marchande du bois sur pied de notre domaine
« forestier se trouve ainsi considérablement réduite.

« Les conséquences de cet état de choses sont graves pour
« les propriétaires forestiers parmi lesquels figurent à côté
« de l'Etat, de nombreuses communes, notamment en Al-
« sace et dans les régions de montagnes, ainsi que plus d'un
« million de petits propriétaires qui vont être conduits à
« vendre leur bois à un prix infime ou de le laisser sur
« pied.

« Les conséquences sont plus graves encore pour les ex-
« ploitants forestiers, pour les scieurs et leur personnel
« évalué à 70.000 ouvriers et employés qui sont menacés de
« chômage partiel.

« Pour les vins, la loi du 31 mars 1931 a relevé la pro-

« tection douanière qui leur est applicable. Or il s'agit d'une
« de nos productions essentielles et la principale ressource
« de plusieurs départements. Les mesures prises se sont
« avérées insuffisantes puisque, malgré l'élévation — d'ail-
« leurs modérée — du taux les droits les importations
« étrangères ont continué à progresser.

« Il importe de faire face, sans tarder, à une situation,
« qui, en se prolongeant, serait dangereuse pour l'économie
« nationale décourageant nos producteurs et serait suscep-
« tible de réduire au chômage une part importante de la
« population.

« En conséquence, le projet de décret ci-joint, préparé
« de concert entre la présidence du conseil, les ministères
« du commerce, de l'Agriculture, des affaires étrangères, des
« finances et du budget, propose de continger, à titre
« exceptionnel et temporaire, l'importation des bois et des
« vins dans les limites et suivant des modalités qui seront
« déterminées par arrêtés ministériels.

« En face des intérêts vitaux actuellement en jeu, la né-
cessité de ces mesures ne peut se discuter.

« Nous les soumettons à votre haute approbation ».

Lorsque, dans un prochain chapitre, nous ferons
la critique de la politique du contingentement, nous
reprendrons certains termes de ce rapport, et nous
verrons si les arguments par lui invoqués étaient jus-
tifiés, si la base juridique sur laquelle il s'appuie était
bien solide, et si les résultats espérés furent obtenus.
Toujours est-il qu'en vertu de ce rapport, fut pris le
décret du 27 août, dont voici la teneur :

« Le Président de la République française,

« Vu l'article 17 du décret du 28 décembre 1926 portant
« codification des lois douanières;

« Sur le rapport du Président du Conseil, ministre de
« l'Intérieur, du ministre de l'Agriculture, du ministre du
« Commerce et de l'Industrie, du ministre des Affaires Etran-
« gères, du ministre des finances et du ministre du budget;

« Le conseil des ministres entendu :

« Décrète :

« *Article 1^{er}.* — A titre exceptionnel et temporaire, l'importation des marchandises étrangères énumérées au tableau ci-après ne pourra être effectuée que dans la limite de contingents et suivant les modalités déterminées « par arrêtés interministériels.

N ^{os} du Tarif	Désignation des marchandises
128	Bois communs, ronds, bruts, non équarris, avec ou sans écorce, de longueur quelconque et de circonférence au gros bout supérieur à 60 centimètres.
128 bis	Bois communs équarris ou sciés : Traverse pour voies ferrées en bois tendre ou dur. Autres. Perches, étauçons et échelas bruts de plus de 1 m. 10 de longueur et de circonférence atteignant au maximum 60 centimètres au gros bout.
171	Moûts de vendange et jus de raisin frais, non fermentés ou partiellement fermentés, mutés autrement qu'à l'alcool non mutés, même pasteurisés.
171 bis	Vins (autre que vins de liqueurs et assimilés) provenant exclusivement de la fermentation du raisin frais ou du jus de raisin frais.
597	Pièces de charpente et de charronnage, façonnées.
600	Bois rabotés, rainés, et (ou) bouvetés; planches, frises ou lames de parquets, rabotées, rainées et (ou) bouvetées.

« *Article 2.* — Le Président du Conseil, ministre de l'intérieur, le ministre de l'Agriculture, le ministre du commerce et de l'industrie, le ministre des affaires étrangères, « le ministre des finances, et le ministre du budget sont

« chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du
« présent décret.

Fait à Paris, le 27 août 1931.
(Suivent les signatures)

Le contingent et les modalités d'application sont fixés par un arrêté interministériel :

« Le ministre de l'Agriculture, le ministre du com-
« merce et de l'industrie, le ministre des affaires
« étrangères, le ministre du budget.

« Vu le décret du 27 août 1931 qui a réglementé
« l'importation en France de certaines marchandises
« étrangères,

« Arrêtent :

« *Article 1^{er}.* — A l'égard des produits énumérés aux nu-
« méros 128, 128 bis, 133, d'une part, 597 et 600 d'autre
« part du tarif des douanes les contingents prévus au dé-
« cret du 27 août 1931 sont fixés pour chacune de ces 2
« catégories de produits à un chiffre global calculé d'après
« la moyenne des importations annuelles de bois étran-
« gers constatées au cours des cinq dernières années nor-
« males.

« Ces contingents seront décomptés à partir du 1^{er} jan-
« vier 1931. Des contingents partiels pourront être réservés
« à certains pays en vue de fournitures spéciales.

« *Article 2.* — Seront admises à l'importation, nonobstant
« les dispositions ci-dessus, les marchandises pour lesquelles
« on justifiera qu'elles ont été expédiées directement pour
« la France avant la suspension des importations consécu-
« cutives à l'épuisement des contingents.

« *Article 3.* — Le conseiller d'Etat, directeur général des
« douanes, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 27 août 1931.
(Suivent les signatures des ministres).

Pour les vins, le texte de l'arrêté est identique, avec cette particularité cependant que sur les contingents

de vins, est réservée pour la Grèce et l'Italie une certaine quantité d'hectolitres et que, pour ces deux pays, les contingents sont décomptés à partir de dates différentes de la date commune aux autres pays exportateurs.

Désormais le système est inauguré, et les décrets de contingentement sur le modèle de celui que nous venons de décrire, vont se succéder, d'abord à une cadence assez lente, puis à partir de novembre 1931, à un rythme rapide qui ne se ralentira que vers la fin du mois de juin 1932.

II. — Le développement et l'évolution du système.

Le contingentement avec licences et par pays.

Le contingentement et le régime des certificats.

On peut juger de la faveur qui a d'abord accueilli cette nouvelle méthode de limitation des importations et du développement qu'elle a prise, par le tableau suivant :

**Tableau chronologique des Décrets réglementant
l'importation de différentes marchandises.**

Marchandises	Date du décret	Date du 1 ^{er} arrêté.	Date de Publication au Journal Officiel
Charbons	10 juillet 1931		15-16 juil. 1931
Lin	17 — —		18 juillet 1931
Vins, Bois	27 août —	27 août 1931	28 août —
Bestiaux, viandes	30 sept. —	30 sept. —	1 ^{er} oct. —

Marchandises	Date du décret	Date du 1 ^{er} arrêté.	Date de Publication au Journal Officiel
Engrais azotés	5 mai —	13 mai —	7 mai —
	6 oct. —		14 — —
Poissons	21 oct. —	21 oct. —	9 oct. —
Volailles, œufs	10 nov. —	10 nov. —	23 — —
Balais de Sorgho ..			11 nov. —
Meubles	12 — —	12 — —	14 — —
Fleurs naturelles ..	18 — —	18 — —	20 — —
Jambons, lait (suite du 30 sept. 1931 .		19 — —	20 — —
Chicorée, racines de chicorée vertes e sèches	2 déc. 1931		3 déc. —
Sucre	5 — —	5 déc. —	6 — —
Bananes	9 — —	9 — —	20 — —
Conserves	9 — —	9 — —	18 — —
Jeux et jouets	7 janvier 1932	7 janvier 1932	11-12 janvier 1932
Faux, faucilles, four- ches et crocs	7 — —	7 — —	13 janvier 1932
Tôle laminée à chaud	7 — —	7 — —	14 — —
Lampes et appareils de T. S. F.	7 — —	7 — —	16 — —
Machines et matière électrique	19 — —	19 — —	26 — —
Articles de ménage	26 — —	26 — —	29 — —
Oignons à fleurs ..	2 févr. —	2 févr. —	3 févr. —
Conserves de légu- mes	4 — —	4 — —	7 — —
Cuir et Peaux	15 — —	15 — —	18-19 — —
Serrurerie, lampiste- rie			
Hache-viande	8 mars —	8 mars —	9 mars —
Sièges et meubles .	8 — —	8 — —	9 — —
Mercure	16 — —	16 — —	17 — —
Ouvrages en métaux			
Machines et outils .	16 — —	16 — —	17 — —

Marchandises	Date du décret			Date du 1 ^{er} arrêté.			Date de Publication au Journal Officiel		
Or battu en feuilles	17	—	—	17	—	—	18	—	—
Objets en verre ...	17	—	—	17	—	—	18	—	—
Ficelles ou fil polis	17	—	—	17	—	—	18	—	—
Pièces pour l'électri- cité	17	—	—	17	—	—	18	—	—
Montures de para- pluie	17	—	—	17	—	—	18	—	—
Acide sulfurique ..	17	—	—	17	—	—	19	—	—
Tôles, planes de fer ou d'acier	8	—	—	8	—	—	19	—	—
Fils, tissus, velours, coton									
Chapeaux									
Papier, carton									
Briquets	26	mars	—	26	mars	—	27	mars	—
Fers ou aciers									
Laminés ou forgés .									
Feuillards laminés à chaud	26	—	—	26	—	—	27	—	—
Appareils électriques de mesure	24	—	—	24	—	—	28-29-30	Mars 1932	
Chevaux de bouche- rie, brebis, bé- liers, moutons et agneaux	26	—	—	26	—	—	31	mars	—
Réchauds à gaz, al- cool, pétrole	31	—	—	31	—	—	1 ^{er}	avril	—
Bas et chaussettes de coton et de soie artificielle	1 ^{er}	avril	—	1 ^{er}	avril	—	20	—	—
Iode et sels d'iode .	23	—	—	23	—	—	1 ^{er}	mai	—
Colle d'os, de nerfs, de peaux, etc. ...	23	—	—	23	—	—	4	—	—
Pellicules photogra- phiques	23	—	—	23	—	—	4	—	—

Marchandises	Date du décret			Date du 1 ^{er} arrêté.			Date de Publication au Journal Officiel		
Papiers, cartons, bobines pour filatures	17	mai	—	17	mai	—	19	—	—
Albums pour images	17	—	—	17	—	—	19	—	—
Rouleaux pour cinéma	17	—	—	17	—	—	19	—	—
Brides et raccords de toutes espèces	17	—	—	17	—	—	19	—	—
Pênes, fiches, charnières, loquets ..	17	—	—	17	—	—	19	—	—
Instruments d'optique, astronomie, dessin, photographie	23	avril	—	23	avril	—	25	avril	—
Machines ou métier de tricot ou de bonneterie	20	mai	—	20	mai	—	27	mai	—
Glaces, dalles, verres coulés, verres à vitres	27	—	—	27	—	—	1 ^{er} juin	—	—
Kaolin	31	—	—	31	—	—	2	—	—
Extraits tannants : végétaux	30	—	—	30	—	—	2	—	—
Chaussures en cuir et en tissus, bottes, pantoufles	30	—	—	30	—	—	3	—	—
Sulfure de carbone .	30	—	—	30	—	—	2	—	—
Porte-mines, porte-crayons, porte-plumes	30	—	—	30	—	—	3	—	—
Bijouterie, joaillerie d'argent ou vermeil	30	—	—	30	—	—	3	—	—
Marbres sculptés ou polis	30	—	—	30	—	—	4	—	—
Eau oxygénée	2	juin	—	2	juin	—	4	—	—
Trites fraîches ...	30	mai	—	30	mai	—	4	—	—

Marchandises	Date du décret	Date du 1 ^{er} arrêté	Date de Publication au Journal Officiel
Allumeurs mécaniques ou automatiques	3 juin —	3 juin —	5 — —
Vêtements, lingerie, confection	3 — —	3 — —	5 — —
Gommes, térébenthine, résines, colophanes, poix, pains de résine, brais, et autres produits résineux indigènes .	24 — —	24 — —	29 juin —
Essence de térébenthine	24 — —	24 — —	29 — —
Pommes de terre à l'état frais	8 juillet —	8 juillet —	9 juillet —
Amandes, pêches, brugnons, abricots, poires de table, pommes de table, prunes, cerises et fraises, raisins, cassis, groseilles, coings	8 — —	8 — —	9 — —
Légumes frais	8 — —	8 — —	9 — —
Orge et sons	16 sept. —	16 sept. —	17 sept. —

Le système du contingentement s'est bien entendu perfectionné en se développant.

Nous avons vu au paragraphe précédent que les premiers décrets (bois, viande, fleurs naturelles, pour le département de l'agriculture, poissons pour le département de la marine), fixaient un contingent global. Le gouvernement décrétait d'autorité que désor-

mais les importations seraient limitées pour un certain temps à un chiffre qu'il déterminait en prenant par exemple la moyenne des cinq dernières années normales comme pour les bois. Aucune répartition du contingent n'était faite entre les pays. Aucune licence d'importation n'était accordée. Un simple avis aux importateurs publié au Journal Officiel avertissait de l'épuisement du contingent. Cependant une clause transitoire était prévue pour les marchandises déjà en route. Le résultat ne fut pas brillant : les exportateurs étrangers, sitôt la mesure connue, s'empressaient de faire entrer la marchandise avant que « le rideau de fer de la douane » ne fût baissé. C'était une véritable course, et même une course handicap favorisant, au détriment des autres, les pays à qui leur situation géographique et les facilités de communication permettaient de faire vite. D'autre part, la considération de la qualité des articles importés passait forcément après celle de la rapidité. Malgré cela, la fermeture de la frontière arrivait brusquement. Nous insisterons plus longuement par la suite sur les inconvénients que cela pouvait avoir pour les approvisionnements de certaines maisons. Enfin les différents bureaux de douanes ne pouvaient pas connaître immédiatement les importations effectuées par les autres bureaux. Un certain temps s'écoulait, avant qu'on ait fait le récolement des statistiques¹, de sorte qu'invariablement les contingents étaient dépassés. Sous cette forme primitive

(1) Ce délai était généralement de dix ou douze jours, c'est-à-dire amplement suffisant à provoquer un fort dépassement du contingent.

et brutale, le contingentement était une réglementation « indisciplinée et peu opérante », aboutissant à un résultat opposé à celui qu'on désirait, puisqu'au début de la période pour lequel il était calculé, il déterminait une véritable avalanche de produits, avalanche à caractère nettement spéculatif. Il est inutile d'insister sur les contestations sans nombre soulevées par les commerçants dont les marchandises se trouvaient arrêtées soudain à la frontière : l'histoire cocasse et navrante de ces jeunes taureaux tchécoslovaques qui ne réussirent à la franchir qu'après avoir été imputés au contingent des bœufs, pas encore épuisé, non sans avoir subi, dit avec humour M. Jean PROIX « une formalité vétérinaire », est un exemple parmi bien d'autres.

Il fallait donc perfectionner le système, en même temps qu'on en faisait des applications plus fréquentes. Notons cependant que, pour un certain nombre de produits il a fonctionné longtemps et fonctionne encore dans son état primitif.

Le premier perfectionnement qu'on y apporta fut le recours aux licences d'importations et à la répartition des contingents par pays. Ce système n'était au fond désiré par personne : ni par les importateurs qui se rappelaient les difficultés et les abus auxquels avait donné lieu le protectionnisme de guerre, ni par les fonctionnaires de l'Administration chargés de la besogne ardue d'accorder les licences, de les répartir avec le plus d'équité et d'utilité possibles.

Néanmoins, il apparaissait encore préférable au

contingemment global. C'est l'arrêté du 19 novembre, publié au Journal Officiel du 20, qui l'institue, à propos des bestiaux, viandes, jambons et lait. En voici le texte :

« Le Président du Conseil, ministre de l'Intérieur.

« Le ministre de l'Agriculture, le ministre du Commerce et de l'Industrie, le ministre du Budget.

« Vu l'article 17 du décret du 28 décembre 1926 portant codification des lois douanières; Vu les décrets du 30 septembre 1931 et 10 novembre 1931 relatifs à l'importation de certaines marchandises étrangères et notamment les dispositions de l'article 1^{er} des dits décrets fixant que l'importation des marchandises étrangères qui y sont énumérées ne pourra être effectuée que suivant les modalités déterminées par arrêté ministériel.

« Arrêtent :

« *Article 1^{er}.* — L'importation des marchandises dont l'entrée en France a été contingentée par les décrets du 30 septembre et 10 novembre 1931 est subordonnée à l'obtention préalable d'une autorisation d'importation qui doit être demandée sur des formules du modèle annexé au présent arrêté ¹.

« Ces demandes sont établies par les intéressés en 4 exemplaires : les quantités à importer y sont obligatoirement énoncées en toutes lettres. Elles sont adressées au ministère de l'Agriculture et soumises en premier lieu à un comité interprofessionnel nommé par le ministre de l'Agriculture et chargé de donner son avis sur la suite à leur donner.

« *Article 2.* — Il est institué auprès du ministre de l'Agriculture une commission constituée comme suit :

« Le directeur-adjoint de l'Agriculture (service économique) ou son délégué président;

« Un représentant du ministre de l'Agriculture.

« Un représentant du ministre du commerce.

« Un représentant du directeur général des douanes.

« Deux représentants du comité interprofessionnel dési-

(1) Voir le modèle de formule à l'Appendice, page 191.

« gnés par celui-ci et choisis l'un parmi les producteurs,
« l'autre parmi les commerçants.

« Un secrétaire dont les attributions seront fixées par le
« ministre de l'Agriculture.

« *Article 3.* — Après avis de la commission prévue à
« l'article précédent, les demandes qui font l'objet d'un avis
« défavorable sont renvoyées aux intéressés. En cas d'avis
« défavorable, le ministre de l'Agriculture transmet trois
« exemplaires de la demande au directeur général des
« douanes qui statue au nom du ministre du budget.

« *Article 4.* — Le directeur général des douanes adresse
« au demandeur un exemplaire de la demande revêtu de
« la décision prise et un second exemplaire au bureau d'im-
« portation. Ce dernier exemplaire est conservé par la di-
« rection générale des douanes.

« *Article 5.* — Les autorisations d'importation auront une
« validité de quatre-vingt-dix jours¹ et les quantités pour
« lesquelles elles auront été accordées seront immédiate-
« ment imputées sur le contingent d'importation en cours.

« *Article 6.* — A titre exceptionnel les marchandises im-
« portées jusqu'au 30 novembre 1931 inclusivement pour-
« ront être admises dans les conditions antérieurement fixées.

« *Article 7.* — Le directeur général des douanes et le direc-
« teur de l'Agriculture sont chargés chacun en ce qui les
« concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 novembre 1931.

(Suivent les signatures).

Cet arrêté fut bientôt suivi de celui du 26 novembre 1931 qui élargit la commission et qui institue trois sous-comités : a) des viandes et animaux sur pieds, b) du lait, des beurres et des fromages, c) des œufs et volailles².

Un avis aux importateurs du 3 décembre 1931 règle les détails de la délivrance des autorisations. Ces au-

(1) Ce délai a été modifié par la suite.

(2) Voir la composition de ces comités à l'Appendice, page 168 et suivantes.

torisations seront nominatives et incessibles; elles ne pourront être utilisées que par un seul bureau de douane, on ne les accorde qu'à des importateurs qui exerçaient déjà leur profession le 30 septembre 1931 au moins : importateurs patentés, commissionnaires, représentants au mandataires, et exceptionnellement, à des exportateurs étrangers, sur proposition du comité.

Ces importateurs doivent utiliser eux-mêmes les autorisations en vue de livrer les marchandises à la consommation. Les marchandises seront nettement déterminées et devront faire l'objet des contrats commerciaux conclus sous réserve d'une autorisation d'importation. Les autorisations ne sont d'ailleurs données que proportionnellement aux affaires faites postérieurement au 1^{er} janvier 1930, sauf exceptions.

Enfin le demandeur doit joindre à sa première demande, qui doit porter le numéro et le lieu d'inscription au registre du commerce, un reçu délivré par les contributions pour le paiement de sa patente et un relevé certifié exact des quantités des produits de l'espèce importés par lui du 1^{er} janvier 1930 au 30 septembre 1931.

Tel est le second stade d'évolution du système des contingentements : fixation unilatérale d'un contingent avec délivrance de licences par un comité interprofessionnel, comité dont la composition sera d'ailleurs modifiée et élargie à différentes reprises¹. Il

(1) Voir arrêtés : 11 janvier 32 (*J. O.* du 13); 13 février (*J. O.* du 14) instituant un sous-comité des sucres; 30 mars (*J. O.* du 31); 8 avril (*J. O.* du 9); 31 mai (*J. O.* du 1^{er} juin); 8 juillet (*J. O.* du 9) instituant un sous-comité des fleurs.

va fonctionner et continue à fonctionner ainsi pour bon nombre de produits agricoles. Tel quel, il prête sans aucun doute à la critique : la répartition des licences soulève d'âpres contestations : c'est la course aux demandes, qui se termine rarement par le triomphe du plus qualifié; l'administration peut manquer d'informations sûres; il y a tendance inévitable à la suspicion à l'égard des autorités chargées de délivrer les autorisations. Nous reviendrons sur tous ces inconvénients.

Nous n'avons jusqu'ici parlé que de produits ne relevant pas du Ministère du commerce et de l'industrie.

Celui-ci n'a pas tardé à entrer dans la voie du contingentement. C'est le 12 novembre 1931 qu'a été pris, pour ce département le premier décret : il concerne les meubles en bois courbé et les balais de sorgho. Une modalité nouvelle y est appliquée¹ : un avis aux importateurs répartit entre différents pays les quantités maxima fixées par l'arrêté du 12 novembre. Voici comment il s'exprime :

« Sur les contingents établis par cet arrêté seront imputés les contingents suivants qui seront réservés aux importations provenant des pays ci-après, :

(1) Notons cependant que cette modalité avait été appliquée quelques jours auparavant (10 novembre) pour les contingents de : viande de mouton (Ex. 16 A. du tarif) répartis entre Pays-Bas, Pologne, Hongrie; de viande congelée (Ex. 16 B.) répartis entre Argentine, Uruguay, Belgique, Australie; d'œuf en coquilles (Ex. 34) répartis entre Belgique, Pologne, Turquie.

QUINTAUX		
	Novembre	Décembre
<i>1° Meubles en bois courbé N° 510 du tarif.</i>		
Tchécoslovaquie	117	174
Pologne	15	24
<i>2° Balais de Sorgho ou de caméline, N° 516 du tarif.</i>		
Hongrie	36	34
Italie	97	176

« Les contingents institués pour le mois de novembre concernent la période comprise entre le 10 novembre et le 30 novembre 1931.

« Aucune répartition de ces contingents ne sera effectuée entre les importateurs des pays intéressés.

« Aucune licence individuelle d'importation ne sera accordée pour les contingents établis par l'arrêté du 12 novembre 1931.

Ici il n'y a pas de comité interprofessionnel chargé de délivrer des licences. Les exportateurs étrangers ne doivent faire entrer les marchandises que dans la limite de la quantité assignée à leur pays. Cette répartition par pays va être faite désormais dans de très nombreux cas : elle constitue une atténuation certaine à la brutalité de la fixation d'un chiffre global. Mais elle ne met pas fin aux contestations : la part de chaque pays est calculée d'après les importations d'années antérieures prises pour bases, et selon les périodes considérées, on n'arrive pas toujours à des résultats identiques.

Mais c'est au mois de janvier 1932 qu'un progrès décisif va être accompli. On passe à une nouvelle

formule de contingentement, qu'on peut appeler le contingentement amiable.

C'est que les travaux du comité Franco-Allemand, créé à la suite des conversations de Berlin en septembre 1931, ont porté leurs fruits. Des négociations entre producteurs ont été engagées : si elles n'ont pas abouti à la réalisation d'un plan plus ambitieux, il ne faut tout de même pas mésestimer l'utilité de ces rencontres entre gens de métier qui, n'ayant pas l'occasion d'assister aux grandes conférences internationales, peuvent ainsi procéder à d'intéressants échanges de vues.

Le comité franco-allemand a donc tenté de substituer au contingentement autoritaire un autre contingentement réalisé comme conséquence d'une entente provoquée entre producteurs. Ceux-ci se mettent d'accord sur un chiffre discuté de part et d'autre, d'après le niveau des importations pendant les années prises pour bases. Si les gouvernements intéressés acceptent et entérinent l'accord, le contingentement devient définitif.

Ce système a été appliqué pour la première fois aux jeux et jouets qui ont fait l'objet du décret, de l'arrêté et de l'avis aux importateurs des 7 et 11 janvier 1932 (Journal Officiel du 11-12 janvier). Il va l'être encore, à partir de cette date, pour de très nombreux postes de notre tarif.

Les industriels allemands ne seront pas les seuls à prendre part aux conversations : on y verra aussi les Belges, les Anglais, Tchécoslovaques, Polonais, etc.

Voici à titre indicatif, une liste d'ententes réalisées, pour des produits industriels, entre français et allemands, à l'instigation du comité, pendant le 1^{er} trimestre 1932 :

<i>Industries intéressées</i>	<i>Date de l'accord 1932</i>
1) Jeux et jouets	9 janvier
2) Matériel électrique (accord général) ...	11 —
2 bis) Matériel électrique (complément à l'accord général) pour :	
Porcelaines électro-techniques	27 —
Appareils de mesure électriques	24 février
Lampes électriques; accumulateurs	25 —
3) Articles en tôle émaillée	14 janvier
4) Bois (méthode d'application du contingentement)	15 —
5) Cuirs et peaux	16 —
6) Verrerie	20 —
7) Tuyaux métalliques flexibles	26 —
8) Robinetterie	27 —
9) Meubles	3 février
10) Métaux non ferreux	6 —
11) Brosserie	9 —
12) Colle d'os	11 —
13) Outils de précision	13 —
14) Feuillards	13 —
15) Tracteurs agricoles	13 —
16) Outils à main	13 —
17) Matériel d'imprimerie	13 —
18) Machines à bois	13 —
19) Machines outils	13 —
20) Réchauds à gaz	16 —
21) Hache-viande	16 —
22) Réchauds à pétrole ou à essence	16 —
23) Bonneterie	18 —
24) Articles de voyage	24 —
25) Serrures, cadenas, clés	26 —

<i>Industries intéressées</i>	<i>Date de l'accord 1932</i>
26) Lampisterie	26 —
27) Lampes à souder	26 —
28) Albums à images	27 —
29) Produits de silice	3 mars
30) Verres de lunetterie, bésicles	3 —
31) Balances de précision, thermomètres, baromètres	3 —
32) Jumelles de théâtre	3 —
33) Instruments de dessin en bois et en métal	3 —
34) Microscopes et accessoires, objectifs ...	3 —
35) Instruments d'astronomie et cosmographie	3 —
36) Calibres à coulisse, ferromètres	3 —
37) Instruments d'arpentage et de géodésie .	3 —
38) Phonographes et machines parlantes ...	3 —
39) Appareils photographiques	4 —
40) Plaques et papiers photographiques ...	4 —
41) Marbre	4 —
42) Couleurs en boîtes	5 —
43) Ferrures de meubles	9 —
44) Maroquinerie	18 —
45) Crayons	19 —
46) Papiers et cartons bruts	19 —
47) Oxyde de zinc	22 —

Une très grande partie de ces accords, si l'on rapproche cette liste de celle des décrets donnée précédemment, a donné naissance à des contingentements.

Lorsqu'il en est ainsi, on trouve dans le texte du rapport qui précède le décret, les phrases suivantes :

« des conversations ont été engagées entre l'industrie française et ses principaux concurrents : les industries allemande et belge. Ces conversations ont pu heureusement aboutir à des ententes qui ont été signées le 3 février 1932 avec les délégués qualifiés de

l'industrie allemande et le 22 février avec les représentants de l'industrie belge. Le projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation, s'inspire directement des modalités de ces ententes pour l'établissement des conditions d'importation des meubles étrangers » (Meubles et sièges, 8 mars 1932).

D'ailleurs, le ministère de l'Agriculture utilise aussi ce procédé du contingentement amiable : dès le 14 janvier 1932, paraît un arrêté qui dit dans son article 1^{er} : « Les dispositions de l'arrêté du 19 novembre ¹ ne sont pas applicables aux importations originaires des pays avec lesquels un accord sera intervenu quant aux conditions d'importations de ces pays vers la France. »

Mais ce nouveau système comporte une particularité remarquable. L'avis aux importateurs du 11 janvier 1932, concernant les jeux et jouets contient la disposition suivante : « pourront seules être admises au contingent, les marchandises qui seront accompagnées de certificats délivrés par la Chambre de Commerce de Nuremberg ». De même, l'avis du 17 janvier, complétant l'arrêté du 14, dit que pour certaines marchandises bovins, porcs, viandes en provenance d'Italie et des Pays-Bas « l'importation des marchandises énumérées ne pourra avoir lieu qu'au vu d'un certificat de contingent délivré par le pays intéressé ».

Ce sont donc les pays étrangers qui procéderont

(1) C'est cet arrêté que nous avons étudié page 51 et suivantes.

eux-mêmes à une répartition parmi leurs producteurs du pourcentage fixe qui leur est alloué. Ce sont donc eux en fait, qui délivreront les licences permettant l'importation en France.

Mais pour cela, ils prennent vis-à-vis de la France un certain nombre d'engagements. Quels sont-ils ? Le texte de l'accord avec les Pays-Bas va nous renseigner à ce sujet :

« Pour chaque produit, il sera attribué aux Pays-Bas, un
« pourcentage fixe du contingentement global. Le soin de
« répartir les contingents attribué entre les ressortissants
« néerlandais intéressés sera laissé au gouvernement du pays
« exportateur. Ce Gouvernement pourra charger des organi-
« sations d'effectuer cette répartition sous sa haute surveil-
« lance mais il restera responsable vis-à-vis du gouvernement
« français, du fonctionnement normal du système envisagé.

« Le gouvernement du pays exportateur veillera à ce que :

1° les contingentements ne soient pas dépassés.

2° les expéditions des marchandises pour la France soient échelonnées régulièrement au cours de chaque trimestre.

3° les relations commerciales soient maintenues.

« Chaque envoi de marchandises contingentées sera ac-
« compagné d'un certificat d'exportation délivré, soit par le
« Ministre de l'Agriculture, soit en son nom par un des grou-
« pements, sus-indiqués, sous la surveillance du gouverne-
« ment du pays exportateur.

« Ce certificat d'exportation qui portera un numéro d'or-
« dre indiquera : La nature de la marchandise, la quantité
« (poids brut ou poids net) le nom et l'adresse de l'expédi-
« teur et du destinataire, le bureau de douane français de
« frontière ou de destination chargé du dédouanement.

« Ce bureau de douane retiendra le certificat d'exporta-
« tion et le comparera avec la copie qui sera directement
« envoyée par l'Administration du pays exportateur au bu-
« reau de douane française en question, le jour même de sa
« délivrance en pays exportateur. Chaque irrégularité que
« ce bureau constatera sera communiquée immédiatement

« par ce bureau au Ministère de l'Agriculture français, qui
« à son tour, avertira le service agricole de la légation des
« Pays-Bas à Paris.

« Les certificats d'exportation seront signés par un fonctionnaire du Ministère de l'Agriculture Néerlandaise au nom de ce ministre quand il s'agira d'un certificat d'exportation délivré par ce Ministre.

« Ils porteront la signature du président de l'organisme en question, au cas où il s'agira d'un certificat d'exportation délivré par une organisation professionnelle déléguée par le Ministère. Ce dernier certificat pourrait éventuellement porter également la signature du fonctionnaire du Ministère compétent.

« Les modèles de ces signatures seront communiqués aux services intéressés français.

Tous les accords intervenus ont imposé des obligations de même nature aux pays étrangers ¹.

(1) Voici une liste purement indicative, et non exhaustive d'organismes chargés de délivrer les certificats :

Belgique et Grand Duché de Luxembourg : Porcs (Ex. 12 du tarif français); *Volailles vivantes* (14 ter); *Viandes fraîches et réfrigérées de porcs, bœufs et autres, non compris les abats* (Ex. 16 A); *Viandes préparées non cuites de porc* (17 bis) :

Ministère de l'Agriculture. Commission grande-ducale des licences. *Articles de ménage émaillés unis* (Ex. 568). *Syndicat Belge d'articles de ménage émaillés. Meubles et sièges* (N^{os} 591 à 593 bis) : Fédération Belge de l'Ameublement.

Italie : Bovins (N^{os} 4 et 5 du tarif français); *Veaux* (Ex. 8); *Porcs* (Ex. 12); *Volailles vivantes* (14 ter); *Viandes fraîches et réfrigérées, etc...* (Ex. 16 A). Ministère Italien des corporations.

Pays-Bas : Volailles vivantes (14 ter); *Viandes fraîches, etc.* (Ex. 16 A). Ministère Néerlandais du Travail, du Commerce et de l'Industrie.

Tchécoslovaquie : Viandes préparées non cuites de porc (17 bis). Ministère de l'Agriculture.

Tchécoslovaquie : Articles de ménage émaillés unis (Ex. 568). Ministère du commerce tchécoslovaque.

Meubles (591 à 593) groupement de l'Industrie tchécoslovaque.

Allemagne : Feuillards, machines d'imprimerie, outils (N^{os} Ex. 579. Ex. 634 ter B. du tarif français) : Verein, Deutsches, Maschinenbau, Austallen.

Peaux tannées et ouvrées. (N^o Ex. 476 A. Ex. 476 B. Ex. 476 ter, 488, 488 bis, 489, 489 bis). Syndicat général des cuirs et peaux d'Allemagne.

Mais si ce système de contingentement amiable représente un progrès considérable par rapport au contingentement unilatéral et autoritaire, il n'en met pas moins, avec ce procédé des certificats délivrés par des organismes étrangers, le contrôle du marché français entre les mains de ces organismes. Aussi a-t-il soulevé des critiques assez vives, sur lesquelles nous reviendrons.

C'est pourquoi, dans certains cas peu fréquents, on est arrivé à confier la délivrance des certificats à des organismes français ¹.

Telles ont été les étapes de l'évolution des systèmes des contingentements. On peut les résumer dans le tableau suivant :

- | | |
|--|--|
| | 1° Contingentement global sans licences. |
| 1° Contingentement d'autorité (quantité fixée unilatéralement par le gouvernement français). | 2° Contingentement par pays : répartition du chiffre fixé. |
| | 3° Système de licences dans les limites du contingent, délivrées par le comité interprofessionnel. |

Matériel électrique. (N° 524 A. Ex. 524 B. Ex. 524 bis B., 524 ter K. Ex. 524 M., 567). Zentral, Verband, der Deutschen Elektrotechnische Industrie avec visa de l'attaché commercial français à Berlin : *Meubles* (N° 591 à 593). Fédération allemande des industries du bois.

Pologne : Viandes fraîches et réfrigérées de porcs, bœufs et autres. (Ex. 16 A.) Ministère Polonais du Travail, du Commerce et de l'Industrie.

(1) Voir page 144.

- | | |
|---|--|
| 2° Contingentement <i>amiable</i> (quantité fixée après accord avec les gouvernements étrangers à la suite de conversations entre producteurs). | 1° Avec certificats délivrés par organismes <i>étrangers</i> . |
| | 2° Avec certificats délivrés par organismes <i>français</i> . |

Notons d'ailleurs que ces différentes modalités coexistent encore à l'heure actuelle : pour quelques produits c'est toujours le primitif contingentement unilatéral et global qui s'applique. Certaines marchandises, comme le poisson de mer et les conserves de poissons ont été soumises tour à tour au contingentement global, pour commencer, puis au contingentement par pays, et enfin aux licences délivrées après avis d'une commission siégeant au ministère de la marine marchande.

Nous avons seulement esquissé dans ce chapitre la critique des différents systèmes; nous avons fort peu parlé des détails de mise en vigueur des arrêtés, du mode de calcul des quantités, de la façon dont est effectuée la répartition entre les pays. Nous y insisterons beaucoup plus longuement lorsque nous examinerons les résultats pratiques de ce nouveau procédé de protection, et lorsque nous nous essaierons à en faire le procès.

CHAPITRE II

Section I. — Conséquences nationales du Contingentement.

1°. — INFLUENCE SUR NOTRE COMMERCE EXTÉRIEUR.

Un système, comme celui du contingentement que nous venons de décrire, qui est arrivé à limiter les importations en France de marchandises de toutes sortes correspondant à presque un sixième des postes de notre tarif douanier, n'a pu manquer d'avoir quelque influence et certaines répercussions sur notre commerce, sur les prix de gros et de détail, sur le chômage, etc.

Quoique le recul du temps, puisque cette politique remonte seulement à un peu plus d'un an, nous manque pour apprécier d'une façon vraiment précise ces répercussions, nous allons nous efforcer de tirer des statistiques quelques conclusions à ce sujet.

Lorsqu'on parcourt la collection du Journal Officiel, on constate que chacun des décrets qui ont institué le contingentement de tel ou tel produit est précédé d'un rapport, véritable exposé des motifs qui ont conduit à prendre ladite mesure. Ces rapports sont

presque tous identiques à celui que nous avons reproduit précédemment ¹.

Le premier argument qui y est invoqué, est le déficit de la balance commerciale et l'accroissement de volume de certaines importations.

En effet, notre balance qui était créditrice en 1927, est devenue déficitaire de 2 milliards l'année suivante et a vu ce déficit passer à 8 milliards en 1929, 9 milliards et demi en 1930, et enfin 12 milliards en 1931, ainsi qu'il ressort du tableau ci-après :

	1927	1928	1929	1930	1931
Importations	53.049	53.448	58.221	52.314	42.109
Exportations	54.925	51.347	49.369	42.830	30.421

(Valeur en millions de francs)

Pour les huit premiers mois de 1932, importations et exportations présentent, dans leurs totaux, une diminution très considérable par rapport à la période correspondante de 1931 ².

Importations : 8 premiers mois 1931	30.021.316	} Milliers de francs
Exportations : 8 —	20.951.695	
Importations : 8 premiers mois 1932	19.941.429	
Exportations : 8 —	12.936.229	

soit = 10.000.000 environ de différence ou 33,6 %
pour les importations,
et = 8.000.000 environ de différence ou 38 % pour
les exportations.

Ceci n'est pas fait pour surprendre : l'activité com-

(1) Voir page 37.

(2) Le trafic de nos ports et de nos chemins de fer s'en ressent fortement.

merciale française subit à son tour la dépression qui a atteint tous les pays du monde.

Cependant la balance commerciale présente une certaine fermeté et même un léger redressement en juillet et août 1932. Le déficit est sensiblement inférieur à ce qu'il était en juin 1931 où il avait atteint un véritable maximum de 1.400 millions. C'est ce déficit qui avait effrayé l'opinion, et qui est sans aucun doute à l'origine des premières mesures de contingentement.

Si nous étudions le graphique N° 1, nous constatons une régression à peu près continuelle des importations : nous n'en serons pas étonnés si nous nous rappelons la multiplication¹ et le relèvement des barrières douanières depuis la fin de 1930.

Le contingentement en fait partie, et il n'est pas douteux qu'il ait eu là quelque influence. Les deux tableaux suivants vont achever de nous édifier² :

(1) Voir page 27 et suivantes.

(2) Voici le détail de la diminution des importations de quelques produits, pour les cinq premiers mois de 1932 : pour les produits alimentaires, la diminution est surtout sensible en ce qui concerne les viandes (réduction de plus de 50 % en poids et de 2/3 en valeur) les œufs, lait, beurre, fromages (50 %) ; les vins (plus de 25 %). Notons que ces produits sont contingentés.

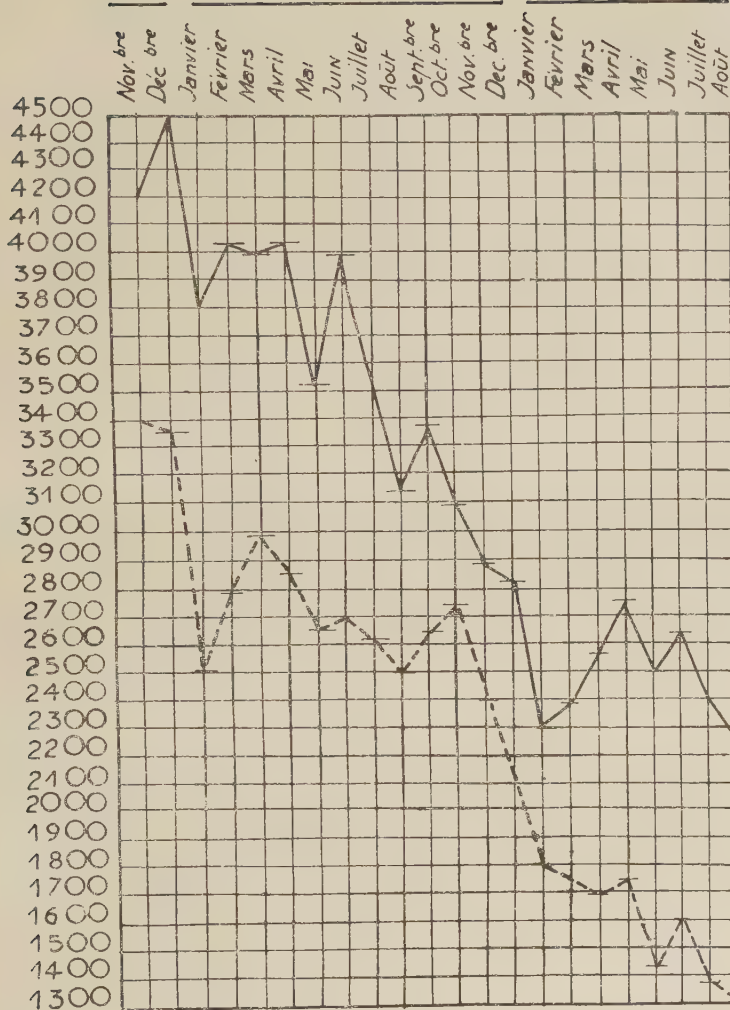
Pour les matières premières : textiles (près de 2/3) fontes, cuivre, plomb, zinc, étain (40 %) en poids ; houilles (29 % en poids et 38 % en valeur), matériaux de construction et bois.

Pour les objets fabriqués : machines, outils (diminution en poids et en valeur de 50 %) ; peaux et pelleteries (30 %) poteries et verreries (40 %). Ces trois postes ont été également contingentés. Cela confirme ce que nous disons au texte.

1930

1931

1932



Chiffres exprimés en
millions de francs

— Importations
- - - Exportations

Graphique n° 1

Importations.

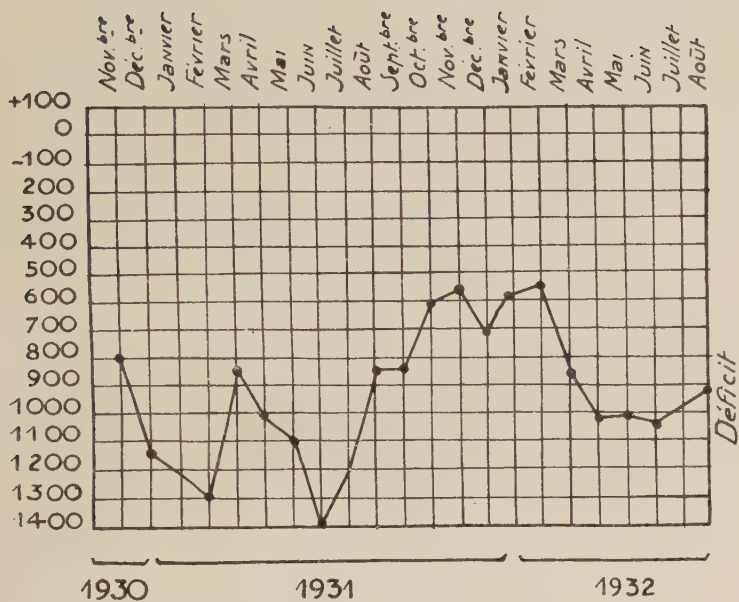
		8 premiers mois 1932	8 premiers mois 1931	Différence pour 1932
Valeur	Objets d'alimentation	7.295.108	9.629.877	= 2.334.769
	Matières premières .	8.760.454	14.085.771	= 5.325.317
	Objets fabriqués ...	3.885.867	6.305.688	= 2.419.801
Poids	Objets d'alimentation	5.915.203	6.066.587	= 151.384
	Matières premières .	24.331.055	32.415.320	= 8.084.265
	Objets fabriqués ...	1.360.714	1.394.172	= 33.458

Exportations.

Valeur	Objets d'alimentation	1.861.940	2.846.043	= 984.103
	Matières premières .	3.032.905	4.955.814	= 1.922.909
	Objets fabriqués ...	8.041.834	13.149.838	= 5.108.454
Poids	Objets d'alimentation	716.894	1.064.933	= 348.039
	Matières premières .	12.734.587	16.627.997	= 3.893.410
	Objets fabriqués ...	1.670.205	2.701.457	= 1.031.342

La différence la plus forte provient des importations de matières premières, aussi bien en valeur qu'en poids. Mais dans ces dernières, elle est dûe, jusqu'à concurrence de 5.645.425 tonnes, au fléchissement de nos importations de houille qui sont passées de 19.429.036 à 13.783.611 tonnes (soit 3/5 des importations en poids). Or, la houille a été contingentée à partir de juillet 1931. L'effet du contingentement sur le rétrécissement des importations n'est donc pas niable. Mais il n'a fait que se surajouter à la restriction de la consommation due au ralentissement général de l'activité économique du pays, qui fait que nos entrées ont atteint les chiffres les plus bas en août dernier.

Quant aux exportations, si nous regardons le graphique N° 1, nous voyons, qu'elles ont suivi, elles aussi, une courbe décroissante et qu'elles ont atteint également le minimum en août. Toutefois, cette courbe n'est pas parallèle à celle des importations; elle est même, par moments, moins accentuée et fait ainsi apparaître (graphique N° 2) un redressement de la balance commerciale, de septembre 1931 à février 1932, et depuis juin 1932. Les partisans du contingentement vont donc triompher et dire que leur système a réussi à endiguer le flot des entrées, sans faire fléchir proportionnellement les sorties, qui n'en n'auront pas souffert par conséquent. Mais cette assertion ne résiste pas à un examen plus attentif. La courbe des exportations ne commence à décroître rapidement qu'à partir du mois de novembre 1931 : c'est à partir de ce moment en effet que le mouvement protectionniste s'accroît autour de nous, et que bon nombre de pays prennent des mesures de rétorsion à notre égard, des contingentements entre autres, en réponse aux nôtres. Aussi faut-il avouer que ceux-ci par les rispostes ainsi provoquées, n'ont pas eu un effet très favorable sur notre exportation. D'autre part, si on considère la diminution des sorties, on constate que le recul est nettement plus accentué en valeur qu'en poids. En valeur, il est de l'ordre de 38 %, et en poids il n'est que de 26 % : ceci atteste les concessions que nos exportateurs ont dû faire sur leurs prix de vente pour conserver des débouchés se restreignant sans cesse, tant par suite



Balance du commerce extérieur

Chiffres exprimés en
millions de francs

de la crise que par suite des rispostes dont nous venons de parler.

L'examen du mouvement des objets fabriqués est particulièrement intéressant. Car c'est dans les échanges de ces produits que réside l'élément principal du déficit de la balance commerciale. En effet, nos exportations en cette catégorie qui représentent approximativement les deux tiers de notre exportation globale, ont baissé progressivement depuis 1928, comme nous le voyons ci-dessous :

Objets fabriqués.

	1927	1928	1929	1930	1931
Importations	5.787	7.906	9.928	11.363	9.163
Exportations	32.673	32.028	31.493	26.957	18.956
Valeur en millions					
	1927	1928	1929	1930	1931
Importations	1.137	1.507	2.118	2.341	2.061
Exportations	5.287	5.294	5.360	4.805	3.936
Quantités en milliers de tonnes					

Le solde de la balance commerciale avait été créateur en 1927, car nous avons cette année-là vendu pour plus de 32 milliards d'objets fabriqués alors que nous n'en importons pas pour 6 milliards. En 1931, nous en avons importé pour plus de 9 milliards alors que nous n'en exportons que pour à peine 19 milliards.

Pour 1932¹, si nous prenons la moyenne des huit

(1) Pour les 5 premiers mois de 1932, la réduction des exportations d'objets fabriqués porte surtout sur : les engrais phosphatés, les machines, les fils et tissus, la lingerie, les vêtements de confection, les faïences, les porcelaines, l'horlogerie, la bimbelerie, etc.

premiers mois, les entrées atteindront 5 milliards 800 millions et les sorties 12 milliards : la proportion de 1931 subsistera.

Le déficit de la balance résulte donc au moins autant, et même davantage, du fléchissement de nos ventes que de l'accroissement des importations. Tout ce qui est de nature à retentir en baisse sur ces ventes doit donc être considéré comme inopportun.

Les entrées de produits fabriqués, en prenant toujours la période de janvier à août inclus, n'ont diminué de 1931 à 1932 que dans une proportion insignifiante si l'on considère les quantités : or, c'est justement pour ces objets qu'a été pris le plus grand nombre de décrets de contingentement. La différence en valeur est plus importante, mais elle signifie seulement que nos importateurs ont continué à bénéficier de la baisse des prix mondiaux. Le contingentement n'a donc eu pour l'instant qu'un effet restreint sur ces entrées.

Concluons : malgré le contingentement, le commerce des objets d'alimentation et des objets fabriqués a été moins favorable en 1932 qu'en 1931. Les résultats des opérations ci-dessous sont assez éloquents pour se passer de commentaires :

1932	<i>Objets d'alimentation</i>		<i>Objets fabriqués</i>	
Importations ...	7.925.108	+	3.885.867	= 11.180.975
Exportations ...	1.861.940	+	8.041.384	= 9.903.324
Solde déficitaire				1.277.651

1931	<i>Objets d'alimentation</i>	<i>Objets fabriqués</i>	Milliers (de francs)
Exportations ...	2.846.043	+ 13.149.838	= 15.995.881
Importations ...	9.629.877	+ 6.305.668	= 15.935.545
Solde créditeur			00.060.366

En 1931, 60.336.000 frs au crédit; en 1932, plus d'un milliard de déficit...

L'amélioration de la balance commerciale française est donc plus apparente que réelle. Elle n'est pas due à la baisse des prix, car la diminution des poids est à peu près proportionnelle à celle des valeurs. Elle est due à la forte réduction des importations de matières premières, et justement, ces matières n'ont guère fait l'objet de décrets de contingentement, sauf la houille, qui, il est vrai, représente un gros chiffre. Cette réduction s'explique malheureusement par le ralentissement des affaires, qui incite les industriels à ne pas renouveler leurs stocks ou à ne les renouveler qu'à la dernière extrémité, par la « mise en veilleuse » de certaines industries, par la moindre consommation de force motrice, en un mot, par l'affaiblissement de l'activité économique du pays. Il y a une fâcheuse corrélation entre cette restriction et la confection de ces objets fabriqués qui représentent la plus importante partie de nos ventes.

D'ores et déjà, ce rapide examen des statistiques du commerce extérieur nous montre que le contingentement est une arme à double tranchant : s'il restreint peut-être nos importations, il ne développe pas, bien au contraire, nos exportations : « Parade

d'une portée toute relative et fragmentaire », dit M. BOYER ¹.

2°. — INFLUENCE SUR LA PRODUCTION, LE CHÔMAGE,
LES FAILLITES.

L'examen des indices de la production, de la courbe du chômage et de la statistique des faillites va nous confirmer dans cette opinion.

Le contingentement, nous le savons, a été adopté à la suite des doléances de producteurs, d'industriels qui ont fait valoir que, par suite de la baisse de la consommation intérieure, du déplacement d'une partie de cette consommation vers les produits importés vendus à vil prix, de la fermeture des marchés étrangers touchés par la crise, leur production allait diminuant sans cesse, conduisant au ralentissement de l'activité des usines, même à la fermeture de quelques-unes, au licenciement de nombreux ouvriers et employés, et à la réduction des heures de travail hebdomadaire pour les effectifs restants.

A-t-il enrayé cette diminution continue de la production en bridant la concurrence étrangère ? A-t-il même eu sur cette production une action stimulante ?

Voici les indices, de la production industrielle (moyenne mensuelle) d'octobre 1931, à juillet 1932, base 100 en 1913 :

(1) BOYER : Article cité.

	Indice Général	Industrie Mécaniq.	Métall.	Industries Textiles	Industries Extract.	Bâtiment (1)	Cuir (1)	Papier (1)
1932								
Juillet ..	92	93	72	58	97	93	95	100
Juin	93	93	71	57	97	96	94	104
Mai	94	93	72	56	98	101	93	108
Avril ..	95	96	71	53	97	107	92	109
Mars ...	98	99	71	55	96	113	92	109
Février .	100	104	74	51	98	115	94	107
Janvier .	105	111	75	54	99	119	97	105
1931								
Décembre	111	118	82	59	105	122	100	103
Novembre	114	124	89	62	108	121	99	102
Octobre .	117	128	94	63	107	121	100	104
1931								
Moyenne	124	136	103	71	110	125	106	108

L'indice général montre que la production suit une courbe décroissante. Toutefois, cette courbe est moins accentuée depuis le mois d'avril. La diminution n'est plus que d'un point par mois au lieu de trois, cinq et même six comme entre décembre et janvier. On peut donc avancer que le contingentement a eu là un certain effet, et qu'il a contribué à éviter un effondrement plus complet. Il ne faut toutefois rien exagérer, car cet effet est assez relatif étant donné que le contingentement ne porte que sur une partie des produits industriels, et non sur la totalité des postes du tarif.

Nous avons donné également dans le tableau les indices relatifs à certaines industries. Ces industries ont bénéficié de décrets de contingentement : on remarquera que les industries mécaniques, la métal-

(1) Indices ajustés des variations saisonnières.

lurgie, les industries extractives présentent une certaine stabilité depuis trois ou quatre mois. Les industries textiles sont en très net redressement. L'industrie du cuir de même. En revanche, l'industrie du papier ne semble pas avoir encore ressenti l'influence du décret du 17 mai. Le contingentement a donc pu apporter aux industries que nous venons de citer une certaine aide, quand ce ne serait que l'encouragement moral de voir la concurrence étrangère réfrénée, en même temps que l'espoir d'écouler leurs produits par suite de la restriction de cette concurrence.

Le nombre des ouvriers employés est en corrélation avec les chiffres de la production. Le tableau suivant donne les nombres indices des effectifs par rapport aux effectifs du mois correspondant de l'année précédente ramenés uniformément à 100, dans les établissements d'au moins 100 personnes :

1932	1 ^{er} Février	1 ^{er} Mars	1 ^{er} Avril	1 ^{er} Mai	1 ^{er} Juin	1 ^{er} Juillet	Effectifs au	
							1 ^{er} Avril	1 ^{er} Juillet
Industries extractives.	88.9	88.1	88.7	89.3	88.7	89.0	317	305
Industries de l'alimentation	93.6	94.5	95.0	97.1	95.8	96.5	82	83
Industries chimiques ..	89.2	92.1	91.7	92.5	92.3	94.5	114	108
Caoutchouc - Papier ..	88.7	88.1	89.2	90.0	89.3	90.8	87	88
Industries du livre ...	95.9	94.7	93.9	94.2	94.2	93.2	48	47
Industries textiles	83.0	83.2	81.5	82.9	83.6	89.7	486	487
Industries du vêtement.	86.1	87.3	88.0	87.2	86.8	86.6	79	77
Industrie des cuirs et peaux	87.9	79.0	81.4	83.4	83.4	84.3	53	54
Industries du bois ...	81.8	83.1	85.1	85.2	86.2	84.9	36	35
Industries de la métallurgie	81.1	82.3	80.8	81.4	83.7	92.8	154	153
							en milliers	

Il y a une correspondance assez frappante entre ces indices et les indices de la production, particulièrement pour les industries extractives et textile, la métallurgie, l'industrie des cuirs et peaux.

La courbe générale du chômage (graphique N° 3) ¹, nous montre une diminution très notable du nombre des chômeurs secourus en mai et en juin, nombre qui est descendu du maximum de 303.000 en mars à 232.000 en juin. Ce nombre est remonté en juillet aux environs de 260.000 et s'y maintient pour août et septembre. Il ne faut voir surtout dans l'amélioration constatée fin mai et fin juin que l'amélioration saisonnière, qui se reproduit tous les ans à pareille époque, correspondant à une recrudescence d'activité dans certains travaux comme les travaux publics et les travaux agricoles.

Sur la production comme sur le chômage, la politique de contingentement ne paraît donc avoir eu qu'un effet assez fragmentaire.

L'ensemble des chiffres montre que la France continue à subir les effets de la crise.

Ces effets se font sentir dans le nombre des faillites et liquidations judiciaires. Voici la statistique générale des faillites :

1932 :	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Moyenne 1931
	687	698	779	782	635	904	757	673	602

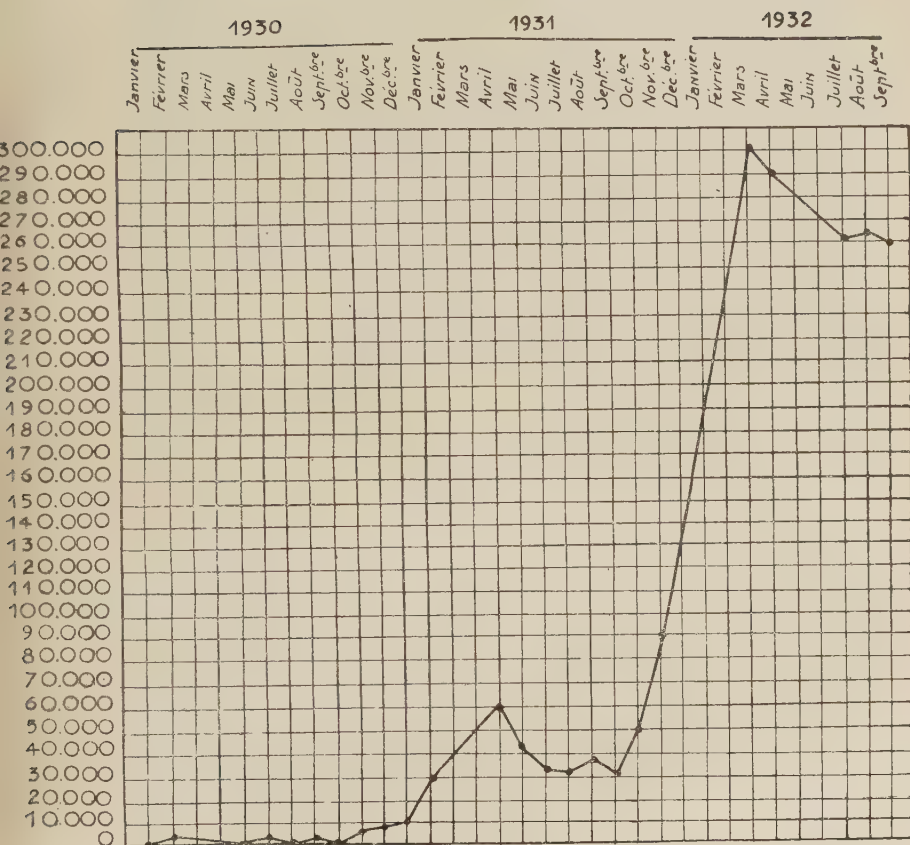
(1) Noter le large synchronisme de cette courbe avec celle des importations et celle du mouvement d'ensemble de notre commerce extérieur.

et voici la statistique des faillites d'abord, puis des liquidations judiciaires, pour certaines catégories d'entreprises ou de maisons sur lesquelles le contingentement a pu avoir de l'influence :

	1 ^{er} Trimestre 1932	2 ^e Trimestre 1932	Moyenne Trimestrielle 1931
Importations et			
Exportations	28	15	19
Charbon	22	23	15
Métaux, machines, électricité, autos .	338	350	265
Cuirs et peaux	133	115	82
Industries (autres que la couture et les textiles) et commerce du vête- ment	177	177	148
Grains et fourrages.	17	15	14
(Faillites)			
Importations et			
Exportations	7	3	5
Charbons	13	8	7
Métaux, machines, électricité, autos.	214	196	146
Cuirs et peaux	112	78	47
Industries (autres que la couture et les textiles) et commerce du vête- ment	141	109	81
Grains et fourrages.	21	3	13
(Liquidations judiciaires).			

CHOMAGE

Nombre de fin de mois



Graphique n° 3

L'augmentation est partout importante par rapport à 1931.

Il y a une diminution générale des liquidations judiciaires dans le second trimestre. Pour les faillites, le nombre est plus fort au second trimestre dans les métaux, machines, électricité, etc... il est stationnaire pour les vêtements et plus faible pour les cuirs et peaux. Cette dernière industrie paraît donc, dans toutes les statistiques, avoir ressenti d'une façon heureuse les effets du décret de contingentement du 15 février, renforcés par ceux du décret du 30 mai pour les chaussures. Mais cette constatation ne fait que confirmer ce que nous avons déjà dit : le contingentement n'a eu dans l'ensemble qu'une portée faible et tout à fait partielle.

3°. — INFLUENCE SUR LES PRIX DE GROS ET DÉTAIL.

D'un autre côté, le contingentement n'a-t-il pas contribué à maintenir les prix à niveau élevé ? Toute mesure protectionniste, qui tend à restreindre la concurrence étrangère, retentit sur les prix, tant de gros que de détail. Dans certains cas, même, les prix de détail ressentent cette influence plus rapidement et plus intensément.

Le contingentement a rencontré chez les consommateurs une certaine impopularité. On a fait valoir que les prix français étaient très supérieurs aux prix mondiaux. Avec le contingentement, l'Agriculture paie son azote 20 % plus cher, l'usager son charbon

25 % plus cher que le consommateur étranger, a-t-on dit.

L'examen des statistiques va nous fixer sur le point de savoir si vraiment il a eu ces conséquences fâcheuses pour la consommation.

Indices pondérés des prix de gros de 126 Articles établis par la statistique générale de France sur la base 100 en 1913.

1932 :	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août
Indice général (126 articles)	439	446	444	439	438	425	430	415
Produits agricoles et alimentaire ensemble (39 articles)	496	511	510	506	511	490	498	453
Produits d'origine végétale (24 articles) ...	490	500	513	514	518	489	506	433
Produits d'origine animale (15 articles) ..	505	527	503	493	499	491	485	487
Produits industriels ensemble (17 articles) .	390	389	388	381	374	369	370	382
Minéraux et métaux (17 articles)	420	405	400	398	396	395	392	388
Textiles (19 articles) .	345	347	350	334	321	311	319	344
Cuirs et peaux (14 art.)	243	250	234	225	219	211		
Produits chimiques (25 articles)	58	472	471	471	472	465		
Caoutchouc (2 articles).	32	30	26	25	22	23	(Chiffres en	
Papier (2 articles)	548	548	548	548	548	548	fin de mois)	
Bois (2 articles)	572	572	572	591	591	603		
Ciments, briques, verres (6 articles)	618	618	618	623	623	617		

L'indice général pris sur 126 articles présente en février-mars une hausse très nette. Depuis avril, à part un redressement en juillet, il a baissé pour atteindre le chiffre le plus bas en août dernier. L'in-

diée général pris sur 45 articles accuse un mouvement à peu près semblable avec hausse en mars-avril et descend lui aussi au minimum de 394 en août. Toutefois, au 25 septembre, il remonte à 397.

Les indices des différents produits par catégories présentent des courbes en dents de scies. L'indice des produits agricoles et alimentaires, et des produits d'origine végétale a été en juillet supérieur à janvier. L'indice des produits industriels et des textiles suit depuis trois mois une courbe croissante. Cependant la moyenne des 4 derniers mois est d'une façon très générale sensiblement inférieure à celle des 4 premiers mois de l'année.

On peut donc penser sans rien exagérer, que le contingentement s'est opposé en partie à un mouvement de baisse continu et plus accentuée, et que la variation des quantités en provenance de l'étranger, due aux alternatives de fermeture et d'ouverture de la douane suivant l'épuisement des contingents, a contribué aux oscillations des cours, en venant se superposer aux causes normales des oscillations.

Ceci est d'ailleurs confirmé par le second tableau, qui met en face de l'indice général des prix de gros en France, l'indice général de ces prix dans les principaux pays avec lesquels nous commerçons. La France est le seul pays pour ainsi dire où l'indice ne présente pas depuis un an une décroissance continue et régulière. La baisse mondiale, toutefois, se fait maintenant sentir, et peut-être d'autant plus fortement qu'elle a plus tardé :

Indices des Prix de Gros en divers Pays ramenés à 100 en juillet 1914 (sauf indications contraires).

<i>Années et mois</i>	<i>France</i> Statistique générale	<i>Grande- Bretagne</i> Board of Trade	<i>Etats-Unis</i> Bureau of Labor. Statistique	<i>Suisse</i> Office général du Travail	<i>Allemagne</i> Office de Statistique	<i>Pays-Bas</i> Bureau Central de Statistique	<i>Belgique</i> Ministère du travail	<i>Italie</i> Conseil de Milan
Nombre d'articles	45	150	784	121	400	48	129	144
Période de base	Juillet 1914	1913	1913	Juillet 1914	1913	1913	Avril 1914	1913
1932	Août	»	»	»	»	»	»	»
—	Juillet ...	»	92	94	96	78	514	297
—	Juin	98	91	94	96	79	526	305
—	Mai	101	92	96	97	80	539	311
—	Avril	102	94	98	98	82	548	315
—	Mars	105	95	99	100	83	554	314
—	Février ..	105	95	100	100	84	557	317
—	Janvier ..	106	96	101	100	85	573	319
1931	Décembre.	106	98	103	104	89	584	320
—	Novembre.	106	101	106	107	89	591	322
—	Octobre ..	104	101	106	107	89	597	319
—	Septembre	99	102	106	109	94	616	322
—	Août	100	103	108	110	97		

Examinons maintenant les prix de détail qui intéressent plus directement le consommateur. Voici les indices caractérisant les variations de prix à Paris, de 13 articles de première nécessité (pain, viande, lard, beurre, œuf, lait, fromage, pommes de terre, haricots, sucre, huile, pétrole, alcool à brûler).

Juillet 1914 = 100.

1931							
Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre			
595	588	571	555	557			
1932							
Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août
561	564	564	566	562	548	534	511

La correspondance avec les prix de gros est frappante. Les prix de détail ont été de janvier à juin plus élevés qu'ils ne l'avaient été en novembre et décembre 1931.

D'autre part, la Statistique générale publie les indices arrêtés par la commission régionale chargée, à Paris, d'évaluer trimestriellement le coût de la vie. Ces indices sont calculés, comme ceux des prix de détail, sur la base 100 en 1914. Ils représentent le mouvement de la dépense d'une famille ouvrière de quatre personnes.

Les indices du coût de la vie établis ainsi pour Paris sont pour 1932 : premier trimestre, 534; deuxième trimestre, 535, alors qu'ils avaient été respectivement de 590 et 589 pour les mêmes périodes en 1931.

La baisse par rapport à 1931 est importante; mais cette baisse s'est produite à la fin de 1931 et a été suivie d'une hausse au cours du premier trimestre 1932, hausse à laquelle les contingents ont certainement contribué. Toutefois, à partir de juin, les prix de détail, pas plus que les prix de gros, n'ont résisté au mouvement mondial.

Nous retrouvons d'ailleurs les mêmes différences, et nous faisons les mêmes observations que pour les prix de gros, lorsque nous comparons les indices français avec les indices étrangers :

Prix de détail (base 100 en Juillet 1914)

	<i>France</i> (Paris)	<i>Grande- Bretagne</i>	<i>Etats-Unis</i> (51 villes)	<i>Suisse</i> (33 villes)	<i>Allemagne</i> (71 villes) (mark-or) (1914)	<i>Belgique</i>	<i>Italie</i> (Milan)
Articles dont aliments	13 11	21 21	43 43	28 28		56 34	18 18
Août	511						
Juillet	534		99	124	114		
Juin	548	125	98	125	113	708	438
Mai	562	123	99	126	113	712	442
Avril	566	125	102	128	113	715	450
Mars	564	126	103	128	114	725	446
Février	565	129	113	129	114	734	433
Juillet 1931	615	128	117	140	130	789	452

La hausse des prix et du coût de la vie de février-avril, coïncidant avec le plein épanouissement de la politique du contingentement, suffit, croyons-nous, à justifier l'impopularité dont cette politique jouit parmi les consommateurs.

4°. — RÉPERCUSSIONS BUDGÉTAIRES DU CONTINGEMENT.

Le contingentement n'a pu manquer d'avoir des répercussions budgétaires. Ces répercussions sont intéressantes à évaluer à une époque où toute diminution des recettes fiscales est à prendre en considération, étant données les difficultés de mise en équilibre du budget. Toute restriction des importations entraîne, ipso facto, une diminution dans la perception des droits de douanes, de la taxe à l'importation, des taxes accessoires.

L'argument budgétaire a d'ailleurs été invoqué à l'appui de la politique de protection adoptée par la France. On a fait valoir que la suppression d'une pareille protection entraînerait une baisse d'environ 30 % du coût de la vie, mais que, comme tous les impôts sont directement ou indirectement proportionnels aux salaires, appointements et revenus, la baisse du coût de la vie qui entraînerait une baisse de tous ces éléments serait suivie immédiatement d'un déficit budgétaire.

Or, le budget des dépenses est difficilement compressible.

Il faut conserver les recettes. En maintenant, grâce à la protection, le coût des choses à des niveaux supérieurs à ceux de la concurrence étrangère, on conserve la possibilité d'équilibrer le budget.

Mais ce raisonnement n'est pas juste : il envisagé sous un aspect étroit le problème, dont il n'aborde d'ailleurs qu'une seule face. Le bon rendement des impôts n'est pas tant en fonction des hauts prix qu'en fonction de l'activité économique et de la prospérité du pays. Cette prospérité est beaucoup moins liée au maintien des prix forts qu'au nombre et à la fréquence des échanges, même à des prix faibles. Pour en revenir aux impôts, un élément de recettes important, comme la taxe sur le chiffre d'affaires par exemple, perdra, et au delà, par la diminution du nombre des transactions ce qu'elle gagnera par le maintien des hauts prix. Ce n'est pas en laçant étroitement le pays dans le corset douanier, et en l'étioquant ainsi qu'on obtiendra un bon rendement fiscal, bien au contraire.

Les chiffres récents sont d'ailleurs là pour en témoigner. Depuis le mois d'avril 1932, premier mois de l'année budgétaire, que ce soit en mai, juin, juillet, ou août, on trouve une forte moins-value de recettes par rapport aux évaluations, et une diminution appréciable par rapport aux mois correspondants de l'an dernier.

Occupons-nous plus spécialement des recettes provenant des douanes. Voici les recouvrements effectués à ce titre (douanes proprement dites) :

	1932	Différence avec 1931
Avril	554.827.000	+ 75.998.000
Mai	495.062.000	— 10.685.000
Juin	575.351.000	— 29.856.000
Juillet	445.188.000	— 124.058.000
Août	450.311.000	— 31.048.000

La différence avec 1931 est sensible, surtout pour les deux derniers mois dont les résultats sont connus. Le ralentissement du commerce extérieur influe directement sur ces recettes. Et le contingent, se superposant aux effets de la crise, agit sur ce ralentissement.

Le Comité d'Action Economique et Douanière a étudié les répercussions budgétaires précises du contingentement. Il a établi pour cela des tableaux d'après les moyennes mensuelles des recettes douanières, produits par produits, remarquable travail que nous reproduisons in extenso à l'Appendice ¹.

Pour déterminer ces répercussions, les années 1929 et 1930, qui sont considérées en général comme ayant été normales du point de vue des importations, ont été prises pour base. C'est sur cette base que les tableaux ont été faits.

L'examen de ces tableaux nous apprend : qu'en 1929 et 1930, l'ensemble des produits soumis à un contingentement à la date du 1^{er} mai 1932 ont rapporté en moyenne au Trésor, au titre des droits de douanes proprement dites seulement, 880 millions de francs en chiffres ronds soit le cinquième du total des per-

(1) Appendice page 157 et suivantes.

ceptions effectuées à ce titre, et le huitième de l'ensemble des recouvrements divers de douane; que, pour les produits en question, la diminution des droits de douane seuls entraînée par le contingentement peut être évaluée à 230 millions par an ou 26 %; et que, toujours pour ces produits, les recettes provenant de la taxe à l'importation et des droits accessoires seront réduites dans la même proportion. Il y a des diminutions particulièrement remarquables, comme celles du sucre, atteignant 13.274.000, et des bois, atteignant 3.188.000 francs.

Cette diminution de 230 millions représente 5,20 % du total des droits de douanes perçus en 1929 et 1930, et 3,25 % de l'ensemble des droits et taxes de toutes sortes perçus par la Douane. Ces chiffres sont loin d'être négligeables. D'autre part, il y a eu de nouveaux produits contingentés depuis le mois de mai, ce qui diminue encore les recettes. Enfin, il est probable que si l'on avait pris pour base les résultats de 1931, on aboutirait à une perte de recettes qui serait à peu près deux fois plus élevée.

Le contingentement présente donc là un inconvénient sérieux, s'ajoutant à ceux auxquels nous avons fait allusion, et sur lesquels nous reviendrons.

Section II. — Répercussions du contingentement au point de vue international.

Il serait injuste, comme on l'a fait quelquefois à l'étranger, d'attribuer à la France la responsabilité du

développement du protectionnisme, mouvement universel qui n'est que la traduction des réactions des différents Etats contre la crise mondiale; nous avons déjà suffisamment insisté, dans notre chapitre liminaire, sur ce fait que la France n'a été qu'entraînée dans le tourbillon protectionniste déclenché par d'autres pays.

L'intensité du mouvement est assez bien reflétée par le tableau que nous avons reproduit à l'Appendice ¹ qui donne une énumération sommaire des principales mesures adoptées et en fait ressortir l'universalité et la complexité. Ces mesures tendent toutes à la restriction des importations, que ce soit directement comme les contingentements, les prohibitions, la création de monopoles d'Etat, la mise en vigueur de nouveaux droits d'entrée, le relèvement des droits existants, les surtaxes douanières frappant les produits des pays à change déprécié ou indirectement comme l'abandon de l'étalon-or et le contrôle des opérations de change.

Et ce tableau ne fait pas mention d'un autre moyen très fréquemment employé qui consiste à interdire ou à limiter des importations jugées indésirables, par le moyen de prohibitions ou réglementations édictées souverainement sous le prétexte de la défense sanitaire.

Il est à peine besoin de rappeler à ce sujet les mesures prises par exemple par la Hollande, l'Allema-

(1) Voir appendice page 157 et suivantes.

gne et la Belgique à l'égard des pommes de terre, et de divers légumes fruits ou plants récoltés en France à moins d'une certaine distance d'un foyer doriphorique, et par nous-mêmes, à propos du « pou de San-José ».

Mais parmi toutes ces mesures, il en est un certain nombre que les pays ont prises en guise de représailles aux contingentements Français.

Notre système de contingents a été, en effet, d'une grande impopularité à l'étranger. Partout il a soulevé de violentes protestations et d'âpres critiques. Voici ce que dit le « *Giornale d'Italia* » à propos de dommages causés aux exportations italiennes par les développements de notre politique de contingentements, concernant notamment les fruits et les légumes : « Il convient de réagir. L'économie Italienne a le droit, surtout en ces temps durs de crise mondiale, de se défendre avec tous les moyens. Les méthodes compressives de la politique française doivent avoir une réponse adéquate de la part de l'Italie. La France tend à être un des pays les plus protectionnistes du monde et, comme tel, un des plus isolés dans les trafics mondiaux » ¹. Il est permis de trouver ces affirmations quelque peu exagérées : quant à la « réponse adéquate », l'Italie ne s'est pas gênée pour la faire dès le mois de décembre 1931, comme nous le verrons.

Mêmes protestations dans les journaux Espagnols

(1) *Giornale d'Italia*, 10 juillet 1932 .

« El Sol » « El Debate » « A. B. C. » d'opinions politiques pourtant divergentes. Le journal El Sol n'hésite pas à conclure, à propos de notre décret du 8 juillet : « Nous comptons que le Gouvernement espagnol, se rendant compte de la menace que représentent les mesures dont il s'agit pour la balance des paiements et pour les intérêts des régions productrices, agira en conséquence en se plaçant sur un plan d'égalité en ce qui concerne les procédés employés et en adaptant son attitude à cette politique française de limitation des importations ».

Mais la presse Espagnole ne fait pas d'allusion aux différentes mesures prises par son gouvernement pour arrêter l'importation des marchandises françaises, à l'incidence des droits de douane sur ces marchandises, droits qui sont devenus prohibitifs du fait de leur paiement en or et de la baisse de la devise espagnole.

Les doléances allemandes ne sont pas moins vives, mais bien intéressantes :

« Mais les allemands se sont trompés, écrit le « Berliner Tageblatt » ¹ en croyant qu'ils pourraient confier à leur organismes économiques la répartition de ces contingents entre les maisons intéressées. En réalité les Français cherchent à profiter de la concurrence que se font entre elles les différentes maisons allemandes et traitent parfois sur la totalité du

(1) *Berliner Tageblatt*, 17 mars 1932.

contingent avec une seule maison, si cette dernière leur fait des prix très avantageux.

« La Suisse a été plus habile. Elle a décrété qu'à partir du 1^{er} mars l'importation de certains articles serait contingentée et ne pourrait plus se faire que sur une autorisation spéciale...

Pour supprimer les difficultés, il faudrait une collaboration plus étroite des différents organismes chargés de délivrer les licences. Toutefois ce moyen ne suffirait pas pour lutter contre le « commerce des contingents » qui s'étend de jour en jour ».

Le bulletin de Presse de Berlin, daté du 2 mars 1932, nous cite les phrases suivantes de la « Deutsche Allgemeine Zeitung », à propos des contingentements amiables.

« Le fait que les pourparlers ont lieu d'industrie à industrie n'est pas un avantage pour les Allemands. Lorsque les négociations sont menées de gouvernement à gouvernement, l'Allemagne peut exercer une pression sur son partenaire grâce à des mesures de représailles. Ici les industriels allemands ne peuvent rien opposer aux exigences des Français. Au contraire, les Français ont à leur disposition une arme très efficace. Chaque fois que les Allemands se montrent récalcitrants ils se voient opposer la menace d'un contingentement unilatéral de la part du gouvernement français. On sait en effet que dans certains cas particuliers, le gouvernement français a fait usage de la clause dite « de catastrophe » de l'ac-

cord commercial franco-allemand pour établir un contingentement d'importation... » ¹.

Et voici ce que dit la Suisse : « Le système se condamne lui-même lorsqu'il aboutit à des arrangements franco-allemands conclus sur le dos d'autres pays et en particulier sur le dos de la Suisse » (Revue économique Franco-Suisse).

Il ne se passe pas de jour où notre politique du contingentement ne soit fortement critiquée en Belgique ². Quant à nos amis anglais, d'après M. René La Bruyère ³, ils ne comprennent pas que : (par le contingentement) « nous leur enlevions aussi brutalement, la seule monnaie d'échange dont ils puissent disposer dans la balance des comptes avec nous : le charbon », et que « la France traite de la même manière la Grande-Bretagne qui, jusqu'à présent, lui achetait le maximum, sans ce soucier de ce qu'elle pourrait lui vendre ⁴, et les pays qui, comme l'Allemagne et les Etats-Unis, lui vendent le maximum pour lui acheter le minimum ».

Enfin les Etats-Unis se sont montrés particulièrement violents.

(1) Voir un certain nombre de critiques adressées par les Allemands au contingentement français dans « *L'Usine* » du 8 juillet 1932, ainsi que la réponse à ces critiques.

(2) Voir la synthèse de ces critiques dans le remarquable article, déjà cité, de M. DE LEENER : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, du 10 février 1932.

(3) *Le Capital*, 9 juin 1932.

(4) Cela n'empêche que la taxation anglaise sur l'ensemble des articles français a représenté en 1930 le double de la taxation française sur l'ensemble des produits britanniques. (Journée Industrielle, 27 juillet 1932, « En marge d'Ottawa »).

La lecture des attendus de la résolution de la Chambre de Commerce Américaine en France du 30 mars 1932 est suggestive :

« Attendu que le gouvernement de la République Française a mis l'embargo sur les importations, sous forme de contingentement général qui restreint et dans maintes circonstances empêche l'importation des produits des Etats-Unis.

« Attendu que la nature des contingentements et leur application rétroactive et sans avis préalable ni indication de la date où pourra être rétablie la liberté commerciale annihile le commerce en France des importateurs de produits américains en détruisant la confiance en eux, en éloignant leur clientèle, en tarissant leurs sources d'approvisionnement et en rendant précaire leur sécurité commerciale.

« Attendu qu'en faisant découler leur sanction légale, principalement de l'article 17 du tarif français des douanes, les mesures de contingentement arguent d'une prétendue partialité des Etats-Unis à l'égard du commerce français, partialité qui en fait, n'existe pas;

« Attendu que pour autant que cela peut être constaté, les contingentements ont été inspirés et fréquemment dictés par des fabricants français en concurrence directe avec les intérêts américains;

« Attendu que la proportion, l'étendue et le caractère des contingentements ont été fréquemment déterminés, d'accord avec les principaux concurrents

étrangers des industriels des Etats-Unis, mais sans consultation de ceux-ci, ou égard à leurs intérêts;

« Attendu que les périodes de temps ostensiblement choisies dans la détermination de la base des contingentements et que leurs subdivisions relatives aux différents pays qu'il concernent ont souvent été en faveur du commerce de ces autres pays et au préjudice du commerce des Etats-Unis;

« Attendu que les contingentements assignés aux autres pays industriels ont été pratiquement en toutes circonstances en excès sur ceux assignés aux Etats-Unis;

« Attendu que l'exportation sans restriction en France des autres pays, de produits touchés par le contingentement, a été fréquemment autorisée sous forme de réparations en nature;

« Attendu que le contrôle des exportations en France de produits touchés par le contingentement a été fréquemment délégué à des organisations publiques et privées d'autres pays d'origine, les Etats-Unis exceptés;

« Attendu que la Chambre de Commerce américaine en France s'est efforcée loyalement et diligemment, mais sans succès, d'obtenir un soulagement pour les intérêts affectés par l'iniquité manifeste et la rigueur de la situation présente;

« Attendu que, par les pratiques dénoncées plus haut, le gouvernement de la République française a imposé des limitations aux produits des Etats-Unis

qu'il n'a pas également imposées aux autres pays et qu'il s'est montré partial à l'égard du commerce des Etats-Unis de telle manière qu'il l'a mis dans une situation désavantageuse par rapport aux autres pays ».

C'est un véritable réquisitoire ! Et, par ailleurs, M. Charles G. Loeb, président de cette Chambre, justifie ces protestations en affirmant que « la balance France-Etats-Unis est en réalité favorable à la France, par suite des exportations invisibles effectuées par les touristes américains » ¹. Il semble qu'il exagère quelque peu, et que dans tout cela les Américains oublient que « la première attaque vient du congrès de Washington et du tarif Hawley-Smoot... Dans la séance du 8 février au Sénat de Washington le sénateur Barkley et le sénateur Cardell-Hull ont critiqué le tarif que le dernier nommé n'a pas hésité à qualifier de monstrueux... D'autre part, où a-t-on vu que le gouvernement américain ait consulté les hommes d'affaires français ou Européens avant d'adopter les mesures prohibitives ? ² »

On pourrait — et ce serait facile, mais cela nous entraînerait par trop hors du cadre de cette étude — reprendre point par point les accusations formulées contre nous par les pays étrangers, et leur prouver que nous n'avons pas été les plus ardents dans cette course au protectionnisme, dont ils nous ont montré le chemin.

(1) *Foreign Trade*, may 1932.

(2) Georges LECHARTIER, Membre de l'Academy of Political Science of New-York. *Le Capital*, 4 mai 1932.

Chose frappante ! A propos même de nos contingentements, ces pays se font de mutuels reproches. Dans les citations d'articles de presse que nous venons de faire, on voit par exemple l'Allemagne déclarer « La Suisse a été plus habile » ¹ et celle-ci répondre : « Les arrangements franco-allemands ont été conclus sur le dos de la Suisse ». L'Angleterre estime que nous devrions la traiter mieux que les Etats-Unis « qui ne se préoccupent que de nous vendre sans nous acheter ». Les industriels des Etats-Unis voudraient se voir consultés en même temps que les industriels allemands, pour le contingentement amiable. Et l'Italie se plaint que la réduction des importations en France de fruits d'Espagne ne représente que 32 % par rapport à 1930-1931, alors que celle qui l'atteint représente 60 % ! Des mesures douanières sont prises quelque part : représailles presque immédiates autre part : ainsi le gouvernement britannique frappe d'un droit temporaire de 32 % ad valorem les fers et les aciers, ce qui porte un coup sérieux au commerce belge d'exportation; réplique : le gouvernement belge majore de 50 % les droits d'entrée frappant la laine tissée ou non.

M. Joseph Barthélémy ² a bien raison de dire « on se lance ainsi dans un cercle infernal, dont il faudra bien qu'on sorte si on ne veut pas mourir ».

Ces querelles douanières sont désastreuses pour la production mondiale qui serait actuellement inférieure de 10 % à celle de 1913 et pour le commerce

(1) Voir page 91.

(2) *Le Capital*, 9 mai 1932.

international total qui présenterait une diminution d'environ 50 % par rapport à 1929.

Malheureusement, dans ces sortes de querelles, personne n'a jamais commencé, et chacun hésite à prononcer le dernier mot.

Quoiqu'il en soit, notre politique du contingentement nous a attiré par mal d'inimitiés. Il est toutefois assez difficile et assez délicat de savoir dans quelle proportion exacte les mesures prises par l'étranger sont des représailles à notre égard. C'est que la crise ne sévit pas que chez nous, et tous les pays l'invoquent à l'occasion de chaque renforcement de protection qu'ils opèrent.

La discrimination entre les mesures prises directement contre nous et celles correspondant à des nécessités plus ou moins sérieuses ne s'établit pas toujours clairement.

Sans doute l'Angleterre a eu le désir de protéger sa production agricole et horticole et de lui redonner un certain essor, mais les tarifs dont elle s'est armée — elle, le bastion du libre échange traditionnaliste — n'ont-ils pas été dirigés pour une bonne part contre la France, en réponse à notre contingentement du charbon et à la surtaxe compensatrice de change ?

Nous appliquons au Danemark, que notre contingentement du beurre, du lait, etc... a déjà fortement mécontenté, une surtaxe compensatrice de change, le 12 novembre 1931. Quinze jours après, le Danemark contingente les vins, les eaux-de-vie, les liqueurs et spiritueux français.

Les Pays-Bas, en réponse aux décrets concernant les bovins, les produits de la ferme, se mettent à contingenter nos produits fabriqués dès le mois de décembre 1931. La Suisse prend des mesures de contingentement et de relèvement de la taxe à l'importation symétriques aux nôtres. La Belgique, quand nous contingentons ses œufs, prohibe les importations de pommes de terre françaises sous le prétexte sanitaire du doryphora, et contingente elle aussi : pour citer un exemple précis, elle réplique à notre décret du 8 juillet 1932 sur les fruits frais par un décret identique, le 21 juillet. L'Espagne multiplie à sa frontière les formalités administratives. Les Etats-Unis, sans toutefois passer de la menace à l'exécution, brandissent un certain article 338 du Tariff Act de 1930, qui permet au Président d'augmenter de 50 % les droits de douanes dans certains cas déterminés. L'Allemagne prend des mesures contre les fruits et légumes français et s'engage de plus en plus dans une politique redoutablement « autarchique ».

Enfin l'Italie se fait remarquer par la rapidité et la sévérité de ses réponses du tac au tac : nous contingentons les produits Italiens; peu de temps après le 16 décembre 1931, elle contingente la parfumerie française; plus tard, ce sera les conserves, les tissus de laine français, les savons communs français, etc... Comme la Belgique, elle prend en représailles à notre décret du 8 juillet 1932, un décret du 20 juillet qui contingente un nombre considérable de marchandises françaises depuis les dentelles de lin jus-

qu'aux peaux tannées, en passant par les pianos et la colle forte.

On n'en finirait plus d'énumérer toutes ces mesures.

Voici d'ailleurs la liste des pays ayant adopté des systèmes de licences d'importation ou de contingentement :

Brésil	Octobre	1931
Lithuanie	—	—
Danemark	Novembre	1931
Turquie	—	—
Espagne	Décembre	1931
Esthonie	—	—
Italie	—	—
Japon	—	—
Lettonie	—	—
Pays-Bas	—	—
Hongrie	Janvier	1932
Tchécoslovaquie	—	—
Perse	Février	1932
Pologne	—	—
Portugal	—	—
Suisse	—	—
Belgique	Mars	1932
Norvège	—	—
Roumanie	—	—
Autriche	Avril	1932
Australie	Mai	1932
Grèce	—	—

Presque tous ces systèmes sont analogues au système français. Ils présentent cependant quelquefois avec le nôtre une différence notable : c'est qu'ils ne

font pas en général de répartition entre les pays, répartition qui, dans une certaine mesure, respecte et maintient les anciens courants d'échanges.

En Suisse, la plupart des licences sont délivrées par le Département fédéral de l'Economie Publique (Service des Importations). C'est cet organisme qui fixe les quantités par pays. Sont considérés comme importateurs les commerçants qui ont importé les marchandises visées pendant l'année 1931. Ces commerçants doivent joindre à leur demande des pièces justificatives, en particulier le relevé de leurs importations pendant le 1^{er} et le deuxième trimestre 1931.

Aux Pays-Bas, ce sont les Chambres de Commerce et de Fabriques qui délivrent les licences : l'indication des contingents est fournie aux importateurs par le « Bureau des Importations en temps de crise ».

L'établissement des licences a lieu en accord avec la déclaration de la valeur pour la perception du droit de statistique. La valeur doit être indiquée en accord avec celle pour laquelle les marchandises ont été déclarées en douane dans les années de base.

En Italie, les produits contingentés ne peuvent être importés qu'accompagnés d'un permis d'importation que l'importateur doit obtenir au préalable du Ministère des Finances (Bureau des Prohibitions). Les demandes sont transmises à ce Ministère par l'intermédiaire des Conseils Provinciaux de l'Economie Corporative. Ces demandes contiennent des indications semblables à celles des demandes françaises que nous

avons décrites¹ : le moyen de transport doit y être précisé, même par colis postaux et par avion.

En Grèce, ce sont les ministres des Finances et de l'Economie Nationale qui établissent la quantité des marchandises à importer de l'étranger. Les contingents sont répartis entre les Chambres de Commerce helléniques qui les répartissent elles-mêmes entre les importateurs de leur région².

Ces quelques exemples montrent que notre politique du contingentement a fait des adeptes. Mais nous n'avons pas à nous réjouir d'avoir été si bien imités, car notre commerce d'exportation s'en est fâcheusement ressenti. Les chiffres que nous avons cités au paragraphe 1^{er} de ce chapitre et ceux que nous reproduisons ci-dessous sont là pour en témoigner :

Exportations vers :	1932	1931
Allemagne	1.099.183	1.978.089
Argentine	207.535	403.728
Belgique-Luxembourg ...	1.457.351	2.465.675
Brésil	75.011	106.386
Canada	118.923	212.422
Chine	72.099	110.581
Danemark	88.642	234.339
Egypte	95.323	224.642
Espagne	263.547	491.113
Etats-Unis	597.333	1.038.360
Grande-Bretagne	1.351.825	3.418.755

(1) Voir appendice, page 191.

(2) Ces renseignements sont extraits des dossiers de l'*Office National du Commerce extérieur* (Service des Douanes).

Grèce	59.014	134.694
Italie	416.544	635.150
Japon	86.877	86.326
Norvège	56.795	93.750
Pays-Bas	414.415	664.942
Pologne	244.774	212.305
Portugal	64.479	93.947
Roumanie	93.777	72.355
Suède	85.540	186.260
Suisse	1.038.274	1.625.705
Tchécoslovaquie	96.924	145.010
Turquie	59.480	114.077
Autres pays	834.966	1.224.890

(Chiffres en milliers de francs.
Huit premiers mois).

Les restrictions mises aux importations par les Etats étrangers, dont beaucoup en manière de représailles, nous ont atteint vivement et font souffrir quelques-unes de nos industries exportatrices parmi les plus importantes, comme celle des soieries par exemple. Elles présentent en outre le grand danger que les consommateurs étrangers peuvent se déshabituer pour l'avenir des produits français.

Il faut d'ailleurs remarquer que ces mesures n'ont pas eu dans les pays où elles ont été prises, des résultats beaucoup plus heureux que dans le nôtre ¹. Les contingentements entre autres, ont soulevé ailleurs les

(1) Nous ne pouvons donner ici toutes les statistiques à ce sujet; qu'il nous suffise de dire que le Ministère du travail Britannique accuse en août 2.859.828 chômeurs, soit 48.000 unités de plus que le mois précédent et 126.000 de plus qu'en août 1930. Voir le bulletin trimestriel de la statistique générale de France, et le Bulletin de Statistique du service des Etudes économiques de la S. D. N.

mêmes critiques et la même réprobation qu'ici; voici par exemple ce que dit un journal hollandais « Jadis la Hollande importait pour 30 millions de florins de toilettes féminines : on a réduit obligatoirement à 15 : ne sait-on pas que la Hollande est incapable de produire par elle-même les articles de mode de Paris ou de Berlin ?

Il en résultera que les Hollandaises passeront la frontière pour aller s'acheter des robes et qu'il y aura autant de chômeurs qu'avant ou plus... »

Le « Nebelspalter » journal suisse, a publié l'hiver dernier un dessin significatif où l'on voyait des personnages représentant l'Angleterre, la France, les Etats-Unis, etc... une truelle à la main et s'enfermant les uns à côté des autres dans de hautes murailles. Ce dessin était intitulé « La tour de Babel ou la légende des murailles douanières », et accompagné de ces paroles bibliques « et l'Eternel confondit leur raison de telle sorte qu'ils construisirent sans fin, et finalement tous firent faillite, chacun à sa manière ».

Que tous les pays, et, parmi eux, le nôtre, méditent ces derniers mots.

Toujours est-il, et ce sera la conclusion de ce paragraphe, que la politique française du contingentement n'a pas eu d'heureuses répercussions au point de vue international, bien au contraire: Notre industrie et notre commerce d'exportation ont supporté les conséquences des mesures de rétorsion. Et ce qui est fâcheux pour l'avenir, ce sont les inimitiés qu'elle risque de nous avoir attirées.

CHAPITRE III

Nous avons vu à la suite de quels événements et dans quelles circonstances le contingentement a été mis en vigueur en France; nous avons exposé son fonctionnement : nous avons essayé de déterminer ses résultats; il nous faut maintenant en faire l'étude critique.

1°. — Critique juridique.

Dans le rapport au Président de la République, que nous avons reproduit, se trouve la phrase suivante :

« Nos lois douanières permettent de disposer de moyens efficaces pour limiter à un quantum raisonnable les importations de produits étrangers lorsque les intérêts vitaux du pays sont en cause. L'article 17 des lois de douanes codifiées donne à cet égard, les pouvoirs nécessaires au gouvernement ». Les décrets de contingentement commencent tous par ces mots « Vu l'article 17 ».

Voici ce que dit cet article 17 :

« Le gouvernement peut, par décrets rendus en conseil des ministres 1°) appliquer des surtaxes, pouvant atteindre jusqu'au double des droits inscrits au tarif général ou

« égales à la valeur de la marchandise, à tout ou partie
« des marchandises originaires de pays qui appliquent à
« des marchandises françaises des surtaxes ou des droits
« particulièrement élevés.

« 2°) Appliquer des surtaxes équivalentes à tout ou partie des marchandises originaires de pays qui traitent les produits français moins favorablement que les produits d'autres états; dans les 2 cas précédents, frapper d'un droit ad valorem jusqu'à concurrence de 50 % tout ou partie des articles exemptés d'après le tarif.

« 3°) Sauf stipulations conventionnelles contraires assujettir par réciprocité telles ou telles marchandises étrangères à des droits, taxes, ou formalités de toute nature identiques ou analogues, selon le cas à ceux qui, dans les pays d'origine, sont applicables aux marchandises françaises.

« 4°) Etablir sur les marchandises, taxées ou non, qui bénéficient dans leur pays d'origine et de provenance d'une prime directe ou indirecte à l'exportation, un droit compensateur égal au montant de ladite prime.

« 5°) Prendre d'urgence dans les cas où les mesures arrêtées par les pays étrangers sont de nature à entraver le commerce français, toutes dispositions appropriées aux circonstances. »

Les pouvoirs donnés au gouvernement par les quatre premiers alinéas sont expressément limités. Le cinquième alinéa a une portée plus étendue, et c'est sur lui qu'on a établi le système des contingents auquel il fallait donner une base légale appuyée par un texte. En effet, autrefois existait la loi du 17 décembre 1814 qui avait délégué au gouvernement le pouvoir d'agir par des prohibitions d'importations, en cas de circonstances économiques exceptionnelles comme celles que nous traversons en ce moment, mais cette loi a été justement abrogée par la loi du 29 mars 1910, dont l'article 3 est devenu

l'article 17 des lois codifiées, que nous étudions actuellement; et, d'autre part, la loi de 1916 sur les prohibitions n'a plus d'effet depuis le 1^{er} janvier 1923.

Si, comme le fait fort bien remarquer M. ALLIX¹, on n'isole pas cet alinéa du contexte, si on le rapproche des alinéas précédents et si l'on parcourt les débats préparatoires à l'adoption de la loi du 29 mars 1910, on est bien obligé de conclure que le contingentement manque de base légale.

Cet alinéa 5 n'est qu'un raccourci des autres alinéas de l'article et n'a pour but que de permettre au gouvernement de prendre d'urgence les mesures nécessaires, dont ces alinéas viennent d'énumérer un certain nombre².

Mais si on l'isole, il semble en effet qu'il permette de contingerter. Et même ainsi, sa portée paraît avoir été étendue à l'extrême. M. Fighiera a déclaré lui-même, au cours d'une allocution prononcée au Banquet de la Fédération Métallurgique Française : « Je peux vous dire entre nous que nous avons peut-être un peu tiré sur la loi : nous lui avons donné une interprétation peut-être un peu plus large que celle qui aurait été véritablement orthodoxe ».

Car si l'on analyse bien cet alinéa pris à part, il n'est au fond qu'une clause de représailles. Pour qu'il

(1) *Sans-fil*, 16 septembre 1931.

(2) Toutes proportions gardées, il n'a, dans son domaine, pas plus de portée réelle que le dernier membre de phrase d'un article fameux du Code Civil, l'article 1384... « ou des choses que l'on a sous sa garde... » membre de phrase qui annonce et résume les deux articles suivants, et sur lequel cependant la jurisprudence a édifié toute une théorie de la responsabilité.

joue, il faut que des mesures aient été prises par des pays étrangers, de nature à entraver le commerce français.

Or, des contingentements ont été établis, « que justifiaient seules des considérations d'ordre intérieur, qui ne répondaient pas toujours à une manœuvre étrangère contre l'exportation nationale, et qui d'ailleurs s'appliquaient indistinctement aux marchandises de toutes provenances quel que fût le pays auquel on les destinait spécialement »¹. Il est certain que les premiers décrets de contingentement auraient été assez difficiles à justifier légalement, car ils avaient fait de la clause de représailles une clause de sauvegarde. Mais ainsi que le remarque justement M. ROGER PICARD, « la politique commerciale que pratiquent actuellement tous les pays est si farouche qu'il ne serait sans doute pas difficile à la France de les justifier légalement »². Les premiers décrets ont provoqué plus ou moins une cascade de mesures qui suffit à faire rentrer dans le cadre de l'alinéa 5 les décrets plus récents.

Au surplus, si les décrets manquent de base légale, qu'en résulterait-il ? Les commerçants dont les intérêts souffrent des décrets de contingentement pourraient peut-être les attaquer devant le Conseil d'Etat au moyen du recours pour excès de pouvoir fondé sur la quatrième ouverture, c'est-à-dire l'application erronée de la loi. Mais pour établir que

(1) JEAN PROIX : *Europe Nouvelle*, (29 février 1932). Rapport général du Congrès des Produits contingentés (juin 1932).

(2) *Le Capital*, Supplément économique 5 mars 1932.

l'application de l'article 17 est erronée, il faudrait que le Conseil d'Etat apprécie si les faits provenant des étrangers, qui ont motivé l'émission des premiers décrets, ont eu ou n'ont pas eu le caractère de mesures propres à entraver le commerce français. Il est certain que le Conseil d'Etat se serait refusé à pareille appréciation et se serait déclaré incompétent.

Il est également à peu près certain que le Conseil d'Etat aurait rejeté un pourvoi fondé non plus sur la fausse application de l'article 17 des lois de douanes, mais sur la violation de la vieille loi des 2 et 17 mars 1791 établissant la liberté du commerce¹. Il est tout de même difficile de voir dans le contingentement une violation de ce principe de liberté.

Enfin nous savons que le Conseil d'Etat a fait passer souvent dans sa jurisprudence, et justement en cas de circonstances exceptionnelles, l'intérêt collectif, l'intérêt national avant les intérêts privés. Or ce sont justement ces circonstances exceptionnelles et cet intérêt national qui sont invoqués dans le rapport au Président de la République précédant le décret du 28 août 1931.

Tous les pouvoirs formés contre le contingentement auraient sans doute été voués à l'échec.

D'ailleurs, au cas où il existerait des vices d'illégalité dans ces décrets, ces vices seraient couverts par la ratification des textes par les Chambres, ratifica-

(1) Les seules restrictions apportées à cette liberté l'ont été par les lois suivantes : 19 Brumaire, an VII (matières d'or et d'argent), 25 juin 1841 (Ventes aux enchères, au rabais), 30 décembre 1906 (liquidations, ventes forcées ou déballages).

tion dont l'article 18 des lois codifiées fait une obligation au Gouvernement.

Il y a toutefois, dans le contingentement comme aussi dans la procédure du *cadenas*, quelque chose de très critiquable : c'est qu'il s'agit là de mesures immédiatement exécutoires sans attendre un vote du Parlement. Voici ce que dit, à cet égard, M. TRUCHY dans un très bel article du *Capital* (5 avril 1932) : « En fait, le dessaisissement du Parlement est complet... Les droits de douane sont des impôts : établir l'impôt c'est l'affaire du Parlement; par la procédure du *cadenas*, le gouvernement élève, sans un vote du Parlement, les droits de douane sur les produits les plus nécessaires à la vie... Le régime des contingents... est en somme un succédané de la prohibition... Prohiber l'entrée d'un produit étranger, c'est une mesure d'exception que seul le Parlement doit prendre »...

Et ce manque de contrôle parlementaire est très sensible vis-à-vis du contingentement qui dépend dans une large mesure d'arrêtés ministériels et d'avis aux importateurs, — pour les modalités, la fixation des quantités, la répartition de ces quantités, etc... — échappant tout à fait à ce contrôle.

Il y a tout de même une certaine garantie dans la discussion publique et libre, où tous les intérêts, y compris celui du consommateur, peuvent se faire entendre.

Un autre aspect de la question doit être envisagé : c'est l'aspect international. La politique du contin-

gementement n'est-elle pas contraire aux engagements pris par la France envers les pays étrangers ?

Il semble bien que non. C'est qu'en effet, « en raison même des obligations internationales, il existe toujours une clause réservant la souveraineté des Etats pour faire face à des situations particulièrement graves »¹, dans tous les accords ou conventions internationales.

On trouve cette clause même dans la Convention internationale de Genève du 8 novembre 1927, non encore en vigueur, en vertu de laquelle les Etats s'engagent à renoncer aux prohibitions et restrictions aux importations et exportations, et qui régit les conditions que ces prohibitions doivent remplir pour être tolérées :

« Article 5. — Rien dans la présente convention ne portera atteinte au droit de toute Haute Partie Contractante de prendre des mesures de prohibition ou de restriction à l'importation pour sauvegarder dans des circonstances extraordinaires et anormales les intérêts vitaux du pays ».

Le contingentement et l'attribution de licences exceptionnelles d'importations sont admis comme mesures légitimes de défense (Section 7 du projet de convention douanière)² par la Société des Nations, qui précise même qu'elle désire voir l'établissement des licences effectué « d'une façon équitable ».

(1) JEAN WEILLER : *Revue des Etudes Coopératives*, octobre-novembre 1932. C'est la clause dite « de catastrophe »

(2) Ce projet n'attend que l'approbation de certains pays étrangers pour être adopté.

La Société des Nations, peut-on en conclure, reconnaît la légitimité du procédé.

Les accords commerciaux passés par la France avec des pays étrangers contiennent aussi une formule analogue à celle de l'article 5 que nous venons de reproduire.

Il en est ainsi dans le protocole de signature (ad. art. 18) de l'accord franco-allemand de 1927, modèle de la plupart de nos accords. Il y a même une petite précision supplémentaire; au lieu d'« intérêts vitaux » tout court, il est dit « intérêts vitaux d'ordre économique et financier ».

Mais le contingentement est-il ou non compatible avec la clause de la nation la plus favorisée, que renferment justement ces accords ?

Ce point a déjà fait l'objet de discussions, en particulier à la Chambre de Commerce Internationale. Les opinions sont assez divergentes mais celle qui est le plus communément admise est que le contingentement permet de tourner facilement la clause, sinon de la violer.

Pour concilier ce procédé avec les obligations liées à la clause, M. DE LEENER¹ propose et examine diverses solutions : la première, consistant à accorder des contingents égaux à tous les pays bénéficiaires de la clause, ne peut évidemment être retenue, étant donnée la grande différence de potentiel d'exportation qui existe entre les pays. La deuxième formule serait qu'un pays, bénéficiant de la clause, aurait le

(1) DE LEENER : Article cité.

droit d'exiger qu'un Etat ayant accordé un contingent douanier à un pays quelconque lui réserve un contingent, proportionnel à son exportation, des marchandises envisagées vers le pays pratiquant le contingentement. Mais elle prêterait à des contestations nombreuses sur l'évaluation des contingents proportionnels. Enfin, une troisième formule résiderait dans un contingentement total fixé à l'avance, mais avec des quote-parts, déterminées aussi à l'avance, pour chaque pays, sur la base des importations de sa propre convenance. C'est cette formule que la France a le plus généralement employée. Elle présente le défaut d'entraîner des contestations faciles sur le choix de la base. Il semble bien toutefois que cette formule respecte dans la plus large mesure les anciens courants d'échanges, et qu'ainsi elle ne va pas directement contre la clause.

Il n'en est pas de même pour le contingentement global sans répartition qui a été adopté par de nombreux pays. Ceux-ci « ont invoqué le principe que toute prohibition, même si elle s'accompagne de dérogations, échappe au jeu de la clause de la nation la plus favorisée » ¹.

Pour finir nous citerons ces paroles de M. DI NOLA « si les contingents sont établis de façon à ne pas modifier la situation dans laquelle un état se trouve par rapport aux autres en ce qui concerne la concurrence commerciale sur un marché déterminé, ces con-

(1) Voir le remarquable article de M. JEAN WEILLER dans la *Revue des Etudes Coopératives*, N° 44, octobre-décembre 1931.

tingents doivent être admis comme conformes à la clause ». C'est ce que la France s'est efforcée de faire, autant que possible.

Les objections, élevées contre la politique française du contingentement, sur le plan national comme sur le plan international, sont donc dans l'ensemble assez discutables, sauf celle résultant du manque de contrôle parlementaire.

**2°. — Arguments invoqués en faveur
du contingentement. — Avantages du système. —
Critique.**

Le contingentement a eu, surtout à ses débuts, ses laudateurs. Beaucoup de bonnes raisons ont été invoquées en sa faveur. Le premier argument mis en avant par ce rapport au Président de la République du 27 août 1931, dont nous avons déjà souvent parlé, a été, comme nous le savons, le déficit de notre balance commerciale.

M. Albert AFTALION dans une savante étude publiée par le « Capital » fait remarquer que ce déficit va entraîner infailliblement le déficit de la balance des comptes et finir par mettre en péril notre monnaie. Utilisant des données fournies par M. MEYNIAL, M. AFTALION estime que l'aggravation du déficit de la balance commerciale en 1931 (2 Milliards), le Moratoire Hoover (1 milliard 1/2), la réduction des dépenses des touristes étrangers en France, ainsi

que la diminution du revenu de nos placements extérieurs suffiraient à faire s'évanouir le solde bénéficiaire de notre balance des comptes qui était de 8 Milliards environ en 1930. Cela légitimerait nos mesures de protection.

Il est certain que le déficit persistant de notre balance commerciale est un phénomène inquiétant pour beaucoup de raisons, dont la moindre n'est pas celle qu'indique à juste titre M. Aftalion.

Mais il ne faudrait tout de même pas s'hypnotiser sur ce déficit — lequel, comme nous l'avons d'ailleurs indiqué précédemment, a légèrement diminué par suite de la forte restriction des importations, dûe en partie au contingentement. — Plus inquiétant est le phénomène de décroissance continuelle à la fois de nos exportations et de nos importations. Si la balance doit être égale, il vaut mieux que ce ne soit pas par l'arrêt complet de nos exportations et importations. Et nous avons vu¹ que le meilleur moyen de la redresser n'est pas tant de limiter les entrées que de développer les sorties. Le contingentement n'apparaît pas très approprié à cette dernière fin.

Le second argument est l'accroissement des importations étrangères, qui pour certains produits prenait même l'aspect d'une véritable avalanche. Citons parmi ces produits les animaux et viandes de boucherie, les produits laitiers, les conserves alimentaires, les poissons, l'article sulfurique, les tôles laminées à

(1) Chapitre II, Paragraphe I.

chaud, les jeux et jouets, les sièges et meubles, la verrerie, les articles d'habillement, etc... Nous avons déjà donné quelques chiffres (Pages 25 et 29). En voici d'autres :

Pour les animaux, les importations de chevaux de boucherie passent en nombre de 3.094 en 1928, à 17.609 en 1930, et à 44.231 rien que pour les neuf premiers mois de 1931; celles des bœufs de 150 à 24.822 puis 66.902, et celles des porcs de 99.972 à 297.773 et 427.356 pour les mêmes époques.

Pour les poissons de mer frais, on trouve :

Importations 1929	255.000 quintaux	
— 1930	304.000	—
— 1931	344.000	—

Enfin les importations de tôles laminées présentent une augmentation allant de 4.500 Tonnes en 1928 à 33.000 Tonnes en 1931.

Il y avait, en juin 1931, une menace pour le marché français d'être envahi. C'est que ce marché était encore excellent pour plusieurs raisons : la crise nous a en effet laissés indemnes beaucoup plus longtemps que les autres pays, car nous n'avons pas péché, par excès de production et de rationalisation. Aussi les prix restaient élevés chez nous. Le Français, grâce à son esprit d'épargne conservait un pouvoir d'achat normal. Enfin, et surtout, alors que les monnaies se détérioraient un peu partout, la nôtre restait saine. Il était intéressant pour les producteurs étrangers de vendre leurs marchandises chez nous et de se procurer

ainsi des devises appréciées ou de placer en toute sûreté une partie de leur avoir hors de leur pays.

Il n'y avait d'ailleurs pas que l'accroissement de volume de certaines importations pour inquiéter nos producteurs. Il y avait le niveau des prix de ces marchandises : par suite d'une rationalisation intense ¹, de salaires et d'un niveau de vie inférieurs, de charges fiscales moindres, de mesures de dumping (primes à l'exportation, réduction de prix du transport jusqu'à la frontière, etc...) ces prix, malgré la douane, étaient en-dessous des nôtres.

Enfin certains producteurs ont fait valoir que la clientèle française devait au moins leur être réservée car leurs exportations n'étaient plus rémunératrices étant données les difficultés rencontrées dans le paiement, et le contrôle des devises opéré par de nombreux pays.

Tout cela était aggravé par la restriction de la consommation française que la crise commençait à toucher.

Notre protection douanière était assez modérée. Nos tarifs étaient consolidés, comme nous l'avons déjà dit, dans la proportion de 72 %.

D'autre part, le relèvement des droits de douanes aurait de toutes façons présenté trop d'inconvénients :

(1) Il résulte de nombreuses observations que l'ouvrier français se prête moins bien que l'ouvrier des Etats-Unis ou l'ouvrier allemand au rôle très mécanique et passif qu'on lui attribue dans les grandes usines modernes. Mais il a une faculté d'adaptation et une ingéniosité beaucoup plus grandes.

en cas d'urgence, ils sont beaucoup trop longs à être votés; de même lorsqu'il s'agit de les supprimer, cette suppression n'est pas assez rapide, ils font hausser les prix, accroissent les charges de la production, le coût de la main-d'œuvre et le coût de la vie. Disons tout de suite que, quant à ces derniers inconvénients, le contingentement n'est pas très différent des droits de douanes. Nous avons déjà étudié la question. Son effet est cependant là plus fragmentaire et plus atténué.

Mais surtout, les droits de douanes, pour être vraiment efficaces, auraient dû atteindre un taux prohibitif, par suite de « l'extrême élasticité des prix de vente en période de liquidation des stocks » ¹.

Quant aux autres mesures de protection, elles s'étaient avérées à l'aveu même du Gouvernement (Rapport du 27 août) « d'une efficacité réduite ». C'est pourquoi il a fallu trouver autre chose : le contingentement.

On a encore invoqué, en faveur de l'adoption de ce système, l'argument budgétaire ². Nous savons ce qu'il faut en penser. Lorsqu'on propose de sacrifier de préférence le commerce et l'industrie d'exportation parce qu'ils ne représentent que 15 à 20 % du total du commerce et de la production française, on oublie que l'économie d'une nation est comme un

(1) J. WEILLER : Article cité.

(2) Cet argument est exposé en détail dans un article du « Nord Industriel » du 25 juillet 1931.

corps vivant : si l'on touche à l'un de ses organes, les autres en pâtissent.

Enfin, on a fait remarquer que la France était un des rares pays capable de vivre sur son propre fond, grâce aux productions très variées de son sol et à la richesse de ses colonies ¹.

C'est la vieille formule de Chaptal « De toutes les nations de l'Europe c'est encore la France qui, réduite à ses propres ressources, éprouverait le moins de privations ».

« Ressuscitons sans le dire, car le mot sonne mal, l'Ancien Pacte Colonial », a dit M. FIGHIERA dans l'allocution que nous avons déjà citée ².

Mais d'où tirerons-nous le pétrole le cuivre, la houille, le coton, le caoutchouc, dont nous importons chaque année des quantités considérables ? Nos ressources coloniales sont encore insuffisantes actuellement. Vouloir vivre en « économie fermée » ne serait sûrement pas pour nous une bonne affaire.

On voit déjà que les arguments, qu'ils soient tirés de l'examen des statistiques, ou de l'étude des circonstances du moment, ou qu'ils soient plus théoriques et généraux, n'ont pas manqué à ceux qui ont préconisé l'adoption du contingentement. Il y en a eu d'autres encore, et non des moins sérieux.

On l'a justifié par la défense de notre production,

(1) On a émis l'idée que la France pourrait imiter pour ses colonies l'exemple de la Conférence d'Ottorva en les conviant aussi à une conférence.

(2) Voir page 105.

et surtout par là, de notre main-d'œuvre. Il semble bien, comme nous l'avons dit, qu'il n'ait eu sur le chômage qu'un effet assez faible. Voici toutefois ce qu'écrit à ce sujet le Comité Central des Houillères de France. « Chaque point de gain (dans le pourcentage de la part de l'étranger dans l'approvisionnement national) transfère à son profit un minimum de 800.000 Tonnes : le travail plein de 3.700 mineurs français pendant un an ».

D'autre part, les plus récents renseignements statistiques montrent que le chômage aurait plutôt une légère tendance à diminuer (depuis le début de septembre 1932, environ 1500 chômeurs de moins chaque semaine). Peut-être le contingentement a-t-il ici une action heureuse, quoique peu accentuée.

On a même affirmé qu'un contingentement bien aménagé pouvait servir de stimulant à l'industrie française dans certains cas. Se sentant à l'abri, mais d'une façon toute momentanée, puisque le principe du contingentement est, d'après ses protagonistes mêmes, d'être temporaire, certaines fabrications seraient en train de réaliser de gros progrès, pour être à même de lutter efficacement lorsqu'on les priverait de cet abri. Il en serait ainsi, par exemple, pour la fabrication française des clés¹, et de quelques instruments de petit outillage. Mais pour que le contingentement serve ainsi d'aiguillon, il faut bien signi-

(1) D'après M. STREMLER, président de la Commission des Douanes de la Fédération Métallurgique Française.

fier aux producteurs qu'il est essentiellement provisoire.

Ce système présente encore, pour ses partisans, d'autres avantages. Le premier est la rapidité. En effet, point n'est besoin d'un vote préalable du Parlement : Il suffit d'un décret pour établir le contingentement dont les modalités sont fixées par un simple arrêté interministériel. A l'expiration de la période prévue, un autre arrêté fixe une nouvelle période et de nouveaux chiffres, le plus souvent différents des précédents.

Quoique ce manque de contrôle parlementaire soit, comme nous l'avons montré, critiquable, cet avantage de la rapidité fut jugé pratiquement considérable, d'autant plus qu'il jouerait aussi bien dans la suppression du contingentement que dans son établissement. Corrélatifs de la rapidité, sont la simplicité et la souplesse. Rien n'est en effet plus simple et d'une application plus facile que ce mécanisme de décrets, d'arrêtés et d'avis.

Il y a là évidemment quelque chose de net et de catégorique qui n'est pas déplaisant. Pour cela nous préférons, sans hésitation possible, le contingentement à toutes les mesures de réglementation plus ou moins sanitaire, qui, dans de nombreux cas, dissimulent un protectionnisme quelque peu hypocrite qui ne trompe personne.

La souplesse en est plus douteuse : théoriquement, il permettrait de « doser avec exactitude la protection

qu'exigent les intérêts nationaux » ¹ en limitant au strict nécessaire les entrées de tel ou tel produits; « mais il est permis de douter qu'une telle précision puisse jamais être obtenue, du moins en ce qui concerne l'Agriculture, tant est imparfaite l'organisation actuelle de la statistique agricole » ².

Net et catégorique, avons-nous dit du contingentement. Loyal il est encore, car il s'établit sur des données qui peuvent être publiquement vérifiées. Quand l'arrêté dit : le contingent est déterminé par la moyenne des cinq dernières années, rien n'est plus aisément contrôlable.

Du point de vue international, on a fait valoir que le contingentement n'était pas contraire à la clause de la nation la plus favorisée. Nous avons déjà étudié cette question. Précisons encore notre pensée; ceci n'est vrai que dans la mesure où le contingentement applique le même taux à tous les pays, envisage la même période donnée par ces pays, et respecte les positions acquises.

S'il en est autrement, il n'est pas étonnant qu'il soulève des protestations.

Enfin n'y aurait-il pas, dans la formule du contingentement amiable, « l'amorce d'une économie organisée » ³.

Cette formule du contingentement amiable représente un grand progrès par rapport à celles qui l'ont

(1) MERVEILLEUX DU VIGNEAUX : op. cité.

(2) *Id.*

(3) J. WEILLER : *Revue Economique Internationale*, article cité.

précédée. Il ne faut pas « sous-estimer la valeur psychologique des rencontres entre producteurs » ¹.

Mais c'est une autre question de savoir, si, comme le pensaient M. DUCHEMIN ² et M. de PEYERIMHOFF de FONTENELLE ³ cette formule pourrait servir de base à une réorganisation de la production et des échanges. Nous en réservons l'examen pour plus tard.

Ce qu'il faut retenir de tout cela, c'est qu'au début de l'été 1931, le gouvernement, pris entre les doléances de certains producteurs et la structure de notre système douanier se trouvait dans une situation fort embarrassante, et que, dans ces circonstances difficiles, il a choisi le moyen qui lui est apparu comme le plus commode dans sa rapidité et sa simplicité.

3. — Critique du contingentement. Ses inconvénients.

Mais le choix de ce moyen a justement soulevé de nombreuses critiques.

Le premier argument invoqué en sa faveur a été, nous l'avons vu, le déficit de la balance commerciale, argument d'ordre général auquel on a toujours recours lorsqu'on adopte des mesures protectionnistes et qui, d'ailleurs, suffit à les expliquer.

Nous savons ce qu'il faut en penser. Mais l'argu-

(1) JEAN PROIX : Les problèmes du Commerce extérieur. Conférence du 10 mars 1932. (Nouvelle Ecole de la Paix).

(2) « *Journal des Débats* », 26 novembre 1931; « *Vendre* », avril et mai 1932.

(3) Chambre de commerce Internationale, réunion de décembre 1931 commentée dans *L'Economie Internationale*, janvier 1932.

ment précis pour le recours au contingentement a été beaucoup plus encore l'augmentation des quantités importées de certains produits : c'est « l'avalanche » que traduisent les quelques chiffres que nous avons donnés. Il fallait ramener ces quantités à un chiffre « raisonnable ». Le contingentement présente l'avantage d'agir directement sur elles, au lieu de s'y attaquer indirectement par l'élévation des prix comme les droits de douane, qui, au demeurant, deviennent « un instrument beaucoup plus imprécis en période de désorganisation des marchés » ¹. Seulement, cet argument qui se trouve être juste dans certains cas, ne l'est pas toujours dans d'autres : il y a eu des produits contingentés dont les importations n'avaient pas augmenté, bien au contraire. Voici par exemple un tableau des importations de l'article 128 bis (bois sciés et équarris, résineux) :

1913	1930	1931
1.446.546 tonnes	1.469.000 tonnes	1.338.315 tonnes

Le chiffre de 1931 est inférieur à ceux de 1930 et de 1913 contrairement à ce qu'affirme le rapport du 27 août déjà cité.

Pour le papier d'édition, les statistiques montrent que les importations sont plutôt en régression, et qu'elles sont si faibles par rapport à la consommation que la production française à peu de chose à craindre. Enfin les importations d'outillages mécaniques, d'outillages de précision ont très fortement diminué de-

(1) J. WEILLER : article cité.

puis 1929 descendant de 10.591 à 3.900 quintaux métriques. On pourrait donner encore d'autres chiffres.

Voilà donc un argument qui est loin d'être décisif et qui devient critiquable si on l'emploie d'une manière générale. Le contingentement est avant tout une mesure fragmentaire et de circonstances et, si on veut le justifier, la justification précise n'est jamais uniforme suivant les différents produits envisagés.

Nous savons d'ailleurs que, ce qui inquiétait nos producteurs dans bien des cas, n'était pas tant le volume des importations que les bas prix des marchandises offertes par des étrangers victimes de la surproduction ou de difficultés financières, ou favorisés par des avantages d'ordre technique ou des mesures de dumping. Quantités et prix sont en relations étroites, quoiqu'on puisse en dire, et « ce dont se plaint le producteur national » c'est bien « de la concurrence à bas prix, de la désorganisation du marché » ¹.

Ce dont se plaint le consommateur, lui, c'est justement de ne pas voir les prix descendre en France comme dans la plupart des pays du monde. Le contingentement a sur eux des effets très semblables à ceux des droits de douanes, et les statistiques que nous avons déjà étudiées et qui nous montrent même une hausse ² pendant le premier trimestre 1932 le prouvent assez bien. Cette hausse a disparu, mais il n'en subsiste pas moins « un décalage du niveau

(1) J. WEILLER : article cité.

(2) Cette hausse a atteint de 25 % à 40 % pour les fleurs, 50 % pour les volailles, et en janvier, 100 % pour les beurres.

général des prix » ¹ français par rapport aux prix mondiaux, dont le moins qu'on puisse dire est qu'il est insupportable pour le consommateur comme pour l'exportateur. Bien entendu le contingentement n'est pas la seule cause de ce décalage, mais on constatera toutefois avec impartialité, comme M. Boyer, que « du seul fait que l'on restreint le recours aux produits étrangers le coût de la vie en France tend à se maintenir, sinon à s'élever ». (Bulletin de la Chambre de Commerce de Paris du 9 juillet 1932.)

Nous sommes d'autant plus enclins à craindre cette influence du contingentement sur les prix que, comme nous le savons, il a été souvent établi à la suite d'ententes entre producteurs. Ces ententes ne seraient-elles pas tentées de ressusciter les procédés des cartels internationaux limitant la concurrence pour maintenir les prix ? Et d'autant mieux qu'à la suite de ces ententes le soin de répartir les licences est généralement laissé à des organismes étrangers plus ou moins privés ou semi-officiels qui pourraient très bien organiser à leur profit un quasi-monopole d'exportation dont la destination ne serait certainement pas de faire baisser les cours. Enfin le contingentement est encore facteur de hausse de prix dans certains cas plus spéciaux, où on a contingenté des marchandises qui ne sont pas, ou qui sont peu produites en France (conserves de saumons, produits d'œufs séchés, certaines machines-outils, certaines

(1) J. WEILLER : article cité.

catégories de charbon pour foyers domestiques, etc...).

Et alors, si le contingentement fait hausser les prix ou tout au moins les maintient à un niveau élevé, cela va directement contre l'affirmation de ceux qui ont prétendu que le contingentement était un remède excellent au déficit de notre balance commerciale. Car si l'importation se trouve réduite en poids, elle ne le sera pas du tout, ou très peu, en valeur, et notre balance des comptes restera toujours menacée.

Dans toutes les discussions douanières, il y a quelqu'un à qui on ne demande jamais son avis : c'est le consommateur. A quoi cela servira-t-il aux producteurs d'avoir été bien protégés et d'avoir vendu au prix fort, lorsqu'après une période de bénéfices assez avantageuse, mais certainement limitée en durée, ils se trouveront devant un public qui, après épuisement de ses ressources, ne pourra plus leur acheter ? L'hypothèse est ici poussée à l'extrême, mais, à vouloir vivre en « économie fermée » de telles éventualités pourraient peut-être prendre la forme de réalités.

Nous éprouvons d'ailleurs quelque étonnement à voir ces classifications des individus en producteurs, commerçants, consommateurs, qui se constituent en clans ennemis, et, avec un esprit déplorablement combatif, se renvoient comme des balles des arguments toujours décisifs. Il semble bien qu'on oublie un peu trop maintenant cette vieille vérité que tout le monde est à la fois, mais dans des proportions va-

riables évidemment, consommateur et producteur. Le brave paysan qui se réjouit d'avoir obtenu un bon prix du lait, de la viande ou de la laine de ses animaux se réjouit sans doute beaucoup moins lorsqu'il lui faut payer un bon prix également pour se vêtir. La discorde et la lutte sont toujours une très mauvaise affaire.

Mais qui, le premier, veut avoir tort, et faire ce qu'il faut pour arriver à une situation plus agréable à tout le monde ?

Quoi qu'il en soit, le contingentement a des incidences qu'on ne peut méconnaître, dans le fonctionnement compliqué de notre vie économique.

On a dit que le commerce intérieur était par rapport au commerce extérieur dans la proportion de 4 à 1 et qu'il valait mieux sacrifier celui-ci à celui-là. Mais c'est d'abord oublier que la capacité de notre marché intérieur est limitée et que bon nombre d'industries ne pourraient y écouler ce qu'elles écoulent au dehors. C'est surtout, comme nous l'avons dit, méconnaître « l'interdépendance de nos grandes catégories économiques » ¹.

Nous avons bien vu comment une mesure protectionniste en entraînait d'autres, de quelle impopularité a été le contingentement français à l'étranger, quelles vieilles rancunes, injustifiées d'ailleurs, il a réveillées, et de quelle façon on lui a répondu par des mesures, avouées ou non, de rétorsion.

(1) H. BOYER : Article cité.

Ripostes sur ripostes, c'est toujours le commerce international qui en pâtit, et son volume va s'ameuisant.

Doit-on, en restreignant nos importations, « provoquer un fléchissement plus net encore de nos ventes et donner du travail à celui-ci en en privant peut-être celui-là ? » ¹.

C'est ainsi que « notre sollicitude intransigeante vis-à-vis de nos mineurs retombera sur l'armée si digne d'intérêt de tous ces petits cultivateurs et paysans qui vendent leurs primeurs à l'étranger (Angleterre) » ². Et cette même sollicitude pour ces éleveurs producteurs de produits laitiers ou de viande retombera sur le fabricant de velours ou de satin, ou sur leur voisin le viticulteur, qui à son tour réclamera aide et protection. Ainsi de répercussions en répercussions, tout le monde finira par être protégé, mais personne ne s'en trouvera mieux.

Notre commerce d'exportation, nous ne craignons pas de le répéter, souffre et souffrira de plus en plus d'une restriction des échanges; il ne faut pas oublier qu'il repose presque uniquement sur des objets de luxe et de demi-luxe dont les débouchés, par ces temps de crise, ont une fâcheuse tendance à se fermer. Si les mesures de rétorsion, provoquées par le contingentement, les ferment davantage, que deviendra-t-il ?

(1) H. BOYER : art. cité.

(2) R. LA BRUYÈRE : *Le Capital* 9/6/32.

Nos chemins de fer, nos ports ¹, notre marine marchande, organes de la circulation du pays, ressentent de tout cela un vif préjudice. Or nos chemins de fer sont déjà en déficit. Nos ports, notre marine marchande ont de puissants et dangereux concurrents bien outillés, subventionnés.

L'industrie du matériel de chemin de fer, celle des constructions navales, celles de la manutention, des réparations sont tributaires de l'activité de nos transports. Ceux-ci sont un facteur de développement du tourisme qui représente pour notre pays un appoint de ressources non négligeable. Comment négliger l'action importante de notre marine marchande sur notre balance des comptes ?

C'est le moment de dire encore qu'il nous faut importer bon an mal an trente milliards de matières premières ou de produits alimentaires et qu'il nous faut les payer avec nos exportations si nous voulons conserver une balance des comptes en équilibre. Car c'est notre bel or — celui qui dans les caves de la Banque de France nous appartient — qui s'enfuira.

(1) Voici, à titre d'indication, quelques chiffres sur l'activité de nos ports en mai 1932 :

Tonnage des marchandises débarquées.

	Mai 1932	Mois moyen du 2 ^e trimestre 1931
Dunkerque	281.700	303.700
Le Havre	310.700	372.000
Rouen et annexes	569.600	670.600
Nantes et annexes	138.400	187.400
Bordeaux et annexes	310.000	307.000
Marseille et annexes	530.700	548.600

Le tonnage est plus faible en mai 1932 qu'en 1931.

Et la santé de notre monnaie, objet d'admiration et d'envie, s'altérera rapidement.

Enfin, cette cascade de restrictions à l'importation, par les troubles qu'elle provoque dans la vie de chaque pays, ne fait qu'accentuer dans le monde les éléments psychologique de la crise.

« Surenchère de protection et course aux économies fermées, il y a là un péril mondial où la pratique des contingentements joue plus ou moins directement son rôle » ¹.

Il semble bien qu'au contraire des mesures prohibitives, la situation actuelle réclamerait une large détente; des brèches dans les murailles douanières, de l'air et de la lumière pour les pays menacés de périr d'asphyxie derrière elles.

— Reprenons, pour en finir avec ces critiques d'ordre général, la pittoresque et vigoureuse expression de M. Roger PICARD ².

« Le commerce mondial souffre d'une maladie de la circulation : ce n'est pas en le ligotant qu'on le guérira ».

Mais le contingentement français soulève encore des critiques plus particulières, plus précisément techniques.

Nous savons que le contingentement a commencé par être « d'autorité ». L'Etat est intervenu souve-

(1) BOYER : Article cité.

(2) *Le Capital*. Supplément l'économique du 5 mars 1932. « Le Commerce International des denrées alimentaires et le « contingentement ».

rainement, avec toute sa puissance. Il y a déjà dans cette intervention de l'Etat, dans cette immixtion de l'Etat à des affaires purement privées quelque chose qui n'est pas sans choquer beaucoup de bons esprits. Il est évident qu'on prend vite l'habitude de se tourner vers l'Etat, d'implorer son secours lorsque la situation est mauvaise; c'est la solution du moindre effort, bien faite pour séduire. Mais cette solution vous entraîne directement à l'Etatisme.

Les premières mesures de contingentement global ont provoqué des mécomptes considérables. Nous avons montré l'afflux brusque des marchandises à l'annonce du décret, afflux qui a provoqué un effondrement des cours désastreux pour ceux qu'on voulait justement protéger : il en a été ainsi pour les beurres, les bestiaux, les viandes, car l'avalanche des produits est survenue malencontreusement à un moment où le marché était très suffisamment approvisionné. On sait quelle course a été menée vers nos frontières et quelles ont été les protestations des pays désavantagés par la distance, protestations qui ont conduit au système de la répartition par pays, lequel comme nous allons bientôt le voir, n'est pas exempt de graves défauts. L'épuisement rapide du contingent et la fermeture brusque de la frontière ont eu des conséquences regrettables : c'est ainsi que pour les bois, de nombreuses maisons qui fournissent normalement les industries consommatrices en espèces de l'Europe Centrale, ont été, à la suite de cet épuise-

ment, condamnées à trois mois d'inaction. La fermeture de la frontière a en effet eu lieu, pour cette matière première, huit jours après la parution du décret sur simple avis aux importateurs inséré au Journal Officiel et sans le moindre délai de préavis. On conçoit que « les importateurs français, titulaires de contrats en cours, sur lesquels certains avaient consenti des avances, aient assez peu goûté l'impromptu de cette décision » ¹. D'autre part, dans bien des cas, le dédouanement de certaines marchandises périssables en cours de livraison quand la fermeture est survenue, n'a pu être effectué à temps : d'où pertes; troubles également dans l'approvisionnement de maisons qui ont l'habitude de constituer des stocks à des périodes régulières de l'année.

Malgré cela, comme nous l'avons signalé, les dépassements de contingents furent fréquents et importants : c'est ainsi que le dépassement portant sur les importations de bovins a été de 66 % dans le premier trimestre d'application du décret; de même, fin octobre 1931, 20.000 quintaux de beurre étaient déjà entrés alors que le contingent autorisé pour le dernier trimestre de l'année était de 12.000 quintaux; pour les colles d'os, les importations ont été dans le premier trimestre 1932 de 20.888 quintaux alors que le contingent n'était fixé qu'à 4.460 quintaux.

On pourrait multiplier les exemples. Malgré les

(1) Rapport de M. CHALOS, président du Syndicat général des importateurs de bois, au Congrès du Commerce des Produits contingentés.

perfectionnements apportés au système, des dépassements se produisent encore : la lecture des avis aux importateurs du « Journal Officiel » est édifiante à ce sujet.

Ces dépassements inévitables annihilent d'autant les effets attendus du contingentement.

Et nous n'avons pas parlé de l'embarras cruel dans lequel se sont parfois trouvés les bureaux de douane, du surcroît de besogne qui leur a été imposé. Passons aussi sur les procès, contestations sans nombre, pertes de temps et d'argent, mauvaise qualité des produits importés trop hâtivement ou restés en souffrance. Faisons silence sur les profits réalisés à la faveur de ces troubles par les spéculateurs, au détriment du commerce honnête et régulier.

Les protestations des pays étrangers — dont la France tient toujours le plus grand compte — ont amené le gouvernement à répartir le contingent par pays. Ainsi s'efforceraient-on de respecter la clause de la nation la plus favorisée qu'on n'avait pas manqué de mettre en cause.

Mais cette répartition par pays soulève des critiques sérieuses : « Supprimant le jeu normal de la concurrence entre pays producteurs sur le marché français, à qui ce dernier est ainsi administrativement réparti, on conçoit facilement quel parti les intéressés peuvent tirer de la situation qui leur est offerte » ¹.

(1) Rapport de M. CHALOS, déjà cité

Les prix s'en ressentent fâcheusement. D'autre part elle oblige les commerçants à acheter dans tel ou tel pays, sans tenir compte de la qualité des produits, qualité qui justement peut ne pas être fournie par ces pays. Elle fait fi de leurs intérêts les plus légitimes parce qu'elle ne tient pas compte de la situation géographique plus ou moins avantageuse de ces pays, ni surtout de l'orientation générale du marché. Par exemple, « si à un moment il peut être avantageux de se fournir de conserves de sardines en Espagne, il peut se produire que trois mois plus tard ce soit au Portugal. De même pour les saumons ou autres conserves, à une époque les prix les plus bas peuvent être pratiqués par le Japon, un peu plus tard par le Canada; (j'entends prix de revient en France, compte tenu du tarif des douanes qui n'est pas le même pour chacun des pays précités) » ¹.

Enfin, cette répartition par pays a essayé, pour se conformer à la clause de la nation la plus favorisée, de respecter les anciens courants d'échange. Mais les informations dont disposait l'administration manquent de précision. On accorde les contingents au prorata de la part de chaque pays dans les importations d'un certain nombre d'années antérieures considérées comme années de base. Par exemple, pour les produits agricoles, on s'est basé sur les importations à partir de janvier 1927 jusqu'à juillet 1931, en

(1) Rapport de M. MAITRE, Vice-Président de la Chambre Syndicale des Produits Alimentaires.

tenant compte dans la proportion de 60 % des entrées de la période janvier 1927-janvier 1930, et dans la proportion de 40 % de celles de janvier 1930 à juillet 1931. Suivant les pays ce calcul donne des résultats très différents : il en est qui ont ressenti beaucoup plus vite les effets de la surproduction et de la sous-consommation et qui se sont préoccupés à une période beaucoup plus ancienne que d'autres de faire refluer leur trop-plein de marchandises sur la France. Les importations en provenance des pays agricoles de l'Europe Centrale ou Orientale ont marqué un accroissement anormal dès 1929. En leur appliquant le même calcul qu'à ceux de l'Europe Occidentale, ce qui paraît juste au premier abord, on risque de léser ces derniers. Il y a d'ailleurs eu pas mal de contestations à ce sujet.

D'autre part, quand on cherche dans les statistiques, pour effectuer la répartition, d'où proviennent les marchandises, on fait souvent des erreurs : nos statistiques indiquent généralement la dernière provenance. Or les marchandises ont pu passer, et s'arrêter même, dans un pays tout autre que le pays producteur, leur pays d'origine. C'est ainsi qu'on met au compte de la Belgique des produits polonais. « Ces dernières années, les pays danubiens, le Danemark, ont trouvé avantageux de faire passer leur bétail par l'Italie afin d'y obtenir la nationalité italienne et de profiter ainsi des conditions particulièrement favo-

rables faites aux produits animaux de cette provenance à la suite des accords de 1928 et 1929 » ¹.

Nous avons déjà indiqué les inconvénients du système des licences délivrées par des comités interprofessionnels institués par le Ministère de l'Agriculture. On a apporté le plus grand souci d'équité à la composition de ces comités — nous en avons donné un aperçu —; et d'ailleurs les commerçants ont rendu hommage à leur impartialité, et à leur zèle devant une besogne à la fois considérable et délicate. Malgré cela, il y a eu des contestations. Dans la course aux licences, où chacun demande toujours plus qu'il ne désire, il y a des battus, qui sont mécontents. On peut regretter encore que ce système porte atteinte au secret des affaires, et qu'il constitue pour le négociant un calcul de probabilités trop peu empreint de la certitude nécessaire aux transactions commerciales : quand le négociant fait ses demandes au début du trimestre, il ignore le coefficient qui lui sera accordé puisque celui-ci est fonction du nombre des demandes émanant de ses concurrents.

Ajoutons que, malgré les efforts des comités pour respecter les « courants normaux » dans leur répartition des licences entre les maisons d'importation, il y a eu des abus.

Le contingentement « amiable » qui fonctionne maintenant pour un grand nombre de produits, aussi bien agricoles qu'industriels, a été salué comme un

(1) Rapport de M. DE BROQUA, Directeur de la Chambre Syndicale des marchands de bestiaux en France.

grand progrès. Mais nous savons qu'il comporte un corollaire : la répartition du contingentement entre ses exportateurs et la délivrance à ceux-ci des licences ou certificats d'origine par le pays étranger avec lequel nous avons fait accord. « On a voulu ainsi atténuer les critiques élevées à l'étranger contre l'arbitraire du système : on en déplaçait simplement la source » ¹.

Ce soin de laisser des organismes étrangers répartir les licences a soulevé les critiques les plus violentes.

Il y a là évidemment quelque chose qui d'abord choque le bon sens : les importateurs français vont être obligés d'adresser des demandes aux pays étrangers pour faire entrer les marchandises dans leur propre pays.

Les organismes des pays étrangers ont la faculté de répartir à leur gré les permis d'exportation : certaines maisons ou certaines marques étrangères peuvent ainsi être favorisées au détriment des autres. D'où préjudice pour l'importateur français qui aurait pu avoir intérêt à s'adresser justement à des maisons qui n'ont pas bénéficié de ces permis. Il est donc contraint d'acheter d'une façon qui ne correspond peut-être pas à ses besoins. D'autre part, sa situation est incertaine, car il n'est jamais sûr de voir livrer sa marchandise; son vendeur étranger peut n'avoir pas obtenu une part suffisante du

(1) J. WEILLER : article cité.

contingent, ou l'avoir cédée à un autre vendeur pour des fins spéculatives. Il s'est en effet constitué dans différents pays (Hollande, Italie) de véritables bourses de licences. Le système n'a même pas satisfait les étrangers¹. Cette course aux licences, ce trafic a soulevé chez eux des querelles intestines.

Ce trafic a eu, bien entendu, ses répercussions sur le porte-monnaie des Français. Les titulaires de licences, auxquels nous avons été obligés de nous adresser, nous ont fait littéralement passer sous les fourches caudines. Bénéficiant d'un quasi-monopole ils ont eu la plus grande facilité pour nous faire accepter toutes les conditions de vente et les prix qu'ils voulaient.

C'est ainsi que, pour les beurres, la Hollande, qui était seule en état au mois de janvier 1932 d'approvisionner le marché français, a exigé de ses acheteurs un prix de 22 francs, double de celui qu'elle faisait payer aux Anglais ou aux Allemands. Avec les super-bénéfices, tirés des poches françaises, les Hollandais ont soutenu leur agriculture, concurrente redoutable de la nôtre. « Une des plus importantes maisons françaises, important régulièrement des porcs étrangers a constaté que ses fournisseurs habituels cessaient de lui présenter leurs offres coutumières. Sur sa réclamation, des propositions de prix de 8,30 le kilog pour le porc lui furent faites, alors que le

(1) *V. Berliner Tageblatt*, 17 mars 1932, dont nous avons déjà donné un extrait.

cours réel de la marchandises en question, rendue Paris, était de 6,85 » ¹. De même, pour les œufs, on cite le cas de firmes Polonaises qui demandaient aux Français de 14 à 15 dollars par caisse, qu'elles offraient aux Anglais ou aux Suisses à 9 ou 10 dollars.

Il n'est pas étonnant que le consommateur français se plaigne, dans de pareilles conditions, de la vie chère !

Enfin, avec ce système, les maisons étrangères « seront incitées à s'immiscer dans les affaires de leurs propres acheteurs ou à leur substituer des correspondants étrangers sur le marché français » ². Le contrôle du marché français passe ainsi entre les mains des étrangers, qui en deviennent les maîtres. D'autre part, on peut regretter la diversité qui existe dans les organismes chargés de délivrer les certificats.

Et le fonctionnement du système soulève des questions délicates :

par exemple, la douane peut-elle se refuser à recevoir, c'est-à-dire à enregistrer une déclaration de mise en consommation, pour une marchandise qui doit être accompagnée d'un certificat, mais qui ne l'est pas, l'importateur ne devant se trouver en mesure de le produire que quelques jours plus tard ? Il semble que oui.

Voici encore quelques observations que suggèrent les contingentements :

Lorsqu'il s'agit de les établir ou d'en modifier les

(1) Rapport de M. DE BROQUA.

(2) J. PROIX : « Vendre », avril 1932.

modalités il faudrait pouvoir consulter tous les intéressés. C'est assez difficile, et, en réalité, un grand nombre d'entre eux sont placés devant le fait accompli sans avoir eu leur mot à dire, car le contingentement revêt souvent l'aspect d'une mesure d'urgence. Il y a eu, à ce sujet, des mécontentements dans toutes les professions intéressées.

Le choix des bases sur lesquelles ont été établis les contingents n'a pas satisfait tout le monde. Nous avons déjà fait ressortir combien il était délicat, et quelles erreurs pouvaient résulter de la consultation des statistiques ¹ n'indiquant par exemple que la dernière provenance.

D'autre part, il arrive que notre nomenclature douanière range sous le même numéro des articles très différents. C'est ainsi qu'elle confond sous une même rubrique œufs séchés et œufs congelés, les « flans » d'imprimerie avec les cartons en feuilles, et les bouteilles isolantes avec la gobeletterie. Avec de pareilles confusions, on contingent, en même temps qu'un produit qui en a besoin, un autre produit qu'on ne fabrique pas en France et dont alors la pénurie se fait sentir malencontreusement.

Même sans cette confusion, on a aussi contingenté des produits qui n'avaient pas leur équivalent en France : par exemple les conserves de saumons, certains feuillards nickelés, certaines catégories de fleurs forcées en hiver, etc.

(1) La statistique intérieure des produits agricoles en France est forcément très imprécise et imparfaite.

La rétroactivité du contingentement, dans certains cas, a soulevé des protestations justifiées.

Dans d'autres cas, on a critiqué le taux ¹ des quantités admises : Il est bien difficile en effet d'adopter le contingent aux besoins. Ceci est particulièrement sensible pour les produits soumis à des fluctuations saisonnières. Le contingentement marque alors de souplesse. Il en est ainsi pour les produits animaux, pour les fleurs...

Même lorsque les variations saisonnières atteignent moins certains commerces — celui des charbons, celui des peaux refendues, des meubles — le contingent est souvent considéré comme insuffisant par rapport à la consommation.

Enfin il est à peine besoin d'insister sur le fait que les alternatives d'ouverture — avec l'afflux qui en résulte — et de fermeture brusque des frontières sont très préjudiciables à des commerces de denrées périssables comme le poisson ou les bananes.

Il semble bien également qu'on n'a pas tenu compte des particularités de certaines industries : par exemple, pour les meubles il est rare qu'une copie étrangère prenne la place d'une création française et d'autre part « le meuble étranger ne peut se vendre en France que s'il affirme nettement son caractère

(1) On le comprend encore mieux lorsque ce taux donne au contingentement l'allure d'une véritable prohibition. Par exemple, le contingent pour les « glaces dalles polies en blanc » accordé aux « pays autres » du 1^{er} mai au 30 juin 1932, était de 0m250.

national propre et si son origine est nettement garantie à l'acheteur » ¹. De même pour les vêtements, il y a des questions de mode et de goût. Lorsqu'on contigente de pareils produits qui ne paraissent pas devoir faire une concurrence sérieuse aux nôtres sur notre marché, on provoque des mesures de rétorsion qui atteignent les produits français renommés à l'étranger, produits dont les exportations sont importantes.

Signalons encore que notre industrie pourrait s'endormir sur le mol oreiller du protectionnisme : on empêche l'entrée de machines-outils étrangères perfectionnées; les constructeurs français vont-ils en créer d'équivalentes ou se cristalliser dans la routine pour se réveiller terriblement handicapés dans quelques années ? ²

Pour finir, nous dirons que le contingentement n'oppose pas toujours une barrière bien étanche aux produits étrangers; souvent elle est à claire-voie. C'est ainsi que pour les vêtements, il a y eu des fuites par la Sarre; des tonnages importants d'acide sulfurique furent introduits sous la forme de superphosphates. Et nous passons sous silence les dépassements continuels des quantités fixées.

Tout ceci nous montre qu'en plus des défauts d'ordre général inhérents à toute mesure protectionniste, le contingentement a présenté de gros inconvénients et provoqué dans son application de graves mécomptes.

(1) Rapport de M. HENRI LÉVY, Vice-Président de la Chambre Syndicale de l'ameublement.

(2) Voir une étude sur cette question dans « *L'Usine* » 25 mars 1932.

CONCLUSION

I. — La situation en octobre 1932.

Il est bien certain que quelques-uns des défauts du contingentement — ceux entre autres, qui concernent son mode de détermination et ses modalités d'application — sont susceptibles d'être corrigés.

On a critiqué le choix des bases, le chiffre des quantités permises, le découpage des contingents par tranches trimestrielles au lieu de tranches mensuelles ou par décades, la répartition des licences par les organismes étrangers plus ou moins officiels, et non par des organismes français.

Mais tout ceci peut être facilement modifié pour rendre le contingentement plus supportable.

Un effort très notable d'assouplissement et d'adaptation du système a été entrepris ces derniers mois. Les quotités des contingents ont été adaptées dans toute la mesure possible — car on sait que dans cette matière une précision rigoureuse est impossible à obtenir — à la situation, en tenant compte des desiderata exprimés, et en ménageant les intérêts en cause, légèrement divergents.

On peut en juger par les chiffres parus le 1^{er} juil-

let et le 1^{er} octobre au Journal Officiel. L'élargissement des contingents va, suivant les produits, de 10 à 40 %.

On trouve maintenant dans les arrêtés un article ainsi conçu : « les dépassements ou les insuffisances des importations en provenance des pays intéressés seront déduits des contingents ou ajoutés aux contingents afférents aux trimestres subséquents ».

Dans certains autres arrêtés, concernant des catégories de produits particulièrement importants, on rencontre l'article suivant : « L'Administration des douanes pourra autoriser l'importation hors contingent des marchandises reconnues nécessaires à l'économie nationale, suivant les modalités déterminées par voie d'avis aux importateurs ». Quelques rares arrêtés ne sont pas applicables à l'Algérie, pour y laisser libre l'approvisionnement de marchandises qui lui sont nécessaires (Machines électriques, verrerie, etc.).

Pour certains produits, la répartition se fait par décades, et, pour éviter erreurs et dépassements, les quantités sont déterminées pour chacun des bureaux de douane : par exemple pour différents légumes et fruits dans les arrêtés des 8 juillet et 1^{er} octobre. Enfin, les certificats concernant les marchandises admises hors contingent seront délivrés par des organismes français comme le syndicat général de la construction électrique, la fédération des syndicats de produits chimiques, le syndicat des industries techniques de la précision, et même par la Direction Gé-

nérale des Douanes (dans le cas du sulfure de carbone).

Quelques-uns des inconvénients particuliers du contingentement ont donc été ainsi atténués.

Les plus graves, que nous avons signalés, surtout ceux d'ordre général, n'en subsistent pas moins. Le système est empirique et trop simpliste, trop rudimentaire. Pour bien fonctionner, il exige des réadaptations constantes. Le producteur national s'est plaint que la concurrence étrangère à bas prix ait provoqué une « désorganisation du marché ». Croit-on sincèrement que le contingentement ait été un instrument de réorganisation ?

Peut-on oublier ses répercussions fâcheuses sur les prix, sur le commerce d'importation, sur nos ports et nos chemins de fer, sur les industries et le commerce d'exportation par les mesures de rétorsion prises par les étrangers et la fermeture des débouchés qui en résulte ? Il faut convenir qu'il a pour l'économie nationale tout entière des conséquences plus malheureuses qu'heureuses, qu'il achève de l'anémier et qu'ainsi il risque de contribuer à l'aggravation des difficultés budgétaires.

Il paraît difficile de soutenir qu'il ait été toujours très efficace et qu'il ait donné tous les résultats qu'on en attendait. Son apparition a été saluée avec enthousiasme. On y a vu une panacée. Il a été érigé en système et on a contingenté les produits les plus hétéroclites : il semble même qu'on a exagéré. Ce fut un

peu « la foire d'empoigne ...Si, évidemment, le salut de la France dépendait du contingentement à 45 kilogs des boîtes de poids de précision, vides ou non, le gouvernement avait raison. Mais un frisson doit nous secouer en pensant à ce qui aurait pu arriver si l'on avait introduit sur le sol national ces 45 kilogs... » dit avec humour M. Lafauchie-Fréchin, secrétaire général de l'Association des grands ports français.

Nous avons toutefois un trop grand souci d'impartialité pour ne pas reconnaître les services qu'ont rendus les contingentements et qu'ils rendent encore. Ils ont ramené à une plus juste mesure des importations qui, dans quelque cas, menaçaient de devenir pléthoriques et dangereuses. Ils paraissent avoir mis un frein à l'acroissement vertigineux du chômage, et même l'avoir fait légèrement diminuer ¹. Ils ont même peut-être redonné quelque vigueur à des industries comme l'industrie des cuirs et peaux ou l'industrie textile; l'industrie radio-électrique s'en est montrée satisfaite ². Malgré tout, les résultats sont un peu fragmentaires.

Leur disparition semble souhaitable. Mais « supprimer sans précautions les contingents, ce serait une fois de plus bouleverser le marché français » ³.

(1) Les tout derniers renseignements statistiques montrent une diminution légère, mais constante, du chômage.

(2) Voir les résultats d'une enquête parus dans l'*Industrie Française Radio-Electrique*, N° de juin 1932.

(3) M. ROGER PICARD : La Politique commerciale de la France *Journal du Commerce*, 8 et 15 septembre 1932.

La protection est encore nécessaire à bien des branches de notre production. L'étude de pareilles questions soulève chez des esprits scrupuleux de véritables cas de conscience. On est pris comme dans un étau entre les doléances des producteurs agricoles, des producteurs industriels, et des consommateurs. On dit : l'agriculteur est très protégé; chacun sait que le blé cher (il subit en ce moment une crise) c'est l'industrie chère également; mais si on supprime la protection agricole¹ on risque de précipiter l'exode rural : et le maintien de la capacité d'achat des masses paysannes est indispensable à l'industriel; celui-ci déplore que ses prix de revient soient beaucoup trop élevés, et le soient plus que ceux de ses concurrents étrangers. Il attribue cela en grande partie au niveau des salaires. Mais comment baisser ceux-ci si le coût de l'alimentation ne baisse pas ? Que dire des lourds impôts que nous payons tous ? On s'étonne quelquefois que les prix de détail ne suivent pas les prix de gros. L'intermédiaire a bon dos; mais on néglige une série de facteurs dont l'incidence est complexe et changeante (transports, frais commerciaux, assurances sociales etc...); de plus, il joue un rôle utile de tampon, de régulateur.

« Nous sommes dans un cercle vicieux... tout se tient et tout s'enchaîne : travail national, protection, coût de la vie, prix de revient »...²

(1) Signalons que l'Agriculture pourrait encore réaliser certains progrès techniques.

(2) H. BOYER : Article cité.

Par quoi commencer ? Faire baisser les salaires ?
Faire baisser les prix des denrées alimentaires ?

La crise est grave. Dans les remèdes à y apporter, les facteurs moraux ont une importance certaine. Les intérêts des particuliers égoïstes devraient bien s'effacer un peu devant l'intérêt général, qui est le leur également.

« Une société humaine progresse quand elle substitue aux mobiles individuels de ses activités composantes d'autres mobiles plus généreux... On a trop souvent confondu la possession des biens avec la liberté, ou l'économie idéale avec l'indépendance égoïste de toutes les activités » ¹. Ici il s'agit moins encore de progrès que de salut. Un effort de la nation tout entière s'impose. Que chacun y mette du sien. Mais que l'Etat commence par donner l'exemple nécessaire d'une restriction et d'une adaptation rigoureuses des dépenses publiques; car la fiscalité joue un rôle redoutable dans notre économie.

2. — La Nouvelle Politique Commerciale.

Cette étude est intitulée « La Politique du contingentement ». Il est bien vrai qu'on a fait du contingentement une politique commerciale, tant on l'a employé. Cette politique « fut la conséquence d'une déviation de la réaction protectionniste grandissante

(1) GÉRARD BARDET : « *X-Crise* ». Supplément au n° du 25 mai 1932 d'« *X-Information* », bulletin mensuel polytechnicien.

venue se heurter aux stipulations tarifaires très strictes des accords » (J. Weiller, article cité).

Mais ce terme de « politique » appliqué à un pareil expédient est un peu ambitieux. Car le contingentement, quoiqu'on puisse dire, n'a été qu'un expédient. De l'avis unanime de ses promoteurs il ne devait être qu'essentiellement provisoire (le provisoire, il est vrai, acquiert souvent droit de cité) : palliatif nécessaire sans doute, mais temporaire, voilà ce qu'on en peut dire.

On a vu dans le développement du contingentement amiable la base d'une nouvelle politique commerciale. Par le moyen des ententes entre producteurs, on tendrait vers « une économie internationale organisée par la régularisation contractuelle de la concurrence » ¹.

Il est certain que le contingentement amiable, qui se rapproche ainsi de la conception de l'ancien « contingentement douanier » à fixation conventionnelle ² apparaît comme un facteur de mesure.

Mais nous savons bien que la cartellisation internationale rencontre toutes sortes de difficultés. Croit-on vraiment que les ententes entre producteurs puissent jamais aboutir à autre chose qu'à des solutions purement de circonstances ?

Qu'on s'achemine vers une économie « dirigée », soit. Mais celle-ci comporterait rationalisation et con-

(1) H. BOYER : op. cité.

(2) Voir appendice, page 165.

trôle social¹. Or les ententes comporterait-elles cette rationalisation et ce contrôle social ? Cela semble douteux.

De toutes façons, le plan qui voudrait fonder une nouvelle politique contractuelle sur le développement artificiel des ententes entre producteurs, paraît reposer sur des bases bien fragiles, si cependant « l'avantage est grand de rentrer par le biais des contingentements amiables sur le terrain de la participation pacifique »².

Quant à faire des contingents comme le voudrait M. R. LAFARGE, vice-président du Comité Parlementaire du Commerce, « une monnaie d'échange pour l'obtention d'avantages équivalents » il semble que ce procédé ne ferait qu'envenimer les relations de la France avec les autres pays, et exacerber contre elle les rancunes injustifiées, mais existantes, du monde entier.

Quoiqu'il en soit, il y a en ce moment en France un très vif courant d'opinion vers une orientation nouvelle de la politique commerciale. De nombreux groupements industriels et commerciaux, syndicats et Chambres de Commerce ont émis dans ce sens des vœux concordants.

Voici celui de la Chambre de Commerce de Paris (séance du 22 juin 1932) :

« Que la France se dégageant de toute idéologie

(1) E. TEILHAC : Les Fondements nouveaux de l'Economie (Rivière éd., 1932).

(2) H. BOYER : op. cité.

« comme d'un empirisme occasionnel et fragmentaire,
« adopte une politique qui soit à la fois consciente
« de toutes les données présentes et largement pré-
« voyante de l'avenir.

« Que les grandes lignes constitutives de cette poli-
« tique soient les suivantes :

« a) Révision de la nomenclature dans le cadre de
« celle du Comité d'experts de Genève, et refonte du
« régime douanier en vue de la compensation tari-
« faire de nos conditions défavorables de concur-
« rence et sur la base d'un double tarif légal, résér-
« vant ainsi une marge utile aux négociateurs.

« b) Déconventionnalisation des droits actuels par
« la révision ou la dénonciation particulière des ac-
« cords commerciaux.

« c) Renonciation, toutes les fois que les circons-
« tances le permettront, à la pratique unilatérale des
« contingentements et adoption à titre transitoire, de
« contingentements réalisés par voie bilatérale.

« d) Retour à une politique commerciale ne com-
« portant pas la clause générale et inconditionnelle
« de la nation la plus favorisée, conciliant en même
« temps notre liberté tarifaire et notre besoin absolu
« d'échanges avec les pays étrangers ».

Ce vœu indique bien les tendances dominantes des
opinions raisonnables.

Une application plus nuancée de la clause de la
nation la plus favorisée est en effet désirable¹.

(1) Cette clause a fait l'objet de nombreuses critiques. Voici
ce qu'en dit M. ALLIX (*Les Droits de Douanes*). « Sans cette clause

La dénonciation de nos accords commerciaux demande une certaine prudence : une dénonciation brutale de tous les accords pourraient être interprétée comme une déclaration de guerre économique.

Mais ces accords sont vieilliss et ne répondent plus aux nécessités de l'heure. Nous en avons un exemple saisissant dans le renversement des échanges franco-allemands qui présentent une rupture d'équilibre considérable. Chose curieuse, les Allemands eux-mêmes paraissent désirer la dénonciation de l'accord franco-allemand : « La question se pose de savoir si l'Allemagne a encore intérêt à désirer la continuation du traité de commerce franco-allemand » lit-on dans « *Hamburger Nachrichten* » du 5 mars 1932.

Mieux qu'une dénonciation, vaut la modification de ces textes pour les adapter, sans qu'ils cessent de demeurer en vigueur toutefois. « Ainsi de bons ingénieurs transforment une gare, sans interrompre le trafic » suivant l'ingénieuse comparaison de M. Roger PICARD ¹.

Cette modification vise surtout la dénonciation des droits dont la consolidation exagérée nous paralysait ².

les Etats pourraient devenir dupes des accords qu'ils ont passés. Mais cette clause fausse le régime conventionnel et rend illusoires les tractations particulières entre deux puissances... Aussi relève-t-on ce fait curieux qu'un pays qui négocie un traité de commerce ne mesure pas en pratique les concessions qu'il fait à l'autre pays sur ce qu'il peut accorder à celui-ci, mais sur ce qu'il peut accorder à celui des autres pays qui est son principal concurrent dans la branche d'industrie considérée.

(1) *Journal du Commerce*, 15 septembre 1932, article cité.

(2) « La consolidation des droits dans les conventions à brève échéance ne fait en somme que déplacer la responsabilité d'une dénonciation » a dit fort justement M. NOGARO.

Déjà des accords on été conclus avec l'Italie sur les semoules et pâtes, avec l'Italie encore, l'Espagne et la Grèce sur les vins, avec l'Allemagne sur la bonneterie. Une légère détente semble se manifester dans nos relations internationales. Des pourparlers ont été engagés, et se poursuivent — avec les Etats-Unis, l'Allemagne entre autres —, très sympathiquement accueillis à l'étranger.

Le désir légitime de reconquérir notre liberté tarifaire est général chez nous. « Il convient de substituer une protection à la fois plus naturelle et plus souple, celle de tarifs douaniers redevenus réellement autonomes, à la protection utile, mais gênante par ses répercussions, que constituent les contingents » ¹.

Sous l'abri provisoire de ces derniers, quelques-unes de nos industries les plus défavorisées — celles des conserves de poissons par exemple — vont achever de se réorganiser.

Avant de conclure, donnons un aperçu d'une nouvelle conception qui rallie quelques suffrages actuellement : il faudrait acheter aux autres pays seulement dans la mesure où ils nous achètent à nous-mêmes, selon la vieille formule « do ut des ».

Mais ceci semble bien difficile à réaliser, surtout vis-à-vis des pays neufs, exportateurs de matières premières et surtout grands importateurs de capitaux.

Il faut en retenir seulement qu'il vaut mieux acheter aux bons clients, plutôt qu'aux mauvais. Ceci est

(1) ROGER PICARD : Article cité.

surtout frappant dans le cas de pays économiquement spécialisés comme l'Angleterre et le Danemark. On comprend que les Anglais achètent leurs traditionnels « eggs and bacon » aux Danois, mais qu'ils trouvent naturel et désirable que les Danois se fournissent chez eux de tissus et de machines.

Toujours est-il que la France se trouve à un tournant de sa politique commerciale.

Allons-nous, une fois notre liberté recouvrée, nous orienter vers un protectionnisme renforcé, que désirent les « autarchiques » ? N'oublions pas que « économie fermée », « économie dirigée » cela veut dire étatisme et bureaucratie dans toute l'acceptation de ces termes.

Désirons-nous faire l'expérience bolcheviste ?

Adopterons-nous au contraire un protectionnisme modéré, nécessaire à notre industrie et à notre agriculture, sans qu'il les laisse se cristalliser dans la routine, et permettant à nos indispensables échanges avec l'extérieur de reprendre une vie plus active ?

Nous avons eu récemment un bel exemple des effets désastreux du protectionnisme renforcé dans les querelles intestines qu'a soulevées en Allemagne la politique autarchique du gouvernement du Reich, et dans les représailles très sévères qu'elle a provoquées en Italie et aux Pays-Bas.

Heureusement, ont été faits ailleurs des efforts plus rassurants pour la liberté des échanges, seule capable de redonner un peu de prospérité au commerce

mondial étouffé par de puissantes murailles de Chine. Il n'est que de citer l'accord douanier, signé le 16 juillet 1932 à Genève, entre les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg. La France est cordialement invitée à y adhérer, comme les autres Etats d'ailleurs.

On a fait depuis longtemps à Genève de louables tentatives. Souhaitons qu'elles aboutissent un jour, et que la « trêve douanière » devienne enfin une réalité.

Rappelons-nous que la guerre économique conduit à la guerre tout court, alors que le mot et la chose devraient être rayés à jamais des concepts humains.

Et terminons par ces paroles de M. Charles RIST, qui s'appliquent singulièrement bien à cette forme particulière de protectionnisme qu'est le contingentement :

« Le protectionnisme est simplement la résistance instinctive des intérêts acquis à cette révolution inéluctable qui est l'interdépendance. Ce n'est pas une doctrine, c'est un expédient. Traitons-le comme tel. Laissons-lui sa part qui est de ménager les transitions. Mais écartons résolument les buts chimériques qu'il proclame, tel l'idée qu'un pays devrait se suffire à lui-même et qui, s'ils étaient réalisés, ne le seraient qu'au prix d'un appauvrissement général. Opposons-lui l'idéal d'une expansion croissante des échanges internationaux, indispensables à la vie même de la France et qui implique de pays à pays une bonne volonté réciproque ».

APPENDICE

*Tableau-Résumé des principales mesures adoptées depuis le
1^{er} Septembre 1931, qui affectent le commerce international
et la Balance des paiements.*

	Septembre 1931	Octobre 1931	Novembre 1931
1. Abandon de l'étalon- or ou prohibition des exportations d'or.	Bolivie. Royaume-Uni. Colombie. Danemark. Egypte. Inde. Irlande, état libre. Norvège. Portugal. Suède.	Canada. Finlande.	
2. Contrôle des devises étrangères.	Danemark Grèce. Hongrie. Perse.	Argentine. Autriche. Brésil. Bulgarie. Estonie. Finlande. Lettonie. Tchécoslo- vaquie. Turquie. Yougoslavie.	Afrique du Sud Bulgarie. Estonie. Tchécoslo- vaquie.
3. Primes à l'exporta- tion.		Afrique du Sud	

		Septembre 1931	Octobre 1931	Novembre 1931
Droits d'im- portation taxes impo- sées, droits consulaires, etc.	4 Augmen- tation gé- nérale de tous ar- ticles.		Afrique du Sud Indes.	Pays-Bas.
Idem :	5 Augmen- tation sur certains articles particu- liers.	Argentine. Colombie. Egypte. Italie. Lettonie. Pologne.	Argentine. Australie. Canada. Danemark Egypte. Lithuanie. Pologne. Roumanie. - Tchécoslo- vaquie.	Belgique. Royaume-Uni. Bulgarie. France. Perse.
6. <i>Contingents d'importation ou systèmes de licences.</i>		France.	France. Brésil. Lettonie.	France. Danemark. Turquie.
7. <i>Réglementation relative à la mouture.</i>		Finlande.		
8. <i>Monopoles d'importation.</i>		Perse.	Uruguay.	Estonie.
9. <i>Prohibitions d'importation.</i>		Colombie.	Lettonie.	
10. <i>Moratoires pour le Service de la Dette extérieure publique.</i>		Brésil.	Bolivie.	
11. <i>Moratoires pour le Service de la Dette extérieure commerciale.</i>		Uruguay.		

		Décembre 1931	Janvier 1932	Février 1932
1. Abandon de l'étalon-or ou promission des exportations d'or.		Japon.	NouvelletZé- lande. (Interdiction d'exporter la monnaie d'or).	Costa-Rica. Equateur.
2. Contrôle des devises étrangères.		Brésil. Bulgarie. Chili. Italie. Norvège. Vénézuëla.	Afrique du Sud Nicaragua. Tchécoslo- vaquie. Turquie. Yougoslavie.	Danemark. Espagne. Nicaragua. Roumanie. Uruguay.
3. Primes à l'exportation.			Afrique du Sud	
Droits d'im- portation taxes impo- sées, droits consulaires, etc.	4 Augmen- tation gé- nérale de tous ar- ticles.	Brésil.	Norvège.	Australie 1. Finlande. Perse. Portugal. Siam.
Idem :	5 Augmen- tation sur certains articles particu- liers.	Royaume-Uni. Colombie. Estonie. France. Lithuanie. Suisse. Tchécoslo- vaquie.	Allemagne. Autriche. Colombie. Hongrie. Irlande, état libre. Italie. Pologne. Salvador. Suisse.	Afrique du Sud Allemagne. Belgique. Estonie. Italie. Lithuanie. Mexique. Suède. Suisse. Vénézuëla.

(1) Comprend certaines réductions.

	Décembre 1931	Janvier 1932	Février 1932
6. <i>Contingents d'importation ou systèmes de licences.</i>	Espagne. Estonie. France. Japon. Lettonie. Pays-Bas.	Estonie. France. Hongrie. Pays-Bas. Tchécoslovaquie.	Danemark. France. Italie. Lettonie. Perse. Pologne. Portugal. Suisse.
7. Réglementation relative à la mouture.		Italie.	
8. Monopoles d'importation.	Estonie.		Suède.
9. Prohibitions d'importation.	Colombie. Lettonie.	Pologne.	Lettonie.
10. Moratoires pour le Service de la Dette extérieure publique.	Hongrie. Uruguay.		
11. Moratoires pour le Service de la Dette extérieure commerciale.			Allemagne.
	Mars 1932	Avril 1932	Mai 1932
1. Abandon de l'étalon-or ou prohibition des exportations d'or.		Grèce.	Bolivie. Grèce. Japon. Pérou. Siam.

		Mars 1932	Avril 1932	Mai 1932
2. Contrôle des devises étrangères.		Autriche. Bulgarie. Yougoslavie.	Argentine. Bulgarie. Chili. Equateur. Lettonie. Tchécoslovaquie.	Roumanie.
3. Primes à l'exportation.		Afrique du Sud Colombie.	Afrique du Sud	
Droits d'importation taxes imposées, droits consulaires, etc.	4 Augmentation générale de tous articles.	Afrique du Sud Belgique. Royaume-Uni. Pologne. Vénézuëla.	Etats-Unis d'Amérique. France.	Egypte. Tchécoslovaquie.
	5 Augmentation sur certains articles particuliers.	Bolivie. Brésil. Egypte. Espagne. Estonie. France. Guatemala. Inde. Irlande, état libre. Mexique. Pays-Bas. Roumanie. Salvador.	Belgique. Royaume-Uni. Canada. Chine. Egypte. Espagne. Irlande, état libre. Italie. Mexique. Pays-Bas. Suède. Uruguay.	Belgique. Royaume-Uni. Chili. Grèce. Irlande, état libre. Italie. Mexique. Suède.
Idem :				

	Mars 1932	Avril 1932	Mai 1932
6. <i>Contingents d'importation ou systèmes de licences.</i>	Belgique. France. Hongrie. Norvège. Pays-Bas. Roumanie. Suisse. Tchécoslovaquie.	Autriche. Belgique. Hongrie. Pays-Bas. Tchécoslovaquie. France.	Australie. Autriche. Belgique. Grèce. Hongrie. Tchécoslovaquie. France.
7. Réglementation relative à la mouture.	France ¹ . Portugal. Tchécoslovaquie.	Italie ¹ .	
8. Monopoles d'importation.	Estonie.	Estonie. Lettonie. Suisse.	Estonie.
9. Prohibitions d'importation.		Grèce.	
10. Moratoires pour le Service de la Dette extérieure publique.	Chili. Salvador.	Grèce. Lettonie. Yougoslavie.	
11. Moratoires pour le Service de la Dette extérieure commerciale.	Chili. Salvador. Yougoslavie.		

(1) Comprend certaines réductions.

	Juin 1932	Juillet 1932
1. Abandon de l'étalon-or ou prohibition des exportations d'or.		
2. Contrôle des devises étrangères.	Brésil. Chili.	Lithuanie. Pologne.
3. Primes à l'exportation.		
Droits d'importation, taxes imposées, droits consulaires, etc.	4. Augmentation générale (tous les articles). Japon. Estonie. Lithuanie.	
	5. Augmentation sur certains articles particuliers. Allemagne. Royaume-Uni. Danemark. Egypte. Etats-Unis d'Amérique. Irlande, état libre Italie. Norvège. Roumanie.	
6. <i>Contingents d'importation ou systèmes de licences.</i>	Belgique. France. Hongrie. Suisse.	Autriche. France. Lettonie. Hongrie. Suisse.
7. Réglementation relative à la mouture.	France.	
8. Monopoles d'importation.	Uruguay.	
9. Prohibitions d'importation.	Afrique du Sud. Grèce.	Turquie.

	Juin 1932	Juillet 1932
10. Moratoires pour le Service de la Dette extérieure publique.		
11. Moratoires pour le Service de la Dette extérieure commerciale.		

Ce tableau est extrait de « La Situation Economique Mondiale 1931-1932, publication de la Société des Nations (Genève, août 1932).

APPLICATIONS ANCIENNES DU CONTINGEMENT.

EXEMPLES DE « CONTINGEMENT DOUANIER ».

Nous avons déjà dit que des applications du principe même du contingentement, c'est-à-dire la fixation de quantités déterminées, avaient été faites avant ces derniers mois.

Il s'agit le plus souvent de contingentement douanier, que M. Jean WEILLER définit fort bien de la façon suivante : « il ne limite pas les importations dans leur ensemble, mais seulement celles qui sont admises au bénéfice d'un droit consolidé. C'est une manière de tourner la clause de la nation la plus favorisée ».

Voici quelques applications du contingentement :

Le traité de commerce anglo-espagnol signé à Madrid, le 31 octobre 1922 fixe un contingent de 750.000 tonnes de houille qui peuvent être importées d'Angleterre en Espagne, chaque année, en franchise de droit de douane. Ici, c'est une faveur que l'Espagne accorde à l'Angleterre pour le contingent de houille.

Entre la France et la Pologne, aux termes d'un accord commercial signé en Février 1922, il avait été convenu que pour les automobiles, tissus, vins, alcools dont l'importation était prohibée en Pologne, des licences d'importations seraient délivrées aux commerçants français par la Légation de Pologne à Paris

jusqu'à concurrence des contingents convenus entre les deux parties.

La France a fait encore application du contingentement dans le but d'accorder une faveur à la Belgique pour un contingent annuel de 5000 chevaux importés avec une réduction de droits de 60 %, dans l'accord du 12 mai 1923.

Elle a accordé une faveur du même genre à l'Espagne pour des vins, dans l'accord du 23 octobre 1931, complémentaire à la convention du 8 juillet 1922.

Le contingentement a servi encore à un gouvernement à assurer l'approvisionnement normal d'une marchandise dont la production est protégée par des droits de douane, lorsque le marché intérieur souffre d'une disette de cette marchandise : un abattement des droits d'entrée est consenti sur une quantité limitée de la marchandise. Il en a été ainsi pour la fonte en Russie en 1911.

Enfin, autre application du contingentement dans le cas de l'arrangement commercial signé le 25 septembre 1931 entre la France et la Hongrie. Un certain contingent de blés hongrois bénéficiera du tarif minimum et sur les droits perçus sur ce contingent, une certaine ristourne sera faite à la Hongrie par quintal importé. Ici, on a voulu créer une situation privilégiée en faveur des blés hongrois.

On mesure par ces quelques exemples de contingentement douanier, la différence d'esprit qui existe entre ces applications du principe et les applications

actuelles : autrefois, on s'en servait pour faire des brèches dans les barrières douanières, à la suite d'accords amiables entre pays. Désormais, au contraire, on s'en sert pour calfeutrer les moindres fissures de ces murailles protectrices, et, tout au moins dans la forme primitive, cela résulte de la volonté unilatérale d'un gouvernement.

COMPOSITION DU COMITÉ INTERPROFESSIONNEL
ET DES SOUS-COMITÉS.

ARRÊTÉ DU 26 NOVEMBRE 1931

Art. 1^{er}. — Le Comité Interprofessionnel chargé de donner son avis sur les demandes d'importation de marchandises dont l'entrée en France a été contingentée par les décrets des 30 septembre 1931 et 10 novembre 1931 est composé comme suit :

Le Directeur de l'Agriculture suppléé, le cas échéant par le Directeur adjoint de l'Agriculture (Service Economique) ou son représentant, président.

Le Chef de l'Office des Renseignements Agricoles ou son représentant avec voix délibérative.

Le Chef du 6^e Bureau de la Direction de l'Agriculture ou son représentant, avec voix délibérative.

Le Chef de Section à l'Office des Renseignements Agricoles, secrétaire.

a) *Sous-Comité des viandes et des animaux sur pied.*

Le Président du Comité des Livres Généalogiques ou son délégué.

Le Président de la Fédération de la Charcuterie Française.

Le Président de l'Union Ovine de France.

Le Président de l'Association Générale des Producteurs de viandes.

Le Président de l'Union Nationale des Eleveurs de porcs.

Le Président de la Chambre Syndicale des Marchands de bestiaux de France.

Le Président de la Fédération Nationale du Commerce du bétail.

Le Président du Comptoir des viandes.

Le Président du Syndicat général de la Boucherie Française.

Le Président du Syndicat des Marchands de porcs en gros.

Le Président des Chambres Syndicales des Fabricants de salaisons, saucissons, conserves de viandes et charcuteries en gros de France.

b) Sous-Comité du lait, beurre, fromages.

Le Président de la Fédération Nationale des Coopératives Laitières.

Le Président de la Confédération Nationale de l'Industrie Fromagère.

Le Président de la Confédération Générale des Producteurs de lait.

Le Président de la Chambre Syndicale des Dérivés et sous-produits du lait.

Le Président de la Chambre Syndicale des Chocolatiers de France.

Le Président de la Chambre Syndicale de la laiterie en gros.

Le Président de l'Union Générale des Syndicats des Mandataires aux Halles Centrales de Paris.

c) Sous-Comité des Œufs et de la Volaille.

Le Président de la Confédération Générale des Syndicats des Expéditeurs de volailles.

Le Président du Syndicat des Commissionnaires en beurre, œufs et fromages.

Le Président de la Chambre Syndicale des aviculteurs de France.

Le Président de la Société d'Aviculture de France.

Art. 2. — Les délégués pouvant représenter les membres désignés dans les divers Sous-Comités dont la composition est indiquée ci-dessus devront être agréés par le ministre de l'Agriculture.

Art. 3. — Le Directeur de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

N ^{os} du tarif	Désignation des Marchandises contingentées.	Variations en % du volume des importations		Moyennes mensuelles des Recettes douanières			
		en —	en +	avant le contingen- tement (1929-1930)	depuis le contingen- tement	différences	
				1.000 frs	1.000 frs	en —	en +
4 à 7	Bœufs, vaches, taureaux, bou- villons, taurillons et gé- nissés.		+ 180 %	549	1.537		+ 988
8	Veaux		+ 122 %	20	44		+ 24
12 et 13	Porcs et cochons de lait ...	— 13 %		962	837	— 125	
14 ter	Volailles vivantes	7 %		173	161	— 12	
Ex. 14 q.	Pigeons vivants (autres que voyageurs)	— 14 %		37	32	— 5	
14 quin.	Lapins domestiques vivants ..		+ 12 %	4	5		+ 1
16 A	Viandes fraîches et réfrigé- rées : de mouton	— 16 %		792	665	— 127	
	de porc	— 35 %		1.387	929	— 458	
	de bœuf et autres		+ 90 %	161	306		+ 145
16 B	Viandes congelées : de mouton	— 37 %		567	357	— 210	
	de porc	— 94 %		365	22	— 343	
	de bœuf et autres		+ 30 %	1.642	2.135		+ 493
17	Viandes salées ou en saumure, à l'état cru non préparées.		+ 29 %	290	374		+ 84
17 bis	Viandes préparées	— 19 %		255	207	— 48	

Répercussions budgétaires du Contingentement au 1^{er} Mai 1932 (Suite)

N ^{os} du tarif	Désignation des Marchandises contingentées.	Variations en % du volume des importations		Moyennes mensuelles des Recettes douanières					
		en —	en +	avant le contingement (1929-1930)		depuis le contingement		différences	
				1.000 frs	1.000 frs	en —	en +	en —	en +
17 ter	Charcuterie fabriquée : Salamî, mortadelle, samponi et cotechini		+ 29 %			1.000 frs		1.000 frs	
18	Autres produits	— 6 %		120	155		— 6		+ 35
	Volailles mortes, truffées ou non (pigeons compris) ...	— 47 %		92	86				
18 ter	Lapins domestiques morts ...		+ 15 %	291	154		— 137		
19	Conserves de viandes		+ 13 %	17	19				+ 2
34 A	Œufs en coquilles	— 47 %		382	431		— 121		+ 49
34 B	Blancs d'œufs ou albumine .	— 54 %		258	137		— 19		
Ex. 34 C	Jaunes d'œufs non sucrés propres aux usages alimen- taires	— 30 %		35	16				
				55	38		— 17		
34 D	Œufs complets, liquides, en morceaux ou en poudre ..	— 67 %		58	19		— 39		
35	Lait complet ou écrémé		+ 39 %	2	3				+ 1
35 bis	Crème de lait glacée ou non.		+ 31 %	2	3				+ 1
35 ter	Lait concentré, sans sucre ..		inchangé	90	90				
35 quater	Lait concentré additionné de sucre	— 25 %		280	210		— 70		

N ^{os} du tarif	Designation des Marchandises contingentes.	Variations en % du volume des importations		Moyennes mensuelles des Recettes douanières			
		en —	en +	avant le contingement (1929-1930)		depuis le contingement	
				1.000 frs	1.000 frs	en —	en +
35 quinq.	Farine lactée additionnée de sucre		+ 142 %			1.000 frs	
36	Fromages	— 7 %		7	17		+ 10
37	Beurre		inchangé	1.524	1.417	— 107	
Ex. 45	Poissons de mer frais			466	466		
46	Poissons secs, salés ou fumée, morues, stockfish et had- dock	— 12 %		731	643	— 88	
	Harengs	— 49 %		311	159	— 152	
47	Autres		inchangé	268	268		
	Poissons conservés, marinés ou autrement préparés :	— 5 %		96	91	— 5	
	Sardines						
	Autres		+ 17 %	612	716		+ 104
Ex. 84 A	Bananes fraîches en régimes ou détachées	— 2 %		1.401	1.373	— 28	
91	Sucre						
128-128 bis	Bois communs, bruts, équar- ris ou sciés, perches, étan- çons et échelas bruts ...	— 65 %	+ 54 %	2.642	4.068		+ 1.426
133	Légumes conservés			21.114	7.390	— 13.724	
Ex. 158		— 54 %		5.904	2.716	— 3.188	

Répercussions budgétaires du Contingentement au 1^{er} Mai 1932 (Suite)

N ^{os} du tarif	Désignation des Marchandises contingentées.	Variations en % du volume des importations		Moyennes mensuelles des Recettes douanières		
		en —	en +	avant le contingen- tement (1929-1930)	depuis le contingen- tement	différences
				1.000 frs	en —	en +
C				1.000 frs	1.000 frs	
Ex. 170 C	Petits pois, haricots verts et carottes, tomates assaison- nées ou non	— 98 %		526	186	— 340
170 D	Oignons à fleur, plantes bul- beuses, jacinthes, tulipes, etc. fleuries ou en bouton .	non spécialisés		71	50	— 21
171 bis	Fleurs naturelles coupées ...	— 29 %		9.357		
171	Vins ordinaires			915		
Ex. 210	Moûts					
	Tôles planes de fer ou d'a- ciers laminées à chaud, autres :					
	non découpées	— 55 %		321	144	— 177
Ex. 361 bis	découpées	— 26 %		61	45	— 16
Ex. 476 A	Lampes, valves de T. S. F. Peaux seulement tannées (au- tres que pour semelles) sans aucun travail de cour- roierie ou de teinture, ob- tenues par tannage végétal.	+ 168 %		387	1.037	+ 650

N° du tarif	Désignation des Marchandises contingentées.	Variations en % du volume des importations		Moyennes mensuelles des Recettes douanières		
		en —	en +	différences		1.000 frs
				avant le contingent (1929-1930)	depuis le contingent ement	
Ex. 476 B	<i>Non refundes ni égalisées :</i>			1.000 frs		
	Bovins y compris les va-					
	chettes autres que des Indes					
	Peaux entières		+ 100 %	1	2	+ 1
	Collets			5	3	
	Flancs	— 44 %	+ 164 %	2	5	+ 3
	Croûtes	— 34 %		66	43	— 23
	<i>Refundes ou égalisées :</i>					
	Fleurs, peaux entières	— 52 %		60	29	— 31
	Flancs et autres	— 27 %		16	12	— 4
	Peaux pour semelles, même					
	lissées, cylindrées ou bat-					
	tues, obtenues par tannage					
	végétal :					
	Peaux entières		+ 46 %	1	2	+ 1
	Croupons	— 24 %		16	12	— 4
	Dossets	— 22 %		1	1	
	Collets	— 45 %		48	26	— 22
	Flancs et autres	— 49 %		21	11	— 10
	Croûtes	— 51 %		2	1	— 1

Répercussions budgétaires du Contingement au 1^{er} Mai 1932 (Suite)

N ^{os} du tarif	Désignation des Marchandises contingentées.	Variations en % du volume des importations		Moyennes mensuelles des Recettes douanières		
		en —	en +	avant le contingen- tement (1929-1930)	depuis le contingen- tement	différences en — en +
Ex. 476 bis	Peaux et parties de peaux vernies, autres que che- vreaux, moutons et agneaux			1.000 frs	1.000 frs	
476 ter	Peaux corroyées autres, trai- tées au suif, au dégras(etc. : Vaches, vachettes, bœufs, taureaux, buffles, chevaux, ânes, mulets et grandes peaux autres, etc. Chèvres, chevreaux, moutons, agneaux Veaux et autres petites peaux. Poissons, phoques et autres animaux marins, serpents, lézards, crocodiles et autres Cuir ou objets emboutis pour pompes, presses ou autres usages Plaques, rubans, manchons, lanières, non boutés, pour cartes, frotteurs, diviseurs, etc.	inchangé		265	265	
		— 22 %		281	219	— 62
		— 18 %	+ 46 %	114 196	166 160	— 36 + 52
488		— 10 %		48	43	— 5
488 bis		— 30 %		11	8	— 3
		— 35 %		13	9	— 4

Répercussions budgétaires du Contingentement au 1^{er} Mai 1932 (Suite)

N ^o du tarif	Désignation des Marchandises contingentées.	Variations en % du volume des importations		Moyennes mensuelles des Recettes douanières			
		en —	en +	avant le contingen- tement (1929-1930)	depuis le contingen- tement	différences	
						en —	en +
489	Autres objets pour filature et tissage, tels que taquets, brides de chasse, chasse- fouets, etc.			1.000 frs	1.000 frs	1.000 frs	
489 bis	Courroies, bandes, lanières et décapages pour courroies, cordes et cordages, engre- nages, tuyaux	— 26 %		14	10	— 4	
524 A Ex. 524 B	machines dynamo-électriques, transformateurs électriques industriels, machines dy- namo-électriques pour l'é- quipement des automobiles, autres que combinées avec des appareils d'allumage; appareils électriques dits redresseurs de courant ..	— 15 %		69	58	— 11	
Ex. 524 B	Appareils pour la coupeure, le réglage, la protection, la distribution du courant électrique, etc. :	— 70 %		1.226	368	— 858	

Répercussions budgétaires du Contingentement au 1^{er} Mai 1932 (Suite)

N ^{os} du tarif	Désignation des Marchandises contingentées.	Variations en % du volume des importations		Moyennes mensuelles des Recettes douanières			
		en —	en +	avant le contingen- tement (1929-1930)	depuis le contingen- tement	différences	
		en —	en +			en —	en +
Ex. 524 bis B	Appareils automatiques Appareils pour la coupure, le réglage, la protection, la dis- tribution du courant élec- trique, etc. Appareils non automatiques et appareils susceptibles d'être trans- formés en automatiques ..	— 35 %		1.000 frs 288	187	1.000 frs — 101	
524 bis K	Matériel de chauffage électri- que, y compris les fours . Aspirateurs de poussière, ma- chines à cirer ou à encaus- tiquer, machines à cirer les chaussures	— 45 %		354	195	— 159	
Ex. 524 bis M	Appareils de télégraphie et de téléphonie sans fil Faux et faucilles	inchangé		88	88		
524 bis Q	Articles de ménage émaillés unis étamés, cuivrés, émail- lés-décorés, marbrés, grani-	— 27 %		116	84	— 32	
Ex. 537		— 25 %		1.200	900	— 300	
Ex. 567		— 31 %		17	12	— 5	
Ex. 568		non spécialisés					

Répercussions budgétaires du Contingentement au 1^{er} Mai 1932 (Suite)

N ^o du tarif	Désignation des Marchandises contingentées.	Variations en % du volume des importations		Moyennes mensuelles des Recettes douanières			
		en —	en +	avant le contingen- tement (1929-1930)		depuis, le contingen- tement	
				1.000 frs	1.000 frs	en —	en +
	tés ou imprimés avec ou sans or	— 33 %		455	302	— 153	
590	Meubles en bois courbé	— 48 %		61	32	— 29	
591	Sièges, pièces ett parties iso- lées de sièges autres qu'en bois courbé.	— 33 %		52	35	— 17	
592	Meubles autres qu'en bois courbé, autres que sièges .	— 35 %		238	154	— 84	
592 bis	Meubles garnis, recouverts de						
593	toute espèce, cannés, mon-						
593 bis	tés ou démontés et parties						
	de ces meubles	— 35 %		101	65	— 36	
596	Balais de sorgho et de came- line	inchangé		10	10		
597	Pièces de charpente et de						
et 600	charronnage façonnées; bois rabotés, rainés ou bou- vetés, planches, frises ou lames de parquets	— 67 %		42	14	— 28	
Ex. 646	Jeux et jouets ne contenant						

Répercussions budgétaires du Contingentement au 1^{er} Mai 1932 (Suite)

N ^{os} du tarif	Désignation des Marchandises contingentes.	Variations en % du volume des importations		Moyennes mensuelles des Recettes douanières			
		en —	en +	avant le contingement (1929-1930)	depuis le contingement	différences	
				1.000 frs	1.000 frs	en —	en +
646 bis	aucun mouvement mécanique :						
	A. Poupées et bébés de toutes espèces, etc.						
	Articles commun		+ 49 %	18	27		+ 9
	Articles soignés		+ 40 %	17	24		+ 7
	Articles soignés		+ 140 %	1	2		+ 1
	B. Masques			112	73	— 39	
	C. et D. Jouets en métal ...	— 35 %					
	E. Animaux, poupées, etc. bourrés	— 39 %		83	50	— 33	
	F. Jeux et jouets en celluloïd.	— 40 %		60	36	— 24	
	G. et H. Ballons, animaux, etc. en caoutchouc moulé ...	— 14 %		4	3	— 1	
	I. Ballons, bibis, etc. en feuilles dilatables	— 47 %		24	13	— 11	
	J. Jeux et jouets non repris ci-dessus	— 39 %		152	93	— 59	
	Jeux et jouets contenant des mouvements mécaniques etc						
	Jeux et jouets en métal ou autres matières et leurs						

Répercussions budgétaires du Contingentement au 1^{er} Mai 1932 (Suite)

N ^{os} du tarif	Désignation des Marchandises contingentées.	Variations en % du volume des importations		Moyennes mensuelles des Recettes douanières		
		en —	en +	avant le contingen- tement (1929-1930)	depuis le contingen- tement	différences
				1.000 frs	1.000 frs	en — en +
	pièces détachées; appareils jouets de projection fixe et animée	— 44 %		251	140	— 111
	Automates fins de tous genres scènes animées pour éta- lages		+ 1100 %	1	11	+ 10
Ex. 141	Coton hydrophile		inchangé	63	63	
Ex. 200	Or battu en feuilles	— 56 %		25	11	— 14
207 et	Fers ou aciers laminés ou					
207 bis	forgés	— 48 %		294	153	— 141
209	Feuillards en fer ou acier la- minés à chaud	— 68 %		25	8	— 17
Ex. 209 bis	Feuillards en fer ou en acier laminés à froid :					
Ex. 209 bis	a) N'ayant subi aucune des maines-d'œuvre visées au § b)	— 63 %		75	28	— 47
Ex. 209 bis	b) Vernissés, étamés, trem- pés, zingués, cuivrés, plombés, nickelés	— 65 %		88	48	— 40

Répercussions budgétaires du Contingentement au 1^{er} Mai 1932 (Suite)

N ^{os} du tarif	Désignation des Marchandises contingentées.	Variations en % du volume des importations		Moyennes mensuelles des Recettes douanières		
		en —	en +	avant le contingen- tement (1929-1930)	depuis le contingen- tement	différences en — en +
				1.000 frs		1.000 frs
Ex. 210	Tôles planes de fer ou d'acier au silicium (plus de 0,50 % de silicium)	— 70 %		58	17	— 41
Ex. 210	Tôles planes de fer ou d'acier glacées pour carrosseries automobiles	— 76 % — 54 %		109 Exempt	26 Exempt	— 83 Néant
226 073	Mercre natif			1	1	Néant
	Acide sulfurique : commer- cialement pur	inchangé		60	52	— 8
347 bis A	Acide sulfurique autre	— 13 %				
	Pièces pour l'électricité, en faïence, porcelaine, grès, etc., sans partie de métal .	— 60 %		52	21	— 31
347 bis B	Pièces pour l'électricité en faïence, porcelaine, grès, etc. avec parties de métal ou garniture	— 59 %		34	14	— 20
350 A	Articles en verre ou cristal pour l'éclairage	— 14 %		248	213	— 35
350 B	Articles en verre ou cristal, pièces pour service de table ou de toilette	— 10 %		603	543	— 60

Répercussions budgétaires du Contingentement au 1^{er} Mai 1932 (Suite)

N ^{os} du tarif	Désignation des Marchandises contingentées.	Variation en % du volume des importations		Moyennes mensuelles des Recettes douanières			
		en +	en —	avant le contingen- tement (1929-1930)	depuis le contingen- tement	différences	
				1.000 frs	1.000 frs	en +	en —
350 C	Autres articles de gobeletterie y compris les lampes		inchangé	156	156		1.000 frs
Ex. 359 à 359 quin.	Bouteilles, fioles, flacons vides	— 43 %		96	55	— 41	
360	Grosil ou verre cassé	— 25 %		Exempt	Exempt		Néant
361	Ampoules en verre, ouvertes et sans garnitures	— 12 %		27	24	— 3	
Ex. 361	Lampes à incandescence pe- sant moins de 5 grammes .	— 14 %		115	99	— 16	
Ex. 361	Lampes à incandescence pe- sant de 5 à 15 grammes ..	— 62 %		41	16	— 25	
361 quater	Tubes en verre simplement coupés	— 27 %		28	20	— 8	
362	Objets en verre non dénom- més	— 30 %		82	57	— 25	
Ex. 367	Ficelles ou fils polis, simples retors à simple torsion ...	— 42 %		27	16	— 11	
Ex. 368 et 371	Fils de coton purs ou mé- langé, autre que double spun		inchangé	282	282		

Répercussions budgétaires du Contingentement au 1^{er} Mai 1932 (Suite)

N ^{os} du tarif	Désignation des Marchandises contingentées.	Variations en % du volume des importations		Moyennes mensuelles des Recettes douanières			
		en —	en +	avant le contingen- tement (1929-1930)	depuis le contingen- tement	différences	
				1.000 frs	1.000 frs	en —	en +
Ex. 369 et 371	Fils de coton pur ou mélangé, le coton dominant, retors, écrus	— 77 %		199	46	— 153	
Ex. 368 et 371 404 et 436	Fils de coton pur ou mélangé, double spun, langué, unis, croisés et cou- Tissus de coton pur ou mé- tils écrus		+ 36 %	74	101		+ 27
405 et 436	Tissus de coton pur ou mé- langué, unis, croisés et cou- tils décrus ou blanchis .	— 86 %		345	48	— 297	
406 et 436	Tissus de coton pur ou mé- langué, unis, croisés, et cou- tils teints		+ 31 %	88	115		+ 27
407 et 436 490-410	Tissus de coton pur ou mé- langué, unis, croisés et cou- tils imprimés		+ 27 %	170	216		+ 46
	Velours de coton pur ou mé- langué		+ 72 %	135	232		+ 97
411-436	Tissus de coton pur ou mé- langué, fabriqués en tout ou partie avec des fils teints.	— 25 %		511	383	— 128	
			+ 43 %	136	194		+ 58

Répercussions budgétaires du Contingentement au 1^{er} Mai 1932 (Suite)

N ^{os} du tarif	Désignation des Marchandises contingentées.	Variation en % du volume des importations		Moyennes mensuelles des Recettes douanières			
		en —	en +	avant le contingen- tement (1929-1930)	depuis le contingen- tement	différences	
						en +	en —
				1.000 frs		1.000 frs	
412 et 412 bis	Tissus de coton pur ou mé- langé, brillantés ou façon- nés	inchangé		174	174		
460	Pièces pour lingerie cousues, pour hommes, jeunes gens, garçonnetts		+ 844 %	13	123		+ 110
460	Pièces pour lingerie cousues, pour femmes, fillettes et enfants		+ 15 %	65	75		+ 10
460	Pièces pour lingerie cousues autres		+ 534 %	174	1.103		+ 929
460	Vêtements et accessoires pour hommes, jeunes gens et gar- çonnetts en autres tissus soie ou bourre de soie		+ 21 %	256	310		+ 54
460	Vêtements et accessoires pour femme, fillettes, enfants en autre tissu qu'en soie ou bourre de soie	+ 90 %	209	397		+ 188	
Ex. 461	Papiers pergamyne et cristal. papiers imperméables	+ 111 %	26	55		+ 29	

Répercussions budgétaires du Contingentement au 1^{er} Mai 1932 (Suite)

N ^{os} du tarif	Désignation des Marchandises contingentées.	Variation en % du volume des importations		Moyennes mensuelles des Recettes douanières			
		en —	en +	avant le contingen- tement (1929-1930)	depuis le contingen- tement	différences	
				1.000 frs	1.000 frs	en —	en +
Ex. 461	Papiers sulfurisés et similli sulfurisés		+ 82 %	86	157		+ 71
Ex. 461	Papiers dits Kroft et simi- laires sulfurisés		+ 9 %	448	488		+ 40
Ex. 461	Papiers non dénommés ci- dessus à la forme ou à la main	— 15 %		132	112	— 20	
Ex. 461	Papiers non dénommés ci- dessus, pesant plus de 35 grammes		+ 28 %	435	557		+ 122
Ex. 461	Papiers non dénommés ci- dessus pesant 35 grammes et moins pour condensa- teurs	— 65 %		14	5	— 9	
Ex. 461	Papiers non dénommés ci- dessus pesant 35 grammes et moins autres	— 36 %		113	72	— 41	
Ex. 462	Carton brut, à pâte de cou- leur naturelle, y compris le presspan		+ 57 %	108	170		+ 62
Ex. 462	Carton dit de fantaisie		+ 49 %	179	267		+ 88

Répercussions budgétaires du Contingentement au 1^{er} Mai 1932 (Suite)

N ^{os} du tarif	Désignation des Marchandises contingentées.	Variation en % du volume des importations		Moyennes mensuelles des Recettes douanières			
		en —	en +	avant le contingen- tement (1929-1930)	depuis le contingen- tement	différences	
						en —	en +
				1.000 frs	1.000 frs	1.000 frs	
464	Cartons assemblés en boîtes ou autrement						
521	Machine pour l'impression .	— 64 %	+ 26 %	638	804	— 225	+ 166
521 bis	Matériel accessoire d'impri- merie, de papeterie			352	127		
521 ter	Presses à platine, matériel accessoires d'imprimerie, de papeterie	— 44 %		123	69	— 54	
524 bis I	Appareils de mesure électri- que et transformateurs ...	— 47 %		68	36	— 32	
Ex. 525	Machines pour le travail des métaux, machines à cisail- ler	— 32 %		141	96	— 45	
Ex. 525	Marteaux ou outils pneuma- tiques	— 81 %		511	97	— 414	
Ex. 525	Machines-outils pour le tra- vail du bois	— 81 %		106	20	— 86	
Ex. 525	Machines-outils autres	— 50 %		121	60	— 61	
526 D quin.	Réchauds, cuisinières, chemi- nées à alcool	— 73 %		479	129	— 350	
		— 33 %		176	118	— 58	

Répercussions budgétaires du Contingentement au 1^{er} Mai 1932 (Suite)

N ^{os} du tarif	Désignation des Marchandises contingentées.	Variation en % du volume des importations		Moyennes mensuelles des Recettes douanières			
		en —	en +	avant le contingen- tement (1929-1930)	depuis le contingen- tement	différences en — en +	
				1.000	frs	1.000	frs
idem	Réchauds, cuisinières, chimi- nées à pétrole, benzol, acé- tylène		+ 54 %	1	2		
idem	Réchauds, cuisinières, chimi- nées à gaz	— 38 %		5	3	— 2	+ 21
Ex. 527	Réchauds dont le poids en cuivre est supérieur à 25 % du poids total	non spécialisés					
Ex. 535	Pièces détachées de cuivre pour soupapes de sûreté, de réduction, vannes, radia- teurs	— 73 %		13	4	— 9	
Ex. 535	Pièces détachées ou brûleurs pour réchauds	non spécialisés					
535 bis A	Appareils servant à régler l'écoulement des fluides dans les conduites	+ 17 %		123	144		
535 bis B	Pièces détachées comportant des parties en métaux à base de nickel et de chromé Outils emmanchés ou non ..	non spécialisés — 43 %		38	22	— 16	+ 1

Répercussions budgétaires du Contingentement au 1^{er} Mai 1932 (Suite)

N ^{os} du tarif	Désignation des Marchandises contingentées.	Variation en % du volume des importations		Moyennes mensuelles des Recettes douanières			
		en —	en +	avant le contingement (1929-1930)	depuis le contingement	différences	
						en —	en +
				1.000 frs		1.000 frs	
Ex. 537	Forêts hélicoïdaux, tarauds, coussinets, poinçons, alé-soirs, etc.	— 74 %					
Ex. 537	Scies, grattoirs, étaux, autres outils, fourches et crocs ..	— 54 %	en valeur	693	319	— 374	
539	Serrures nickelées ou non nickelées	— 15 %		35	30	— 5	
599 bis	Cadenas nickelés ou non nickelés	inchangé		34	34		
559 qua.	Clés nickelées ou non nickelées	inchangé		18	18		
562 qua.	Montures de parapluies	+ 422 %		13	68		+ 55
Ex. 569 B	Presse-viande, hache-viande, presses à confitures et autres	— 40 %		66	40	— 26	
Ex. 574	Becs de lampes et becs à gaz.	— 60 %		27	11	— 16	
Ex. 574	Articles de lampisterie autres que lampes de mine à flammes, etc.	— 55 %		60	27	— 33	
Ex. 574	Articles de ferblanterie	— 4 %		7	6	— 1	
576 ter	Accumulateurs électriques ..	— 18 %		136	111	— 25	

Répercussions budgétaires du Contingentement au 1^{er} Mai 1932 (Suite)

N ^{os} du tarif	Désignation des Marchandises contingentées.	Variation en % du volume des importations		Moyennes mensuelles des Recettes douanières			
		en —	en +	avant le contingentement (1929-1930)	depuis le contingentement	différences	
						en —	en +
630 sex Ex. 634 ter B	Isolateurs pour l'électricité . Calibres, pieds à coulisses, jauges, etc. et leurs pièces détachées	— 40 %		1.000 frs 13	8	1.000 frs — 5	
Ex. 634 ter B	Autres instruments de mesu- rage, vérification, calibrage et leurs pièces détachées .	— 55 %		39	18	— 21	
Ex. 635 quater	Verrerie graduée ou jaugée et objets en verre soufflé .	— 48 %		51	26	— 25	
648 bis A	Briquets mécaniques, auto- matiques et leurs pièces détachées	inchangé		11	11		
		— 22 %		62	48	— 14	

Pour l'ensemble des feuilles en a :

Augmentation mensuelle : 4.097.000 + 2.201.000 = 6.298.000 frs

Diminution mensuelle : 21.885.000 + 3.662.000 = 25.547.000 frs

Diminution mensuelle effective 19.249.000 frs

soit 26,27 % des droits de douane perçus,

MODÈLE DE DEMANDE D'AUTORISATIONS D'IMPORTATION
D'UNE DES MARCHANDISES VISÉES PAR LES DECRETS
DES 30 SEPTEMBRE 1931 ET 10 NOVEMBRE 1931

M
demeurant à (adresse complète)
demande l'autorisation d'importer la marchandise suivante :
pays d'origine {
nature de la marchandise .. }

poids brut et poids net (en toutes lettres) }

point d'entrée en France (bureau du dédouanement)
.....
nom de l'expéditeur
nom du destinataire
nom du transitaire

Date, signature et adresse
du demandeur

Avis de la commission de contrôle	Décision de l'Administration des Finances.
Avis	(Direction générale des douanes).
.....	
A Paris, le	

Le Secrétaire de la Commission,

Vu, le Doyen,
H. BERTHÉLEMY.

Vu, le Président de Thèse,
Roger PICARD

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- H. TRUCHY. Cours d'Economie Politique.
C. PERREAU. Cours d'Economie Politique.
E. ALLIX. Les Droits de Douane.
NOGARO et MOYE. Le régime douanier de la France.
J. NAUDIN. Les accords commerciaux de la France depuis la guerre.
MERVEILLEUX DU VIGNEAU. La réforme de la loi du cadenas en France.

Revue, Périodiques et Journaux.

- L'Europe Nouvelle.
La Revue Economique Internationale.
Vendre.
L'Exportateur Français.
L'Economie Internationale.
La Réforme Economique.
La Revue des Etudes Coopératives.
Le Commerce.
L'Usine.
Les Echos.
Le Bulletin Quotidien du Boulevard Saint-Germain.
Le Monde Economique.
Revue d'Economie Politique.
Revue Politique des Idées et des Institutions.
Information Financière.
Vie Financière.
La Situation Economique et Financière.
Libre-Echange.
Les Affaires.
La Revue Industrielle.
Le Nord Industriel.

La Métallurgie et la Construction Mécanique.
Bois et Charbons.
La Halle aux Cuirs.
L'Industrie Française Radio-Electrique.
La Journée Industrielle.
Le Journal des Débats.
Le Temps.
Le Journal du Commerce.
Le Capital.
Le Matin.
L'Echo de Paris.
L'Ordre.
L'Œuvre.
La République.
L'Intransigeant.
Le Petit Dauphinois.
Le Sémaphore de Marseille.
Sans-Fil.
Bulletin de la Chambre de Commerce de Paris.
Le Journal Officiel.
Le Moniteur Officiel du Commerce et de l'Industrie.

Revue Economique Franco-Suisse.
Nebelspalter (Suisse).
L'Usine Belge.
Bulletin d'Information de la Banque Nationale de Belgique.
L'Echo de l'Industrie (Luxembourg).
El Sol (Espagne).
A. B. C. (Espagne).
El Debate (Espagne).
La Publicitat (Espagne).
Giornale d'Italia (Italie).
Lavoro Fascista (Italie).
Berliner Tageblatt (Allemagne).
Deutsche Bervertzeitung (Allemagne).
Hamburger Nachrichten (Allemagne).
Deutsche Allgemeine Zeitung (Allemagne).
Wirtschaftsdienst (Allemagne).
Ruhr und Rhein (Allemagne).

Foreign Trade (Etats-Unis).
Barron's (Etats-Unis).
New-York Tribune (Etats-Unis).
Commerce Reports (Etats-Unis).
Times (Grande-Bretagne).
Textile World (Grande-Bretagne).
The Commercial (Grande-Bretagne).
Manchester Guardian (Grande-Bretagne).

Documentation du Comité d'Action Economique et Douanière : Rapports du Congrès du Commerce des Produits Contingents.

P. ELBEL. Les Prohibitions d'Entrée et de Sortie.

P. ELBEL. Le Projet de Trêve douanière et la Convention de Genève, du 24 mars 1930.

J. PROIX. La Politique douanière de la France, 1927-1931.

Publications du Service d'Etudes Economiques de la Société des Nations.

La Situation Economique Mondiale 1931-1932 (Genève, août 1932).

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	5
CHAPITRE LIMINAIRE	
1°. Evolution de la Politique Douanière de la France	11
2°. La crise mondiale et l'avènement du contingentement	22
CHAPITRE PREMIER	
1°. Les premières applications du contingentement. Contingentement unilatéral et global	35
2°. Développement et évolution du système	43
Ses perfectionnements : contingentement avec licences et par pays. Contingentement amiable et régime des certificats	43
CHAPITRE SECOND	
<i>Section I.</i> Conséquences nationales du contingentement	64
1° Influence sur le commerce extérieur	64
2° Influence sur la production, le chômage, les faillites	72
3° Influence sur les prix de gros et de détail	77
4° Répercussions budgétaires	84
<i>Section II.</i> Répercussions internationales du contingentement	87
CHAPITRE TROISIEME	
1°. Critique juridique	104
2°. Arguments invoqués en faveur du contingentement. Avantages du système. Critique	113
3°. Critique du contingentement. Ses inconvénients ..	122
CONCLUSION	
1° La situation en octobre 1932	143
2° La nouvelle politique commerciale	148
APPENDICE	157
BIBLIOGRAPHIE	193

8